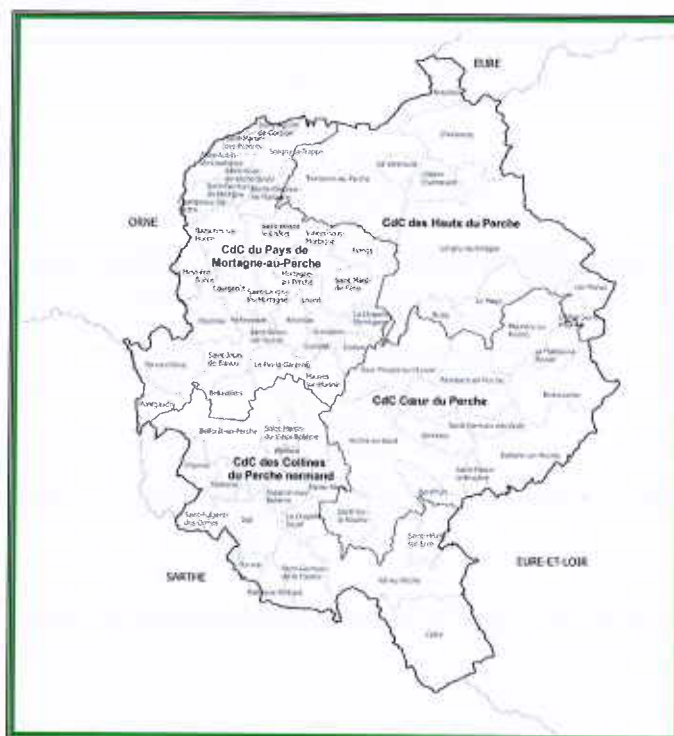


SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS DU PERCHE ORNAIS

Projet porté par

Le Pole d'Equilibre Territoriale et Rural

DU PAYS DU PERCHE ORNAIS



SOMMAIRE

1 GENERALITES	4
1.1 Autorité organisatrice	4
1.2 Objet de l'enquête	4
1.3 Enjeux et Objectifs	4
1.4 Constitution du dossier	5
1.5 Références réglementaires	6
2 CONCERTATION AMONT ET AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES	6
2.1 Modalités de concertation fixées	6
2.2 Concertation menée en amont	7
3 LE DOSSIER MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE	8
3.1 Rapport de présentation - Diagnostic stratégique	8
3.1.1 Organisation du Territoire	8
3.1.2 Logiques de développement du perche ornaïs	9
3.1.3 Structure de la population	9
3.1.4 Parc de logement du perche ornaïs	11
3.1.5 Equipements et services	14
3.1.6 Economie du territoire	15
3.1.7 Aménagement numérique, transports et déplacements	17
3.1.8 Conclusions et enjeux du SCoT	18
3.2 Rapport de présentation - Etat initiale de l'Environnement	18
3.2.1 Fondements géographiques et humains	18
3.2.2 Le patrimoine naturel	18
3.2.3 L'exploitation des ressources	19
3.2.4 Gestion de la ressource en eau et qualité des milieux aquatiques	19
3.2.5 Les risques naturels	19
3.2.6 Risques technologiques, pollutions et nuisances	19
3.2.7 Gestion des déchets	19
3.2.8 Energie et changement climatique	20
3.2.9 Perspectives d'évolution	20
3.3 Rapport de présentation - justificatif des choix	20
3.3.1 Explication des choix retenus pour établir le PADD et le DOO	20
3.3.2 Hiérarchie des normes	23
3.3.3 Etudes de densification	24
3.3.4 Analyse de la consommation foncière	24
3.3.5 Evaluation environnementale	25
3.4 Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)	30
3.4.1 Axe 1 - Favoriser un urbanisme équilibre s'appuyant sur les polarités et la maîtrise de l'usage des sols	30
3.4.2 Axe 2 - inscrire le développement dans le respect des identités paysagères et patrimoniales	31
3.4.3 Axe 3 - Maintenir l'attrait commercial et renforcer l'attractivité économique du pays	33

3.4.4	Axe 4 - Structurer une offre de logements diversifiée à partir de l'armature territoriale existante	35
3.4.5	Axe 5 - Améliorer l'attractivité résidentielle, touristique, culturelle et énergétique du territoire.	37
3.5	Documents d'Orientations et d'Objectifs	39
3.5.1	Axe 1 - Orientations générales de l'organisation de l'espace.	39
3.5.2	Axe 2 - Orientations relatives à la prévention des risques, des pollutions et nuisances.	40
3.5.3	Axe 3 - Orientations relatives a la gestion économe des espaces.....	41
3.5.4	Axe 4 - Protection d'espaces agricoles, naturels et urbains.	42
3.5.5	Axe 5 - Orientations relatives a la préservation des ressources.....	44
3.5.6	Axe 6 - Orientations relatives à la qualité urbaine, architecturale et paysagère.....	45
3.5.7	Axe 7 - Orientations relatives a l'habitat.....	45
3.5.8	Axe 8 - Orientations relatives aux transports et déplacements.....	47
3.5.9	Axe 9 - Orientations relatives a l'équipement commercial et artisanal.....	48
3.5.10	Axe 10 - Orientations relatives aux équipements et services.....	49
3.5.11	Axe 11 - Orientations relatives aux infrastructures et réseaux de communications électroniques.....	50
3.5.12	Axe 12 - Orientations relatives aux performances environnementales et énergétiques.	50
3.6	Présentation des Avis de l'AE et des PPA	52
3.7	Actualisation des données par le Pays du Perche Ornaïs en cours d'enquête.....	53
3.8	L'examen du projet par la commission d'enquête.....	53
4	ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE.....	54
4.1	Organisation de l'enquête	54
4.1.1	Réunion préparatoire	54
4.1.2	Prise en compte du dossier.....	54
4.1.3	Réunion de la commission N° 1.....	54
4.1.4	Réunion de la commission N° 2.....	54
4.2	La publicité légale et l'information du public.....	54
4.2.1	Par voie de presse.....	54
4.2.2	Par affichage	55
4.2.3	Sur le site internet du Pays du Perche Ornaïs.....	55
4.3	La durée de l'enquête – L'organisation des permanences	55
4.4	La clôture de l'enquête	55
4.5	Visites des lieux	55
4.6	Entretien avec les élus.....	55
4.7	Entretiens avec les services.....	56
4.8	La relation comptable des observations du public.....	56
4.9	Procès-verbal de synthèse partiel	56
4.10	Mémoire en réponse du procès-verbal de synthèse final	56
5	CLOTURE DU RAPPORT	64
	Annexes	65

Conclusions et Avis sont présentés sur un document séparé

1 **GENERALITES**

1.1 **Autorité organisatrice**

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (**SCoT**) a été conçu et est géré par Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (**PETR**) du Pays du Perche Ornaïs.

En 1970 le syndicat intercommunal pour le tourisme dans le Perche s'est transformé en syndicat intercommunal pour le développement du territoire du Perche, avec un élargissement des missions.

Les démarches du syndicat du Pays du Perche Ornaïs pour l'élaboration du SCoT ont commencé en 2012 sur un territoire composé de 7 CdC et 111 communes. Depuis le 1^{er} janvier 2017 ces 7 CdC se sont réduites à 4, et les 111 communes à 73.

Le SCoT est construit sur la population du recensement de 2010 qui était de 48588 h. Le 27 avril un nouveau document « Excel » nous fait part d'une population de 46999 h population 2015. Dans la partie 1.5 du rapport de présentation fournie par mail le 9 mai 2017, la population prise en compte en 2014 est de 47433 h.

Observations de la commission d'enquête

Ces transformations n'ont pas facilité l'approche du dossier par les membres de la commission d'enquête. D'autant que les informations demandées pour enregistrer ces modifications n'ont été fournies que le 9 mai 2018. D'autre part les statistiques disponibles pour l'élaboration du SCoT remontent à 2010 pour l'essentiel, voir 2008 pour certaines.

Ces variations indiquent une forte tendance à la baisse. Si on actualise le graphique de la page 10 du rapport de présentation 1.1, on s'aperçoit que sur l'ensemble des CdC a baissé jusqu'en 1975, a marqué un plateau de 1975 à 2000, puis une remontée jusqu'en 2010, et la baisse constatée actuellement nous remet au niveau du plateau 1975 / 2000

1.2 **Objet de l'enquête**

L'enquête porte sur le projet de SCoT, suite au transfert de la compétence au Pays du Perche Ornaïs en 2012.

1.3 **Enjeux et Objectifs**

Les élus du Perche Ornaïs ont vu dans le SCoT l'opportunité d'avancer simultanément sur les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) de chaque CdC. Le SCoT est également une opportunité pour répondre aux obligations fixées par le législateur dans le cadre du Grenelle II et d'assurer la cohérence des projets d'aménagement sur l'ensemble du territoire.

L'objectif principal est de garantir durablement son développement en protégeant ses atouts.

1.4 Constitution du dossier

Partie 1	RAPPORT DE PRESENTATION
Partie 1.1	DIAGNOSTIC STRATEGIQUE
I	SOMMAIRE
II	ORGANISATION DU TERRITOIRE
III	LOGIQUES DE DEVELOPPEMENT DU PERCHE ORNAIS
IV	UTILISATION DES TERRITOIRES DE COMPARAISON
V	STRUCTURE DE LA POPULATION
VI	PARC DE LOGEMENTS DU PERCHE ORNAIS
VII	EQUIPEMENT ET SERVICES
VIII	ECONOMIE DU TERRITOIRE
IX	AMENAGEMENT NUMERIQUE, TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS
X	CONCLUSION & ENJEUX DU SCOT
Partie 1.2	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
I	SOMMAIRE
II	FONDEMENTS GEOGRAPHIQUES ET HUMAINS DES PAYSAGES DU PERCHE ORNAIS... 3
III	PATRIMOINE NATUREL
IV	EXPLOITATIONS DES RESSOURCES DU TERRITOIRE
V	GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES
VI	RISQUES NATURELS
VII	RISQUE TECHNOLOGIQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES
VIII	GESTION DES DECHETS
IX	ENERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE
X	SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
XI	PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
Partie 1.3	JUSTIFICATION DES CHOIX
I	SOMMAIRE
II	EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET LE DOO
III	HIERARCHIE DES NORMES
IV	ETUDES DE DENSIFICATION
V	ANALYSE DE LA CONSOMMATION FONCIERE
VI	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
	SCOT / INDICATEURS DE SUIVI
Partie 1.4	RESUME NON TECHNIQUE
I	SOMMAIRE
II	RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION & BILAN DE LA CONCERTATION
Partie 2	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)
I	SOMMAIRE
II	PREAMBULE SUR LE PADD
Axe 1	FAVORISER UN URBANISME EQUILIBRE S'APPUYANT SUR LES POLARITES ET LA MAITRISE DE L'USAGE DES SOLS
Axe 2	INSCRIRE LE DEVELOPPEMENT DANS LE RESPECT DES IDENTITES PAYSAGERES ET PATRIMONIALES
Axe 3	MAINTENIR L'ATTRAIT COMMERCIAL ET RENFORCER L'ATTRACTIVITE ECONOMIQUE DU PAYS
Axe 4	STRUCTURER UNE OFFRE DE LOGEMENTS DIVERSIFIEE A PARTIR DE L'ARMATURE TERRITORIALE EXISTANTE
Axe 5	AMELIORER L'ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE, TOURISTIQUE, CULTURELLE ET ENERGETIQUE DU TERRITOIRE
Partie 3	DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS (DOO)
I	SOMMAIRE
II	PREAMBULE SUR LE DOO
Axe 1	ORIENTATIONS GENERALES DE L'ORGANISATION DE L'ESPACE
Axe 2	ORIENTATIONS RELATIVES A LA GESTION ECONOMIQUE DES ESPACES
Axe 3	ORIENTATIONS RELATIVES A LA PREVENTION DES RISQUES, DES POLLUTIONS ET NUISANCES
Axe 4	PROTECTION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET URBAINS
Axe 5	ORIENTATIONS RELATIVES A LA PRESERVATION DES RESSOURCES
Axe 6	ORIENTATIONS RELATIVES A LA QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE
Axe 7	ORIENTATIONS RELATIVES A L'HABITAT
Axe 8	ORIENTATIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS
Axe 9	ORIENTATIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET ARTISANAL
Axe 10	ORIENTATIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS ET SERVICES
Axe 11	ORIENTATIONS RELATIVES AUX INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
Axe 12	ORIENTATIONS RELATIVES AUX PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES

1.5 Références réglementaires

- Code de l'environnement : Les articles L123-1 à L123-19 et R 123-1 à R 123-33.
- Code de l'urbanisme : les articles L141-1 à L143-23 et R141-1 à R 143-15.
- Arrêté du préfet de l'Orne n° 1111-12-00062 portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche ornaïs (SCoT).
- Délibération n° D 2012-13 du syndicat intercommunal pour le développement du territoire du perche du 19/10/2012 portant sur le périmètre du SCoT.
- Délibération n° D 2017- 28 du Le Pôle d'Equilibre Territoriale et Rural (Petr) du Pays du Perche ornaïs du 22/12/2017 portant sur le projet du SCoT.
- Décisions N° E1800016/14 et E1800016b/14 du Tribunal Administratif de Caen du 22/03/2018 portant sur la constitution d'une commission d'enquête sur le projet du SCoT du Petr du Pays du Perche ornaïs.
- Arrêté d'ouverture de l'enquête n°2018-001 du PETR du Pays du Perche ornaïs du 30/03/2018.

2 CONCERTATION AMONT ET AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

2.1 Modalités de concertation fixées

Dans sa délibération du 19 octobre 2012 n° D 2012-13 le Syndicat Intercommunal pour le développement du Territoire du Perche a fixé les modalités de la concertation menée pendant la phase d'élaboration du SCoT.

Le rapport de présentation récapitule les actions menées. Cette concertation a consisté pendant l'élaboration du document à associer conformément aux dispositions des articles L. 122-4 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme qui définissent le cadre de la concertation :

- Les habitants,
- Les associations locales,
- Les autres personnes ou corporations concernées dont les représentants de la profession agricole.

La concertation s'est organisée selon les modalités suivantes :

- La mise à disposition du public aux sièges des Communautés de Communes, des communes isolées et du Pays aux jours et heures d'ouverture habituels.
 - o D'un registre de concertation, permettant à la population de formuler ses observations, accompagné d'une note explicative sur la démarche.
 - o D'une adresse postale et électronique pour permettre à la population de s'exprimer et de déposer ses contributions.
 - o Des documents validés par le Comité Syndical aux étapes clés de la démarche.
- L'organisation de réunions publiques d'information et de concertation sur plusieurs secteurs géographiques du territoire du SCoT.
- Une communication dans la presse et une parution d'articles dans les bulletins communaux ou intercommunaux.
- La publication d'une lettre du SCoT.
- La création d'un espace internet dédié à la démarche du SCoT.

La réalisation du bilan de la concertation à l'arrêt du projet de SCoT pour vérifier les modalités définies à l'origine du projet puis évaluer l'impact de la concertation menée tout au long de la procédure.

- qu'aucune observation ou proposition n'a été notée sur les registres.
- qu'aucun courrier n'a été adressé.
- qu'environ 200 personnes ont participé aux réunions publiques;
- que deux maires ont fait part de leur désaccord sur le fait que leur commune n'était pas considérée comme des polarités du territoire ; ce choix a été expliqué par le fait que le nombre de polarités est passé de 18 dans le premier PADD à 9 dans le PADD actuel.
- qu'un élu a évoqué la question de la réhabilitation des friches industrielles et estimé « que ce n'était pas apparemment une priorité du SCoT ce qui est aberrant » (réunion publique 17 février 2016).
- que le syndicat mixte du SCoT a répondu aux questions et demandes d'information.

2.2 Concertation menée en amont

Les premiers éléments mis à disposition de la population ont été transmis aux Communautés de Communes et aux communes isolées de fin d'année 2012 à début de l'année 2013.

- Plusieurs documents ont été mis à disposition de la population aux diverses étapes de la démarche :
 - Au 1^{er} semestre 2014 – l'état des lieux
 - Au 2^{ème} semestre 2017 - PADD / DOO
- Parallèlement plusieurs réunions publiques ont été organisées :
 - Le 14 février 2014 à Mortagne au Perche,
 - Le 06 octobre 2014 à Mortagne au Perche
 - Le 19 décembre 2017 à Remalard
- Une lettre du SCoT présentant la démarche, les principaux enjeux issus du diagnostic de territoire et les étapes de la procédure a été diffusée sur le territoire à la fin de l'année 2014 et au début 2015 aux Communautés de Communes, dans les mairies et mairies déléguées et aux divers partenaires.
- Une page internet dédiée au SCoT a été créée sur le site du Pays du Perche Ornaïs au lancement de la démarche et actualisé tout au long de celle-ci.
- Le projet s'est également attaché à intégrer au mieux le volet agricole avec un diagnostic / concertation du monde agricole et une restitution dédiée à l'issue de l'étude le 17/10/2013. Le recueil des avis tout au long de la procédure a permis d'enrichir le projet et de faciliter à la fois son appropriation et sa compréhension locale.

3 LE DOSSIER MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

Observations de la commission d'enquête

Les documents présentés sont denses et touffus avec un simple agrafage ce qui ne facilite pas la lecture.

3.1 Rapport de présentation - Diagnostic stratégique

3.1.1 Organisation du Territoire

La coopération intercommunale, fondement du pays

Le Pays du Perche ornaï est une émanation du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Tourisme dans le Perche créé par quelques communes en 1970. Au fil du temps, le développement encouragé et organisé par l'état des structures intercommunales et la création des Pays ont abouti à la création du syndicat Intercommunal pour le développement du territoire du Perche. Ces évolutions ont été une opportunité pour élargir les compétences du syndicat qui portent sur le développement agricole, économique, touristique, social, culturel et l'urbanisme. C'est ainsi que le projet de SCoT est porté par le Syndicat du Pays du Perche ornaï.

Le territoire du SCoT en quelques chiffres

Le territoire comptait en 2011, 48 494 habitants répartis dans 111 communes, 1 551 Km² et au moment de l'élaboration du projet de 7 intercommunalités. A ce jour, suite au regroupement de communes et d'intercommunalités, le territoire s'étend sur 4 Communautés de Communes (CdC) et 71 communes. Il s'agit d'un territoire rural (31 h/Km²).

Observations de la commission d'enquête

Il est difficile de cerner le territoire compte tenu du délai d'étude du SCoT. La démarche a été engagée en 2012 sur des références statistiques qui dataient de deux à trois ans, voir 5 ans pour certaines. L'organisation du territoire a été bouleversée par les regroupements de communes, la mise en place de CdC et ensuite le regroupement de CdC. Ces évolutions fragilisent considérablement la validité des prévisions et perspectives du SCoT à 30 ans (2012/2042).

Dynamique locale autour de la planification territoriale

Le territoire dispose à ce jour de 30 documents de planification urbaine applicables ou en cours d'élaboration dont 2 PLUi et 3 en cours d'élaboration, 13 PLU, 11 POS et 5 cartes communales.

Un positionnement géographique source d'attractivité

Outre son positionnement géographique à environ 150 km à l'Ouest de Paris, le territoire bénéficie d'une forme équilibrée avec une amplitude d'environ 35 Km du Nord au Sud et d'Est en Ouest et une bonne répartition territoriale des communes les plus importantes.

Le territoire est bordé au sud par les liaisons ferroviaires et autoroutières Le Mans – Paris et à l'Ouest par l'autoroute Le Mans – Rouen. Il est traversé par la RN 12 qui est un des axes de liaison de l'Ouest de la France vers Paris.

Une répartition entre plusieurs bassins de vie et d'emploi

Le territoire du Perche est fondé sur 9 bassins de vie, 3 bassins d'emploi et 3 bassins d'emploi en limite du pays dont Nogent le Rotrou et Alençon qui exercent

une forte attractivité, alors que le bassin de l'Aigle, un peu moins important a une attractivité plus limitée.

Observations de la commission d'enquête

Les métropoles situées dans un rayon plus large 100 à 150 km : Bassin parisien, Caen, Le Mans voire Rouen ne sont pas évoquées, alors qu'elles ont une influence incontestable sur les 3 bassins situés en périphérie du territoire.

Enjeux, organisation et positionnement du territoire

Entité historique, naturelle, culturelle, vécue et reconnue, le Perche ornaïen constitue un périmètre pertinent pour y mener une démarche de mise en cohérence des politiques publiques en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Observations de la commission d'enquête

Le territoire est couvert par deux PLUi dont la Cdc de Mortagne au Perche et une partie de la CdC des Collines du Perche Normand et deux autres en cours d'élaboration (Cœur du Perche et Hauts du Perche). On peut donc se poser la question de savoir comment le SCoT va coordonner les politiques de planification territoriale déjà définies..

3.1.2 Logiques de développement du perche ornaïen

Prégnance des contraintes naturelles

Le Perche ornaïen est situé en limite du bassin parisien et de l'extrême est du massif armoricain avec des sols essentiellement constitués de substrats sédimentaires au relief ondulé.

Développement industriel et essor urbain

La géologie et le relief et surtout la présence d'eau en abondance sur l'ensemble du territoire et les richesses naturelles ont façonné au fil des siècles une activité parfois industrielle, parfois artisanale.

Modification des logiques de développement

Le développement des moyens de communication et de transport ont profondément modifié ces logiques de développement.

Enjeux – Logiques de développement du Perche Ornaïen.

L'objectif du SCoT est de permettre l'organisation du développement du pays autour des zones actives avec une réponse pondérée par l'intérêt général.

3.1.3 Structure de la population

Un territoire rural

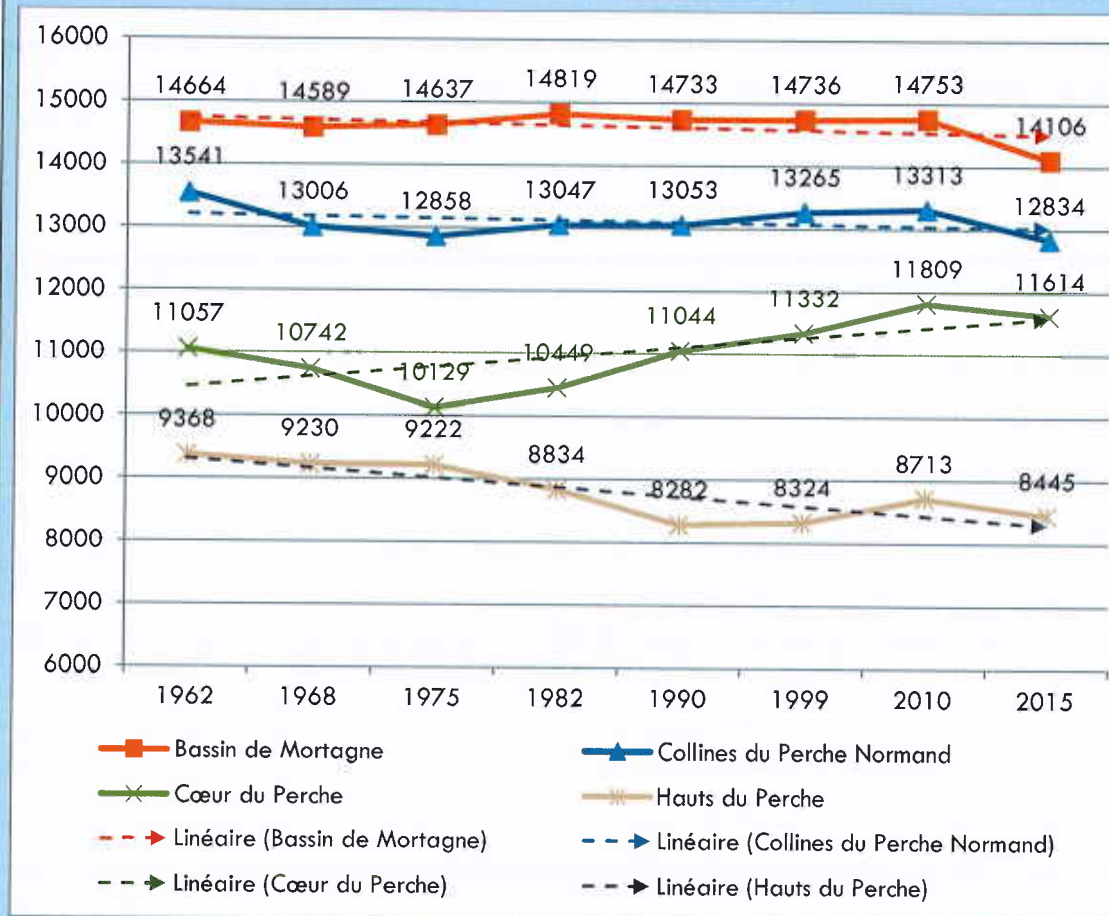
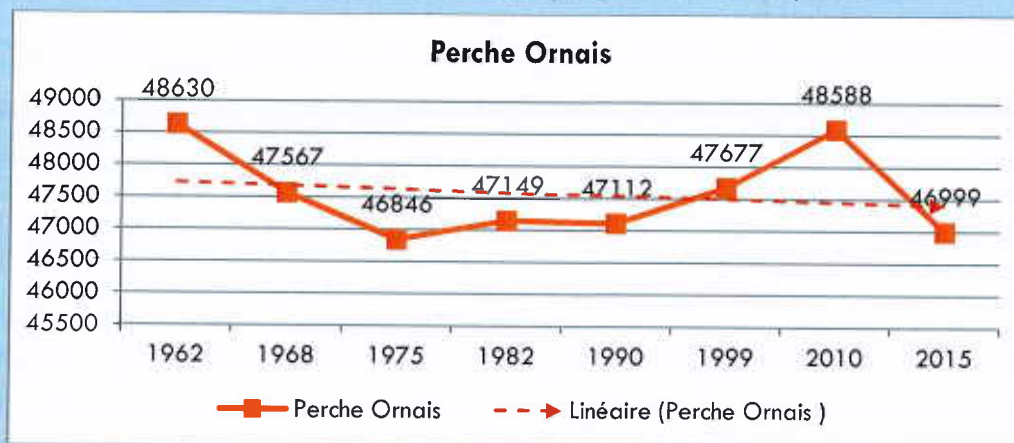
La population municipale oscille entre 19 habitants à Bresolles et 4 093 à Mortagne au Perche. La moitié des communes du Perche ornaïen possède une population inférieure à 250 habitants

Un territoire rural qui gagne de la population

Sur le tableau page 10 il convient d'ajouter les valeurs de 2015, et la reprise du graphique sur l'évolution comparée serait intéressante avec cette nouvelle donnée. En effet, on constate que sur la période 1968/1999, la population moyenne est de 47270 h très proche de la valeur 2015 (46999). Sur cette même période, le Pays de Mortagne au Perche a une population quasiment constante, sauf sur le recensement de 2015, où la chute est de 4.5%.

Observations de la commission d'enquête

Le tableau ci-dessous prend en compte le recensement de 2015, et ne permet donc pas le titre de ce paragraphe : **un territoire rural qui gagne de la population**.



La chute brutale de la population entre 1962 et 1975 a été compensée par une remontée identique entre 1999 et 2010, après une stagnation entre 1975 et 1999 qui s'est établie au niveau de 2015. Les cartes présentées page 11 sont difficiles à exploiter compte tenu de leur échelle.

Des dynamiques d'évolution contrastées

Le dossier attribue la régression de la population à un manque de logements et un manque d'offres, notamment sur Mortagne au Perche. On constate que les secteurs du sud et du sud est sont ceux qui équilibrent au mieux le solde naturel et le solde migratoire. Il semble que les relations avec l'ouest Parisien, Chartres et Nogent le Rotrou et leur dynamique économique en soit une des raisons. Le cas du haut Perche au nord-est du Pays semble essentiellement lié au caractère très rural du secteur et sa proximité directe avec Paris.

Dynamiques démographiques variables selon les polarités

Cependant, l'analyse des dynamiques démographiques montre une diminution progressive du nombre d'habitants au sein des pôles principaux (Cependant, l'analyse des dynamiques démographiques montre une augmentation au profit des pôles secondaires (+ 796), des petits bourgs et villages (+ 823) alors que la dynamique de constructions a été similaire (865 / 749 / 735 logements entre 1999 et 2010). Cependant la répartition spatiale entre les pôles, pôles secondaires et les bourgs et village est équilibrée en nombre de logements comme en population.

On observe un vieillissement progressif, marqué et programmé de la population compte tenu de la pyramide des âges. Ce vieillissement suit l'évolution du département de l'Orne, mais il est plus accentué que sur d'autres territoires.

Enjeux – population

Le diagnostic met ainsi en exergue 4 enjeux principaux :

- Maintenir l'attractivité du territoire afin de soutenir l'accueil de nouveaux habitants et tirer profit de son positionnement
- Accueillir la population en priorité dans les pôles de services, d'équipements et d'emplois du territoire
- Adapter le territoire au vieillissement de sa population et plus globalement aux besoins des populations spécifiques
- Accueillir des jeunes actifs.

3.1.4 Parc de logement du perche ornaïs

Des polarités qui structurent un habitat dispersé

Le territoire du Perche ornaïs s'articule autour des bourgs des principaux pôles locaux (34 communes, 70% des habitants) qui sont répartis sur l'ensemble du territoire. Cette armature territoriale permet une répartition des équipements, des commerces et des services au plus près des habitants afin de répondre localement à leurs besoins.

Un parc de logements aux dynamiques multiples

Le parc de logements a évolué en moyenne annuelle de 217 logements entre 1968 et 2010. Les résidences principales majoritaires sont passées de 15227 à 21012. Les résidences secondaires ont quasiment doublé et sont passées de 2817 à 5361. Quant aux logements vacants, ils sont passés de 1638 à 2438. L'impact des résidences secondaires est plus prégnant sur l'est du territoire, et certaines communes de ce secteur ont un parc de résidences secondaires qui augmente.

Sur une période récente, les logements vacants sont en forte hausse, cependant les communes du sud et du sud-est du territoire semblent moins impactées que les autres, et l'ensemble l'est moins que le département de l'Orne. Cette vacance est plus élevée sur les logements collectifs (28% de la vacance) alors qu'ils ne représentent que 10% du parc. Près d'un tiers des logements vacants le sont depuis plus de 4 ans, dont 12% d'entre eux depuis plus de 10 ans.

Observations de la commission d'enquête

Il est probable que la majorité des logements vacants depuis plus de 10 ans ne soient pas adaptés à la location, pour des raisons de vétusté, d'accès...

Un parc ancien et 90% de logements individuels

Le parc de logement est ancien et parfois inconfortable. Ils sont majoritairement occupés par leur propriétaire (69% - étude Filocom). Le bassin de Mortagne au Perche dispose de 1/3 du parc locatif ancien. De même, et dans une proportion identique, le parc locatif social est concentré sur la CdC de Mortagne au Perche, (56%) et 37% sur la CdC du Val d'Huisne qui maintenant est devenue la CdC des collines du Perche associée à la CdC de Bellême.

Les logements sont majoritairement individuels (90%) et de grande taille. La mise en parallèle de la vacance avec la surface des logements montre une forte proportion de vacance pour les T1 et T2 avec près de 1 000 logements vacants, soit 37 % de la vacance observée alors qu'ils n'occupent que 15 % du parc de résidences principales.

Les dynamiques actuelles de décohabitation (vieillesse ou séparations) montrent une certaine inadéquation entre la taille des ménages et celle des logements qui doivent permettre l'accueil de la famille et des enfants impliquant ainsi une certaine sous occupation à l'année.

La typologie des emménagements récents montre l'évolution progressive du passage des ménages de la location vers l'accession à la propriété en fonction de l'âge.

Des évolutions contrastées au sein du parc de logements

Sur la période de référence, la construction de logements a beaucoup fluctué. Ainsi de 1968 à 1989 il s'est construit en moyenne 239 logements par an sur le territoire du SCoT, avec une chute à 102 logements par an dans la décennie 1990, puis 173 logements par an entre 2000 et 2010 et une inflexion depuis 2008.

Les constructions se concentrent principalement au sein des 7 pôles des intercommunalités historiques et surtout dans la CdC du bassin de Mortagne au Perche pour 1/3 des constructions neuves. Les besoins du Pays du Perche Ornaïs sont hétérogènes. La construction de logements se pratique sur l'ensemble du territoire et permet parfois une augmentation de la population ou une diminution sur certains secteurs.

Les bailleurs sociaux représentés par Orne habitat de façon quasi exclusive développent également des programmes de construction ou d'aménagement, souvent liés à des programmes de démolition d'immeubles collectifs placés en vacance stratégique.

Une artificialisation des sols qui progresse rapidement

L'observation foncière mise en place est réalisée à partir des données MAJIC de la DGFIP. Ce sont des fichiers fiscaux qui permettent de suivre l'évolution de la consommation foncière. Ainsi, le foncier bâti occupe 6 491 ha et le foncier artificialisé non bâti 968 ha. Le foncier artificialisé non bâti comprend des espaces libres comme des fonds de jardins ou des dents creuses, des terrains de sport ou de moto-cross, des bassins de gestion des eaux pluviales ou des lagunages mais aussi des espaces semi-artificialisés comme le golf, le CET de Colonard-Corubert, les carrières ou certaines STEP (153 ha au total dont 29 ha après 2000).

Observations de la commission d'enquête

Les surfaces affectées aux STEP 182 ha pour desservir 111 communes dont bon nombre ne disposent pas de station d'épuration collective, semblent anormales.

Une diminution de la taille des ménages qui se poursuit

La taille des ménages est passée de 2,91 personnes par ménage en 1975 à 2,25 en 2010 en raison pour partie du vieillissement de la population. Les revenus fiscaux sont plus élevés autour de Mortagne au Perche et en périphérie de Nogent le Rotrou. La répartition des ménages entre les imposables et les non imposables est sensiblement égale (à 1.9% près) avec des disparités dans la richesse en faveur du haut Perche par rapport au Perche sud.

Observations de la commission d'enquête

La taille des ménages a une incidence sur la consommation des terres agricoles et mérite un ajustement plus précis. La tendance identique à la période 1999-2010 paraît mieux adaptée.

Quels besoins en logements à horizon 2042 ?

Le point mort démographique qui prend en compte le desserrement des ménages, l'augmentation de la vacance et la diminution du nombre de résidences secondaires débouche sur la construction de 162 logements par an. L'étude de marché de la DREAL donne environ 170 logements par an.

Le SCoT prévoit une répartition entre l'accession à la propriété, le locatif privé et le locatif social de 65/20/15 qui se rapproche des chiffres d'Alençon et de Nogent le Rotrou.

De même, le dossier envisage une diversification de l'offre dans la taille des logements en réduisant le nombre de logements de grande taille mis sur le marché qui sont excédentaires par rapport aux besoins.

Quelques outils d'amélioration du parc

Sur le territoire du Perche ornaïs, près de la moitié des propriétaires occupants (48 %) ont plus de 60 ans et 22 % plus de 75 ans. Les habitudes du logement, les perturbations, la complexité et le coût des travaux couplés à des revenus parfois insuffisants peuvent expliquer les freins observés quant à la mise en rénovation et à la réalisation de travaux. Ces freins sociaux et économiques peuvent contribuer à la détérioration du parc de logements.

Afin de palier à cette situation, diverses actions sont proposées :

Mise en place de l'éco-prêt

Aides départementales dans le cadre des OPAH, prime départementale à l'amélioration de l'habitat (PDAH), programmes sociaux thermiques et aide de solidarité écologique.

Six CdC ont mis en place des OPAH qui ont touché 42% des objectifs.

Enjeux – Parc de logements

On observe sur le territoire du Pays du Perche ornaïs une progression du parc de logements (+ 8 %) plus rapide que celle de la population (+ 1,9 %) entre 1999 et 2010, en lien avec le vieillissement et les phénomènes de décohabitation qui génèrent des besoins plus importants. L'ancienneté du parc est un atout pour l'accueil de résidences secondaires mais génère des contraintes importantes quant à l'intégration des constructions neuves et la maîtrise de la vacance

3.1.5 Equipements et services

Mortagne au Perche : un petit pôle relayé par des polarités locales

Le Pays du Perche ornaï s'organise autour de petites unités urbaines (Mortagne au Perche, Bellême, Le Theil) qui sont relayées par des pôles locaux tels que Rémalard, Longny-au-Perche, Tourouvre, Bretoncelles. Hors périmètre, la CU d'Alençon et la commune de Nogent le Rotrou constituent également des pôles d'attractivité.

Observations de la commission d'enquête

On note au passage que le rapport ne cite que les pôles positionnés au Sud, La Ferté Bernard, Le Mans à l'exception d'Alençon préfecture du département

Des pôles qui centralisent les équipements et services

Le Pays compte 28 écoles primaires (dont 9 en regroupement pédagogique communal), 6 collèges, 2 lycées et 3 sections BTS; toutes les intercommunalités possèdent un établissement scolaire du 1er degré. Entre 2009 et 2012 la population scolaire paraît stable, avec globalement une très légère tendance à la baisse conformément aux évolutions démographiques des pôles.

Le territoire du Perche ornaï est doté d'un centre de soins hospitaliers. Il existe actuellement un important déficit en professionnels de santé qui devrait être atténué par la mise en place des pôles de santé en projet qui répondent à une évolution des demandes avec la mutualisation des espaces utilisés par les spécialistes.

Le territoire dispose de 8 EHPAD et de 4 foyers et résidences répartis sur les pôles du territoire. Actuellement un travail est en cours sur la mise en place d'une résidence de service en amont de l'EHPAD. Dans 30 ans, le Pays du Perche Ornaï comptera dans sa population quasiment 10% de personnes de plus de 75 ans. Une réflexion sur l'augmentation du nombre de lits des EHPAD et sur la diversification de l'offre est donc en cours.

Le Pays possède actuellement une offre d'accueil des jeunes enfants et d'appui aux parents diversifiée et répartie sur l'ensemble du territoire permettant de répondre aux besoins.

Le territoire est couvert par des centres de loisir, ou des centres sport et loisirs, ainsi que de nombreux équipements sportifs qui sont plus concentrés sur le bassin de Mortagne au Perche.

Le Perche Ornaï dispose sur Mortagne au Perche d'une salle de spectacle de 900 places assises et 2000 places debouts. Trois autres pôles disposent de salles de 250 à 450 places.

Le Perche Ornaï, un territoire bien équipé ?

Le Perche Ornaï apparaît comme un territoire bien pourvu en équipements et services. L'INSEE lui attribue la note de 8.3 sur 8.6 possible.

Une accessibilité des équipements à améliorer

Les plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics sont en cours sur plusieurs communes.

Enjeux – Equipements et services.

L'organisation du Pays du Perche ornaï s'appuie sur les pôles intercommunaux et les pôles locaux répartis sur l'ensemble du territoire de manière plutôt homogène. La structuration du développement autour des pôles apparaît comme une réponse essentielle pour maintenir l'offre existante. L'attractivité des services et des équipements reste prépondérante dans le maintien de l'accueil de nouvelles populations et de nouveaux actifs sur le territoire.

Observations de la commission d'enquête

Les équipements et services sont répartis sur le territoire et semblent répondre aux besoins de la population.

3.1.6 Economie du territoire

Une armature économique à renforcer

Le territoire du Perche ornaïs ne constitue pas une zone économique indépendante et est ainsi, de par son caractère rural et son organisation, réparti presque pour moitié entre le bassin d'Alençon (dominante tertiaire) et celui de Nogent-le-Rotrou (part importante de l'industrie). Les actifs du Pays et les entreprises sont ainsi tournés vers d'autres bassins d'emploi pour répondre à leurs besoins.

Les effectifs des établissements (11 770 postes, hors temps partiels) montrent qu'une majorité des établissements sont sans salarié (74 %) et que 22 % des établissements possèdent de 1 à 9 salariés. Seulement 44 établissements comptaient en 2011 plus de 50 salariés. Cependant la SOFEDIT au Theil devenu « Val au Perche » en compte 700. Les entreprises sont positionnées en majorité (75%) dans l'agriculture, le commerce et le transport et 25% dans la construction, l'administration et l'industrie.

Chaque intercommunalité possède au moins un pôle économique principal et des pôles économiques secondaires qui rayonnent autour et permettent une meilleure répartition du tissu économique local. Le secteur marchand est centré sur les pôles.

Les 1025 exploitations agricoles recensées en 2013 ont une SAU de 100 000 ha. Elles représentent 13% des emplois et pratiquent essentiellement l'activité culture-lait ou culture –viande. Comme sur l'ensemble du pays, le nombre d'exploitations a tendance à diminuer, alors que la SAU progresse.

Une part conséquente des exploitations (41%) a une SAU supérieure à 100 ha ce qui dénote une bonne viabilité des exploitations, compte tenu de l'âge moyen des exploitants (47 ans). La part des cultures tend à augmenter au détriment de l'élevage.

Les atouts paysagers et la qualité du patrimoine naturel du Pays du Perche Ornaïs lui donnent un attrait touristique incontestable. Cette offre de loisirs est complétée par plusieurs bases de loisirs, des centres équestres.

L'Ecomusée du Perche, la basilique Notre-Dame de Montligeon et la Maison du Parc comptaient entre 20 000 et 50 000 visiteurs en 2012. Les résidences secondaires participent à la valorisation touristique du territoire avec l'équipement touristique marchand qui représente avec ses 3000 lits 22% de la capacité du département.

Une offre commerciale cohérente à renforcer localement

La zone de chalandise de Mortagne au Perche apparaît comme une zone secondaire sous l'influence des zones commerciales des territoires voisins. La structure commerciale du Pays est principalement concentrée sur les pôles intercommunaux (59 %) et les principaux pôles locaux puisqu'ils regroupent près de 85% des commerces sur 18 communes. Les 13 marchés hebdomadaires complètent cette structure.

Une étude de la CCI d'Alençon montre que ces pôles commerciaux du territoire possèdent une zone d'attractivité et une aire d'influence importante, qui se chevauchent mais qui restent limitées au périmètre du Perche ornaïs.

Un cordon périphérique du Pays est sous influence de pôles commerciaux externes, Nogent le Rotrou, La Loupe, La Ferté Bernard, Mamers, Alençon et l'Aigle.

Une offre d'accueil des entreprises à organiser sur le Pays

Les principales entités artisanales, commerciales et industrielles du territoire sont situées le long des principaux axes routiers ou à proximité directe permettant de connecter les pôles du Pays et ceux des territoires voisins.

Comme dans le domaine commercial, les entités citées au paragraphe ci-dessus disposent de zones industrielles avec des surfaces disponibles et concurrencent ainsi le Pays. Cependant, chaque pôle d'intercommunalité dispose de zones d'activités allant de 10 à 208 ha avec le plus souvent des surfaces disponibles. Le maintien du tissu industriel est confirmé par une étude de la CCI.

L'installation d'entreprises sur le territoire est accompagnée par des initiatives publiques et privées qui ont implanté 7 pépinières d'entreprises. Cette offre est complétée par 4 télécentres répartis sur le territoire.

Observations de la commission d'enquête

L'attractivité des territoires au Sud et à l'Ouest du Pays en matière économique et commerciale permet de s'interroger sur la pertinence du territoire du SCoT, alors que le Perche s'étend au-delà du Pays du Perche ornaïs.

Des situations hétérogènes en matière d'emploi et d'actifs

Aucune unité urbaine du Pays ne compte plus de 5 000 emplois, cependant le pôle constitué par les communes de Mortagne au Perche et de Saint Langis les Mortagne au Perche en compte 4500, c'est le premier pôle d'emplois du territoire. La moitié des emplois du secteur est concentrée sur l'Ouest du territoire sur les communes de Mortagne au Perche, Bellême et Val au Perche (Le Theil). Il convient de noter que le nombre d'emplois est inférieur au nombre d'actifs. C'est en partie dû à l'attractivité résidentielle du territoire notamment dans sa frange Est.

Entre 1999 et 2010, le nombre d'emplois du Pays a progressé de près de 5 %, mais il n'atteint pas le niveau de 1975, car les emplois ont fortement diminué entre 1975 et 1999 (- 2000). La Communauté de Communes du Val d'Huisne regroupée avec la CdC de Bellême dans la CdC Collines du Perche est la seule à avoir connu une augmentation constante du nombre d'emplois depuis 1975 (+ 800 pour 3353 à ce jour). Le pôle de Mortagne au Perche est le plus dynamique actuellement, mais la hausse des emplois profite essentiellement au secteur tertiaire, alors que l'industrie et l'agriculture perdent des emplois.

Le Perche ornaïs dispose d'un tissu productif diversifié avec de très nombreuses petites entreprises mais possède aussi des entités de tailles importantes qui se trouvent pour certaines dans des secteurs d'activités fragiles : industrie du papier, imprimerie, fabrication de machines et équipements.

Sur le territoire on trouve de plus en plus d'actifs et moins de chômeurs. Le nombre d'actifs augmente plus rapidement sur les CdC situées en périphérie de Nogent-le-Rotrou alors qu'il diminue sur la Communauté de Communes du Bassin de Mortagne au Perche.

La part des actifs occupés est généralement plus élevée sur les pôles d'emploi du territoire, même si certaines communes ayant des commerces ou de nombreux agriculteurs possèdent des taux similaires. La mise en cohérence des lieux de résidence avec les zones d'emploi permettrait vraisemblablement de limiter les distances parcourues par les actifs et ainsi de mettre en cohérence ces dynamiques pour structurer le développement du territoire.

Observations de la commission d'enquête

Il appartiendra aux CdC lors de l'élaboration des PLUi de veiller à cette mise cohérence des lieux de résidence avec les zones d'emploi.

D'importants déplacements domicile-travail

Les données relatives aux déplacements domicile-travail montrent qu'il y avait, en 2009, 12 925 habitants qui résidaient et travaillaient au sein du Pays alors que 6 530 travaillaient en dehors et 4 400 venaient pour y travailler. Près de la moitié des professions intermédiaires et des cadres qui résident sur le territoire travaillent en dehors du Pays.

Les mouvements entrée/sortie sont assez équilibrés, sauf pour Paris, Nogent le Rotrou et la partie Sud-Est du territoire, vers l'Eure et Loire.

Glissement de population de l'Est vers l'Ouest

Il y a ainsi une attractivité résidentielle qui s'étend autour de l'agglomération de Nogent-le-Rotrou et permet ainsi aux intercommunalités limitrophes d'accueillir cette population active qui fait le choix de venir habiter sur le Pays. Entre 2003 et 2008, 2181 franciliens sont ainsi venus s'installer sur le territoire.

Enjeux – Economie du territoire

L'analyse du volet économique du territoire montre l'importance de l'offre en matière d'emplois, de commerces, de services et d'activités au sein des principaux pôles locaux qui centralisent ces éléments. On observe de plus une progression des actifs supérieure à celle des emplois ce qui illustre l'attractivité résidentielle

3.1.7 Aménagement numérique, transports et déplacements

Infrastructures de communication électronique à renforcer

La couverture ADSL du Pays était supérieure à 95 % pour au moins une offre sur 77 % des communes en 2011 et près de 30 % du territoire n'a pas accès au haut débit (10 % est non éligible).

En ce qui concerne le réseau mobile, le réseau 2G a une couverture relativement bonne. La couverture en 3G est hétérogène et concentrée sur la partie sud du territoire. Des actions publiques sont menées pour améliorer l'existant, notamment dans le cadre du plan numérique Ornaïs.

Globalement, l'offre haut-débit et mobile est insuffisante sur le territoire et l'amélioration est lente.

Des infrastructures de déplacement à affirmer

Le territoire est desservi par une nationale (N12) et une ligne ferroviaire (Paris

Le Mans) puis encadré par deux autoroutes (A28, A11) et deux voies de chemin de fer (Paris - Granville, Caen - Le Mans). Cette configuration spatiale place le territoire à l'écart des principaux axes de transport mais il reste cependant connecté aux principales agglomérations présentes à proximité.

Les routes départementales viennent compléter et structurer la desserte du territoire et permettre une interconnexion des différents pôles. Le projet d'élargissement de la RN 12 en 2x2 voies est imminent.

Le trafic automobile et le trafic poids lourd évoluent peu et confortent le caractère structurant de la RN 12.

Une offre de transports collectifs et des offres alternatives

L'offre de transport ferroviaire se compose de la ligne Paris-Le Mans située sur la frange Sud-Est du Perche ornaïs ainsi que deux lignes situées à l'extérieur du Pays qui passent par L'Aigle (Paris-Granville) et Alençon (Caen-LeMans). Une gare (Condé-sur-Huisne) et deux haltes ferroviaires (Le Theil, Bretoncelles) se situent sur le territoire.

Le réseau des bus départementaux (Cap'Orne) propose actuellement 4 lignes régulières (et une occasionnelle) qui permettent de relier les pôles intercommunaux entre eux en passant par les principaux secteurs agglomérés du territoire et les principales agglomérations avoisinantes : L'Aigle, Alençon, Nogent-le-Rotrou. Le maillage du réseau s'avère peu dense mais adapté à la structure rurale du Pays puisque près de 40 % de la population se situe à moins de 10 minutes à pied d'un arrêt de bus. Peu de pôles locaux sont absents de ce réseau de desserte. La fréquentation des bus du département a augmenté de près de 60 % entre 2006 et 2012 (45 800 trajets en 2012) grâce notamment au passage à la tarification unique en 2005.

Sur le territoire, six communautés de communes ont mis en place un service de transport à la demande. Seuls les habitants du Perche Rémalardais ne bénéficient pas de ce service à la demande.

Les offres de covoiturage sont liées aux plateformes web du département et de la région. Actuellement une aire de covoiturage est opérationnelle, et des projets sont en préparation.

D'importantes mobilités sur le Perche Ornaïs

Environ les 2/3 des actifs du Perche Ornaïs travaillent en dehors de leur commune de résidence, ce qui implique des déplacements et un nombre croissant de ménages motorisés possédant deux voitures ou plus. Il convient donc de prévoir une mise en cohérence des zones d'emploi et des lieux de résidence.

3.1.8 Conclusions et enjeux du SCoT

La dynamique liée à la planification territoriale sur les 7 puis désormais 4 communautés de communes du Perche ornaïs (fusions opérées depuis le 1^{er} janvier 2017) permettra progressivement d'harmoniser les choix des politiques publiques en matière d'aménagement et de gestion des espaces à l'échelle des 111 communes historiques..

3.2 Rapport de présentation - Etat initiale de l'Environnement

3.2.1 Fondements géographiques et humains

Le positionnement du Perche Ornaïs, espace de transition entre le massif Armoricaïn et le Bassin Parisien, est à l'origine de son identité patrimoniale, culturelle, historique et paysagère ce qui lui permet de bénéficier d'un cadre de vie particulier.

Le paysage du Perche ornaïs constitue un milieu homogène dans lequel on retrouve une grande diversité d'unités paysagères liées au relief, à la présence de l'eau, des haies, des forêts et des boisements ainsi qu'à l'utilisation des matériaux de construction pour le bâti traditionnel.

Du fait de l'érosion, le Perche présente une grande diversité morphologique à l'origine de la richesse de ses paysages et de son identité

Le Perche possède un patrimoine bâti d'une grande richesse caractéristique de la région d'où de nombreuses résidences secondaires contribuant par la même occasion à sa conservation.

Les enjeux principaux sont la maintenance durable du bâti, sa valorisation, l'intégration des nouveaux projets, la lutte contre la banalisation du paysage et l'affirmation de son identité.

3.2.2 Le patrimoine naturel

Marqué par la présence de l'eau et des boisements,

De nombreuses protections écologiques occupent près d'un quart du territoire.

Ce patrimoine naturel constitue l'un des principaux atouts du Perche notamment pour le cadre de vie.

Les enjeux principaux sont la préservation des milieux et paysages, de la richesse écologique du territoire, sa mise en valeur, sa biodiversité, de concilier l'activité agricole avec le milieu et préserver l'armature bocagère.

3.2.3 L'exploitation des ressources

L'agriculture, activité structurante et valorisante, tend vers la simplification et une banalisation des paysages. Les massifs boisés sont importants mais peu valorisés.

L'exploitation des ressources du sous-sol est à l'origine de l'identité du Perche.
L'exploitation des carrières est toutefois encadrée.

La ressource en eau est abondante et gérée par des syndicats dont le regroupement facilitera la gestion, le traitement et la distribution.

Les enjeux sont le soutien de l'activité agricole et la lutte contre la régression des surfaces agricoles, l'amélioration de la gestion de l'eau et en sécuriser la ressource.

3.2.4 Gestion de la ressource en eau et qualité des milieux aquatiques

Elle présente un état satisfaisant cependant dégradé dans certains secteurs de grandes cultures et à proximité des villes principales.

Le réseau d'assainissement du Perche est relativement développé malgré la dispersion du bâti.

Il reste de nombreuses améliorations sur les dispositifs d'assainissement individuels pour être conforme à la réglementation.

Les enjeux principaux sont l'amélioration de la qualité de l'eau, la maîtrise de son prélèvement, la favorisation du raccordement des nouvelles constructions au réseau collectif, l'amélioration de la qualité des rejets, la gestion de l'eau pluviale et limité les risques inondations.

3.2.5 Les risques naturels

Les risques inondation concernent une grande partie du territoire notamment le long des cours d'eau et touchant parfois des espaces urbanisés d'où une vigilance accrue.

De par la nature du sol du Perche, d'importants risques de mouvements de terrain sont répertoriés. Les PPR peuvent prescrire et recommander des dispositions constructives.

Cependant, les risques naturels, localisés près des cours d'eau ou espaces contraints, sont répartis pour la plupart en dehors des espaces urbanisés.

Les enjeux sont l'amélioration de la connaissance, la prise en compte de ces risques et les éviter dans les projets d'urbanisation.

3.2.6 Risques technologiques, pollutions et nuisances

Il n'existe que peu de nuisances sur le territoire et le peu est localisé.

Les enjeux sont la prise en compte des risques industriels et la réduction des nuisances sonores notamment du réseau routier.

3.2.7 Gestion des déchets

La gestion est organisée dans un contexte de ruralité et de dispersion du bâti. Cela entraîne des taux de collecte à améliorer sur les déchets recyclables et en déchèterie.

Les ordures ménagères sont traitées par enfouissement.

Les enjeux sont de réduire la production de déchets, améliorer la collecte en diminuant la part d'enfouissement, valoriser le recyclage, renforcer la valorisation énergétique des déchets sur le site de l'ISDUND.

3.2.8 Energie et changement climatique

Les émissions de gaz à effet de serre sont dans le Perche, supérieures à la moyenne régionale (utilisation de chaudières à bois (typique des territoires ruraux) et à fuel. A cela s'ajoute une industrie globalement très présente dans l'économie comparativement à la Région.

L'objectif est la réduction de la consommation d'énergie et passer à des énergies peu carbonées.

Le territoire présente un parc éolien relativement peu développé. Un projet pourrait cependant voir le jour le long de la RN 12.

Energie solaire, filière bois dont la ressource est abondante et la méthanisation au potentiel de développement important sur le Pays présentent une opportunité pour la réduction des émissions de GES.

Les enjeux sont donc la réduction de ces émissions, l'amélioration des performances énergétiques du secteur résidentiel, développer les ressources offertes localement, structurer les énergies renouvelables pour limiter l'impact sur le climat.

3.2.9 Perspectives d'évolution

Le seul impact géologique est l'exploitation des carrières existantes.

Une incidence ponctuelle par la mise en 2x2 voies de la RN 12.

La protection du patrimoine paysager, architectural et bâti est un paramètre incontournable de la planification avec cependant une dépendance vis-à-vis de la dynamique agricole (progression des cultures céréalières).

Les documents d'urbanisme seront plus protecteurs des ressources et patrimoines.

3.3 Rapport de présentation - justificatif des choix

3.3.1 Explication des choix retenus pour établir le PADD et le DOO

La présente partie s'attache à expliquer les étapes relatives à la construction du PADD puis du DOO et à justifier également les choix retenus pour structurer un développement harmonieux et équilibré

Prévisions démographiques et économiques

Prévisions démographiques

En 2013, une convention de partenariat a été réalisée avec l'Insee de Basse-Normandie pour évaluer les dynamiques socio-économiques du Perche ornais comparativement notamment à d'autres territoires de référence situés également à proximité de la région parisienne. Les prévisions démographiques et économiques projetées à horizon 2042 sur l'ensemble du périmètre SCoT s'appuient sur ce travail mené avec l'Insee et celui également réalisé avec l'EPFN sur l'observation foncière.

Les prévisions démographiques donnent une augmentation de la population de 2752 habitants en 2042, avec 9% de la population âgée de plus de 75 ans.

L'attractivité résidentielle du territoire a été démontrée dans le diagnostic et les apports migratoires en provenance de Paris, Nogent le Rotrou ou Chartres sont

excédentaires. C'est l'évolution de ces échanges qui est pris en compte dans l'évolution démographique du territoire.

Observations de la commission d'enquête

Le caractère rural du territoire est démontré par cette faible valeur d'augmentation de la population retenue sur 25 ans. De ce fait les prévisions peuvent toujours être contestées, d'autant que le recensement de 2015 annonce une chute de la population de 1589 habitants par rapport au recensement de 2010.

La modification de ces faibles valeurs ne peut être qu'arbitraire et également contestée, on ne peut donc que faire confiance à la prise en compte de données ajustées dans le cadre des PLUi à venir.

Prévisions économiques

Le secteur industriel représente 27% des emplois en 2010, il a été impacté par la crise de 2008 notamment sur les grandes entreprises de la région du Theil (Val au Perche). Dans le domaine touristique et de loisir, l'objectif est de préserver et valoriser le patrimoine afin de maintenir les emplois liés au tourisme. Le secteur agricole suit la tendance nationale : réduction du nombre d'exploitations qui entraîne une augmentation de leur taille.

L'objectif étant de rester flexible sur les évolutions tout en étant beaucoup plus rigoureux sur la qualité des implantations (qualité paysagère et architecturale, aspect environnementaux).

En ce qui concerne les infrastructures, l'investissement structurant est prévu dans la mise à 2X2 voies de la RN 12.

Besoins répertoriés à l'issue du diagnostic de territoire

Besoins en matière d'aménagement de l'espace

Les hypothèses de développement du SCoT à l'horizon 2042 sont basées sur les éléments suivants : Le desserrement de la population, le renouvellement et la fluidité du marché due à la vacance et aux résidences secondaires.

Le desserrement des ménages représente à lui seul 75% du point mort démographique et plus de la moitié du potentiel en logements à générer pour maintenir la population puis accueillir de nouveaux habitants.

Le projet de SCoT a basé sa prospective sur une base de taille des ménages à 1.97, avec l'objectif de structurer le développement résidentiel de façon cohérente et harmonieuse.

Les dynamiques observées puis projetées à l'échelle des intercommunalités ont été accélérées / ralenties en fonction de l'importance ou de l'absence de desserrement sur la période de référence. Les communautés de communes ayant eu un faible desserrement de la population (*Perche Rémalardais par exemple*) ont bénéficié d'un rattrapage permettant d'anticiper une accélération de la dynamique au cours des prochaines décennies.

Le renouvellement moyen du parc de logement projeté est de 1,5% mais il est modulé à 1% pour les collectivités qui ont un taux de vacance faible, à 2% pour les collectivités qui ont une vacance plus élevée. Ces dispositions aboutissent à un besoin annuel de 163 logements/an qui intègre le renouvellement du parc, (43), le desserrement (92) et la fluidité du marché (29). L'étape intermédiaire de 2025 prévoit la construction de 185 logements /an.

Afin d'éviter une tension sur le marché du logement, la projection dans certaines CdC (Perche Rémalardais notamment) du SCoT a été modulée sur une étape intermédiaire en 2025. Pour la seconde période (à horizon 2042), la projection du SCoT est basée sur une réduction de l'ordre de 65 % de la dynamique sur les

résidences secondaires et à une stabilisation de celle des logements vacants vis-à-vis de la période de référence.

Observations de la commission d'enquête

La quantité de logements à construire annuellement sur le territoire est très faible, il est donc difficile d'exiger un calcul rigoureux qui n'aboutirait qu'à une variation à la marge des besoins. Cependant le chiffre retenu pour le desserrement semble faible.

Ces besoins en logement permettent de déterminer une enveloppe foncière destinée à l'habitat. Cette enveloppe est fixée dans le PADD à 12 logements/ha. L'annexe n°1 du DOO synthétise la ventilation des besoins à l'échelle du Pays et des 7 (4) intercommunalités historiques du projet de SCoT.

Besoins en matière de transport et déplacement

Le diagnostic a présenté les structures de déplacement, et ils sont essentiellement motorisés au travers du réseau routier. Cependant, les mouvements de sortie dans la partie Est Sud-Est illustrent une migration vers les sites de gares de la ligne Paris /Le Mans ou tout simplement vers ces pôles d'activité en moyen motorisé. Le SCoT prévoit un renforcement des surfaces constructibles près des gares ou haltes du territoire.

Observations de la commission d'enquête

Compte tenu du caractère rural du territoire du SCoT, et du manque d'infrastructures ferroviaires traversantes, l'éventail des dispositions que pourrait prendre le SCoT est très limité.

Besoins en matière d'équipements et de services

Suite au diagnostic, les besoins sont essentiellement dans la mise en place de pôles de santé, du maintien des spécialistes, et de la diversification de l'offre pour les seniors. Ces équipements, services et développement seront essentiellement situés dans les enveloppes urbaines.

Besoins en matière de développement économique.

Les entités sont identifiées, et l'objectif est de renforcer l'enveloppe foncière sur les pôles principaux (3/4 de l'enveloppe) et les pôles secondaires (1/4 de l'enveloppe). Sur la période de référence, (1999/2010) la surface consommée et dédiée à l'activité économique était de 7.7 ha/an. Le projet de SCoT prévoit de la porter à 9.6 ha/an ce qui permet un équipement conforme au ratio pratiqué pour le développement économique des espaces ruraux, 1 ha consommé pour 11 emplois créés.

Besoins en matière d'agriculture et de préservation du potentiel agronomique

Le diagnostic de territoire a montré l'importance de l'agriculture dans l'économie locale avec 13 % des emplois totaux et la valorisation / entretien des paysages avec une SAU qui occupe 2/3 de la surface du Pays. La préservation de la vocation agricole des terres est une nécessité permettant de limiter la dynamique d'artificialisation des sols.

Besoins en matière d'environnement et de biodiversité

Le SCoT souhaite maintenir les équilibres existants pour favoriser l'atteinte des objectifs sur la qualité des paysages, l'attractivité, le maintien de la qualité de vie, la biodiversité et la gestion des milieux ou des espaces sensibles.

Observations de la commission d'enquête

L'amélioration sur la gestion des eaux pluviales et le renforcement du thème de l'énergie sont des vœux intéressants mais qui n'apparaissent pas dans le dossier

comme des justificatifs de choix, ce sont des obligations environnementales. Le SCoT « souhaite ou estime nécessaire... » mais il ne propose pas d'actions concrètes.

Choix retenus pour établir le PADD et le DOO

Aménagement de l'espace

L'option retenue pour le projet de SCoT est de poursuivre la dynamique observée au cours de la décennie 2000 /2010.

La structuration du territoire projetée avec la réalisation de 221 logements et la mobilisation de 130 logements vacants s'appuie en priorité sur le renforcement de l'attractivité des pôles qui accueilleront près de 75 % de l'offre en logements en vue de renforcer l'armature urbaine.

Les objectifs en matière de création de logements neufs (2/3 minimum sur les pôles ^ 75 % en objectif cible), de localisation des implantations (1/3 au sein du bâti) ou de densité (passer de 8 à 12 lgts/ha) permettront d'orienter les choix des documents d'urbanisme locaux en vue de répondre aux enjeux identifiés et partagés du SCoT.

Equipement et services

En matière d'équipements et de services, le SCoT fait le choix de maintenir la richesse et la diversité existante au moment de l'élaboration du document tout en ciblant quelques évolutions permettant de répondre à des besoins complémentaires.

Observations de la commission d'enquête

Les cibles proposées ne sont pas totalement ni majoritairement maîtrisées par le Pays du Perche ornaïs (La santé, le numérique, le climat)

Développement économique

Le choix du SCoT est de favoriser le développement des zones économiques structurantes, c'est-à-dire une zone pour chaque intercommunalité d'origine (7 existantes). Les zones économiques principales qui accompagnent certaines zones structurantes à l'intérieur de l'enveloppe urbaine des pôles principaux. Les zones secondaires qui sont des espaces constitués de plusieurs entreprises ou d'une implantation significative. La possibilité de créer des zones nouvelles est conservée sans être privilégiée.

Agriculture et potentiel agronomique

L'objectif du SCoT est d'éviter au maximum la consommation foncière dédiée à l'urbanisation.

Observations de la commission d'enquête

On peut regretter l'absence d'actions sur la valorisation énergétique de l'agriculture au travers de la méthanisation.

Transport et environnement

Observations de la commission d'enquête

Ce chapitre reprend les choix effectués dans le PADD et le DOO, c'est un constat et non un justificatif des choix.

3.3.2 Hiérarchie des normes

Observations de la commission d'enquête

Principe de compatibilité

Le SCoT doit être compatible avec :

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET). Ce document est en cours d'élaboration, il deviendra opposable après sa validation.
- La charte du Parc naturel régional du Perche.
- Les SDAGE Loire-Bretagne et Seine-Normandie
- Les SAGE de l'Huisne et Sarthe amont.
- Les PGRI Loire-Bretagne et Seine-Normandie et le PPRI de l'Huisne.

Principe de prise en compte

Le SCoT doit prendre en compte :

- Le SRADDET
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)
- Le schéma régional des carrières
- La Charte de développement du Pays du Perche Ornaïs
- Le schéma départemental d'accès à la ressource forestière.

3.3.3 Etudes de densification

Identification des espaces nécessitant une analyse des capacités de densification

Conformément aux dispositions et objectifs du SCoT (PADD / DOO), les documents d'urbanisme locaux devront analyser prioritairement les capacités de densification et de mutation des espaces suivants :

- *Pôles principaux : enveloppe urbaine du bourg, y compris des espaces à vocation économique (ZES / zones économiques principales)*
- *Pôles secondaires : enveloppe urbaine du bourg, y compris des espaces à vocation économique majoritairement isolés : Bourgs et centres des villages*
- *Hameaux constitués et composés à minima de 8 foyers (sauf exceptions ponctuelles).*

Les PLUi devront analyser ces capacités en lien avec la priorisation du développement à l'échelle communautaire puis communal permettant ainsi d'adapter la finesse de l'analyse aux besoins en foncier et au contexte, aux objectifs sur la densification présents à l'Axe 3 - D.2.

Les surfaces quantifiées et mobilisables seront systématiquement et intégralement intégrées dans les surfaces disponibles permettant l'accueil de nouveaux logements ou de nouvelles entreprises ; elles contribueront pleinement à la réduction de la consommation foncière et de l'impact induit par les extensions urbaines.

3.3.4 Analyse de la consommation foncière

Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années préalables à l'approbation du SCoT

La gestion économe de l'espace est depuis le Grenelle de l'environnement devenue une thématique majeure des documents d'urbanisme avec la lutte contre l'étalement urbain et la préservation des continuités écologiques.

En vue d'évaluer cette consommation et les dynamiques à l'échelle du Pays, un partenariat a été engagé avec l'EPFN de Normandie sur l'historique de la consommation foncière permettant dans un premier temps, d'évaluer l'impact du développement sur la période 2000 – 2011.

La surface artificialisée fin 2013 est de 6530 ha et une réduction de la consommation des espaces (essentiellement agricoles) est déjà amorcée par rapport à la période de référence 2000/2011. Avec une surface théorique mobilisée de l'ordre de 864 ha et une utilisation réelle de terres agricoles ou naturelles de l'ordre de 2/3, la consommation foncière théorique devrait passer de 39,75 ha par an à 19,86 ha.

La justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation figure dans le DOO.

La modération envisagée par le SCoT permet de cibler les surfaces à affecter au logement et à l'économie, conformément au tableau ci-dessous.

Intercom	Surfaces à mobiliser à horizon 2042				
	Habitat	Economie	Ensemble	Densification 1/3	Extension 2/3
2025	257 ha	163 ha	420 ha	140 ha	280 ha
2042	328 ha	115 ha	444 ha	148 ha	296 ha
Pays	585 ha	278 ha	864 ha	288 ha	576 ha

Les surfaces inscrites dans les documents d'urbanisme en 2013 sont de 385 ha pour l'habitat, et 228 ha pour l'économie soit un total de 613 ha

Observations de la commission d'enquête

Ces chiffres qui proviennent des tableaux page 24 (1-3 Justification des choix) du document ne sont pas en cohérence avec l'objectif de réduction de 50 % de la consommation des espaces agricoles (voir mémoire en réponse).

3.3.5 Evaluation environnementale

Analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution

L'Etat Initial de l'Environnement traite en particulier des composantes physiques et naturelles du territoire permettant d'aborder de manière transversale les paramètres essentiels à la compréhension du fonctionnement d'un territoire en complément du diagnostic socio-économique.

Cette première étape s'est déroulée préalablement sur la période 2013-2014 en vue de constituer l'état des lieux, de le présenter aux personnes et structures associées à l'élaboration du projet de SCoT puis de rédiger le volet diagnostic du rapport de présentation. L'état initial de l'environnement a ensuite été complété et ajusté afin d'intégrer quelques actualisations et compléments, notamment sur les perspectives de son évolution.

Analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement

L'évaluation des incidences notables reprend la déclinaison des axes et orientations du DOO pour aborder l'impact potentiel du projet de SCoT :

Axe 1 - Organisation de l'espace

- Polarisation du territoire et préservation des spécificités et singularités

- Objectif du SCoT : 2/3 de l'offre résidentielle sur les pôles.

- Développement maîtrisé et harmonieux
 - Objectif du SCoT : 1/3 en densification
- Maintenir les équilibres et spécificités.
 - Objectif du SCoT : Favoriser les choix aux réponses multiples.

Axe 2 - Prévention des risques pollutions et nuisances

- Connaissance et adaptation aux risques
 - Objectif du SCoT : Améliorer progressivement la prise en compte des risques.
- Intégration des nuisances et gestion des pollutions
 - Objectif du SCoT : Préserver le cadre de vie en intégrant puis en compensant les nuisances potentielles (améliorer la prise en compte de l'existant).

Axe 3 - Gestion économe des espaces

- Lutte contre la régression du foncier non bâti
 - Objectif du SCoT : Favoriser une utilisation plus efficiente de l'espace.
- Optimiser l'usage des sols
 - Objectif du SCoT : Modération minimale de 10% de la consommation foncière.
- Favoriser les densités adaptées aux contextes
 - Objectif du SCoT : Fixer des objectifs minimaux dégressifs en fonction du niveau d'équipement et de services des communes tout en adaptant la ventilation du développement projeté aux besoins réels des pôles (fixer des objectifs réalistes, en cohérence avec les dynamiques observées).
- Principe à observer avant toute extension urbaine
 - Objectif du SCoT : 30 % du foncier à mobiliser en densification pour réduire l'artificialisation des sols et l'urbanisation rampante (lutter contre l'étalement urbain).

Axe 4 : Protection des espaces naturels, agricoles et urbains

- Préserver les patrimoines comme support d'un développement territorial durable
 - Objectif du SCoT : Lister puis hiérarchiser les espaces agricoles, naturels et urbains à protéger dont les prescriptions et le degré de protection seront nécessairement adaptés à l'intérêt des espaces et des sites. Le développement des exploitations agricoles aura dans ce contexte une incidence modérée et amplement compensée par les apports de cette filière économique. (projets limités / en lien avec l'existant / incidences moindre que celles des infrastructures linéaires ou routières ; harmoniser les règles sur les évolutions projetées au regard de la naturalité des espaces et des enjeux transversaux présents).
- Modalité de protection des espaces favorables à la biodiversité.
 - Objectif du SCoT : Préserver le capital environnemental en adaptant les projets (engager un développement plus cohérents et soucieux des enjeux environnementaux).
- Verdissement et intégration des zones AU
 - Objectif du SCoT : Ne pas conditionner l'intégration paysagère des zones résidentielles et des espaces économiques aux simples coûts de gestion et d'entretien en recherchant systématiquement une plus-value paysagère ou environnementale (améliorer progressivement l'aspect paysager des entrées de ville et zones économiques).
- Préserver les ressources naturelles

- Objectif du SCoT : Permettre une valorisation adaptée des ressources naturelles.

- Planification locale (eau /urbanisme)

- Objectif du SCoT : Intégrer globalement la thématique de l'eau en améliorant progressivement la prise en compte des différentes cibles en lien avec l'aménagement du territoire mentionnées ci-dessus permettant ainsi de réduire et compenser les nécessaires impacts du développement projeté (rejets complémentaires, imperméabilisation, ruissellement ou pollutions diffuses, consommation d'espaces agricoles ou naturels, exploitation supplémentaires des ressources et gaspillage... être plus cohérent entre l'estimation des besoins et les incidences notamment sur la ressource).

Axe 6 : Qualité urbaine architecturale et paysagère

- Affirmer l'identité patrimoniale.

- Objectif du SCoT : Engager une valorisation économique et collective des patrimoines du Perche (favoriser une préservation durable des patrimoines).

- Préserver les paysages et le cadre de vie

- Objectif du SCoT : Protéger le patrimoine bâti et renforcer la trame paysagère.

Axe 7 : Habitat

- Accueil et politique nouvelle autour de l'habitat

- Objectif du SCoT : Rompre avec l'offre actuelle de logements standardisés ne répondant pas aux besoins du territoire ou aux attentes des habitants (actuels/futurs).

- Adapter l'offre aux besoins ainsi qu'à l'existant

- Objectif du SCoT : Produire une offre de logements attractive et diversifiée (s'appuyer sur l'ensemble des potentiels et non plus exclusivement sur les lotissements).

Axe 8 : Politique des transports et déplacements

- Politique des transports et déplacements

- Objectif du SCoT : Améliorer l'accessibilité du territoire tout en maîtrisant les flux et les incidences néfastes et notables de des évolutions positives pour l'atteinte des objectifs généraux, incidences qui dépassent nécessairement le simple cadre du territoire et du projet de SCoT avec une notion d'utilité publique (pas de prise d'incidence directe du SCoT sur les incidences générées par le projet d'infrastructure linéaire.(mise à 2X2 voies de la RN 12).

- Développement de l'urbanisation en lien avec les TC

- Objectif du SCoT : Simplement mettre en cohérence les politiques publiques

- Obligations sur le stationnement

- Objectif du SCoT : Impulser de nouvelles pratiques autour des transports.

Axe 9 : Equipement commercial et artisanal.

- S'appuyer sur les atouts pour développer les emplois

- Objectif du SCoT : Offrir des conditions propices au renforcement du tissu économique local tout en ciblant certaines filières ou certains débouchés (favoriser un développement local s'appuyant tout particulièrement sur l'identité locale)

- Permettre une évolution adaptée

- Objectif du SCoT : Améliorer la lisibilité, l'intégration et la structuration des espaces dédiés au développement économique par la mise en place d'une offre d'accueil diversifiée et ajustée aux besoins / capacités du territoire (prioriser les implantations au

sein de l'existant sur des surfaces d'ores et déjà artificialisées en vue de limiter les surfaces mobilisées / incidences pour le développement économique)

- **Développement économique et intégration des composantes environnementales**

- Objectif du SCoT : Créer une dynamique verte dans les zones économiques (améliorer sensiblement sur les zones existantes et dans le cadre des projets d'extension la prise en compte des composantes environnementales presque systématiquement actuellement exclues des réflexions en dehors des contraintes réglementaires)

Axe 10 : Equipements et services

- **Richesse et proximité de l'offre**

- Objectif du SCoT : Fixer un cadre aux implantations notamment structurantes. (limiter les déplacements par la structuration d'un développement en phase avec l'armature et situé au plus près des besoins.

- **Coordonner la création et le développement des grands équipements et services**

- Objectif du SCoT : Engager un renforcement ciblé des grands équipements / services (adapter l'offre aux besoins tout en recherchant une mutualisation à l'échelle du Pays favorisant ainsi une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux)

Axe 11 : Infrastructures et réseau de communications électroniques

- **Attractivité numérique**

- Objectif du SCoT : S'appuyer sur le développement des TIC pour soutenir l'emploi (rapprocher les territoires tout en limitant les déplacements)

- **Obligations relatives aux TIC**

- Objectif du SCoT : Intégrer systématiquement les TIC aux projets

Axe 12 : Performances environnementales et énergétiques

- **Transition énergétique**

- Objectif du SCoT : Engager des actions fortes dans le domaine du climat en vue d'accéder à une production locale / verte / durable (adapter la production d'énergies nouvelles aux choix sur la promotion des ressources locales ou des implantations)

- **Critères renforcés sur les zones nouvelles ouvertes à l'urbanisation**

- Objectif du SCoT : Modifier et systématiser la prise en compte des composantes environnementales dans les zones économiques (engager une transition environnementale)

Seuls les Axes 7 / 8 / 9 du DOO auront une incidence notable et réellement prévisible par l'intermédiaire du développement résidentiel, économique et du domaine des transports. Les choix effectués dans le cadre du SCoT - application des attentes réglementaires du Code de l'urbanisme - permettront d'atténuer sensiblement les incidences qui découlent des aménagements programmés dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Les incidences négatives sont contenues mais inévitables dans la projection de cette transition engagée pour l'aménagement du territoire. Cependant, les incidences positives sont nombreuses et proposent une réelle plus-value pour le territoire vis à vis des tendances observées par le passé.

Incidences Natura 2000 et sites similaires.

Le SCoT est un document d'urbanisme qui encadre l'aménagement du territoire sur l'ensemble des politiques sectorielles sur une période de 20 à 30 ans. Il permet ainsi d'homogénéiser les pratiques et de structurer collectivement le

développement du territoire à partir de l'identification des besoins et de choix effectués sur des orientations cadres.

Quatre sites d'intérêt communautaire (SIC) couvrent le territoire du Pays du Perche Ornaïs pour une surface de 4206 ha (2.7% du territoire), et deux zones spéciales de conservation (ZSC) pour 36.2 ha (0.02% du territoire). Il existe également une zone de protection spéciale (forêts et étangs du Perche pour 24713 ha et 16% de la surface du territoire), un arrêté de protection de biotope (APPB pour 20.7 ha (0.01%) et une réserve naturelle régionale (RNR pour 780 ha et 0.5% du territoire).

Les incidences notables sont liées à la proximité de ces sites avec les zones d'activité. L'incidence la plus directe est liée au doublement de la RN 12.

Le projet de SCoT n'ayant pas d'incidences directes ou indirectes touchant un site Natura 2000, le document ne prévoit pas de mesures de compensation liées à sa mise en œuvre ; le SCoT n'engage pas directement de travaux ou une sélection de terrains permettant de mieux évaluer les incidences. Le cadre théorique du projet et la localisation des sites Natura 2000 permettent cependant d'affirmer l'absence d'incidences notables sur ces sites majoritairement isolés et exclus naturellement des évolutions projetées dans le cadre des aménagements / développement urbain puisque majoritairement aquatiques ou forestiers.

Mesures « Eviter Réduire Compenser » envisagées

Le SCoT présente essentiellement des mesures d'évitement, de réduction ou d'accompagnement au regard de la nature et de l'ampleur du projet, il n'a pas été jugé nécessaire de mettre en œuvre des mesures de compensation à proprement parlé même si certaines dispositions contribueront à atténuer des incidences plus ordinaires (masque végétal /plantations de haies /usages alternatifs des bassins /production énergétique...).

Justification des choix retenus au regard de la protection de l'environnement

Les mesures d'évitement et surtout de réduction des incidences du projet en vue de favoriser la protection de l'environnement ont été intégrées directement aux différentes parties de l'évaluation environnementale et notamment à l'analyse des incidences notables / partie B.1 de la partie 6 (objectifs du SCoT / compléments au regard de la protection de l'environnement), et tout particulièrement aux points qui conduiront inévitablement à une incidence.

L'élaboration du SCoT s'est attachée tout au long de la procédure à favoriser les choix garantissant le moins d'incidences sur l'environnement et les ressources du territoire. Le contexte rural du territoire, les objectifs dévolus aux documents d'urbanisme et l'« ampleur » du développement projeté contribuent fortement à réduire les impacts à la source dans le cadre de la structuration d'un développement harmonieux et équilibré.

L'échelle d'élaboration du SCoT ne permet pas d'évaluer pleinement les incidences du développement local qui sera projeté au regard notamment de l'absence d'informations et du respect des objectifs propres aux PLU(i).

L'évaluation environnementale des plans et projets, au cas par cas, permettra d'affiner la conception de ces derniers tout en assurant la prise en compte des mesures destinées à en supprimer, réduire et compenser les effets dommageables.

Critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du SCoT

Les indicateurs de suivi du SCoT figurent dans un tableau avec l'axe concerné du D00, les objectifs et les sources qui permettront les évaluations comparatives. La première évaluation interviendra avant le 6^{ème} anniversaire du SCoT

Observations de la commission d'enquête

Le document « justification des choix » se présente plus comme un constat suivi d'une décision qu'un choix construit et élaboré en fonction des principes de Développement Durable issus du Grenelle de l'environnement.

3.4 Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

3.4.1 Axe 1 - Favoriser un urbanisme équilibre s'appuyant sur les polarités et la maîtrise de l'usage des sols.

- **A - Poursuivre dans la polarisation du territoire tout en préservant ses nombreuses spécificités et sa singularité.**

A.1 - Affirmer la place du Perche Ornaïs aux côtés des territoires périphériques ou limitrophes

- Pour affirmer le positionnement stratégique, le maintien des axes ferroviaires, des gares TER et la mise en œuvre du projet de doublement de la RN 12 sont des conditions essentielles pour améliorer l'accessibilité du territoire et ainsi renforcer les synergies existantes. La densité du réseau viaire actuel permet de desservir les principaux pôles au sein et en dehors du territoire.

A.2 - S'appuyer sur les atouts et le rôle des polarités du Perche Ornaïs

- Le SCoT doit ainsi préciser les fonctions de chacune des communes du territoire du Perche ornaïs au cours des 20 à 30 prochaines années permettant d'organiser le maintien et/ou le renforcement de l'offre en équipements, services, logements en cohérence notamment avec les moyens de transport existants ou à créer.
- L'objectif étant de définir une hiérarchie (pôles principaux, pôles secondaires et les petits bourgs ou villages) et des priorités en fonction de l'armature du territoire.

A.3 - Accueillir 2 700 habitants d'ici 2042, un objectif accessible

- Poursuivre et affirmer l'ambition d'être un territoire rural attractif implique de produire 6400 lgts entre 2014 et 2042 tout en offrant un nombre d'emplois suffisant.

A.4 - Structurer localement une offre cohérente avec les besoins et les attentes des habitants

- Le développement de l'habitat et de ses principales composantes dont les services et les équipements devront s'établir prioritairement sur les polarités principales et secondaires du territoire tout en permettant un développement limité mais rationnel des autres communes.

A.5 - Maintenir les spécificités et le caractère rural du Perche ornaïs

- Bénéficiant d'un patrimoine naturel et bâti remarquable, le Perche ornaïs dispose d'atouts reconnus et nécessite une attention particulière dans les choix à effectuer et le modèle de développement à engager.

A.6 - Mettre en cohérence les différentes politiques publiques

- L'élaboration du SCoT est l'occasion de coordonner les différentes politiques publiques et leurs enjeux, principalement dans le domaine de l'aménagement du territoire dans le respect de l'équilibre entre les zones urbaines et rurales.

- **B - S'appuyer sur un urbanisme durable et innovant.**

B 1 - Diversifier les formes urbaines

- L'offre d'habitat individuel libre en cours depuis plusieurs décennies a induit une consommation élevée d'espaces agricoles et naturels tout en contribuant à favoriser l'étalement urbain en périphérie des bourgs. Le développement polarisé sera ainsi à la base de la diversification locale de l'offre en logements.

B 2 - Réduire la spécialisation des espaces

- Le SCoT ambitionne ainsi de lutter contre la spécialisation des espaces et la standardisation des projets en diversifiant l'accueil, tant au niveau de l'offre en logements, de la localisation des projets que des populations accueillies.
- Le fait de travailler le développement urbain autrement implique la définition de règles urbaines et architecturales plus adaptées.

B 3 - Préserver les ressources du territoire et la qualité de l'air

- La prise en compte de la durabilité de ces ressources passe par la réduction de l'empreinte de l'homme et du développement du territoire sur les espaces terrestres, aquatiques et l'atmosphère afin de conserver les potentialités du Perche Ornaïs. Il s'agit d'offrir une eau potable de qualité tout en préservant la ressource.

B 4 - Rationaliser les déplacements

- La structuration du territoire à partir des polarités et des zones actives ou attractives permettra d'organiser le développement autour des secteurs dynamiques qui génèrent des déplacements afin de les connecter tout en facilitant la mise en place d'une offre alternative. L'objectif est ainsi de réduire la distance moyenne parcourue par actif (18 km) et le temps (19 minutes).

C - Optimiser l'usage des sols en travaillant sur la compacité du développement et la proximité des habitants.

C 1 - Concourir à une gestion économe des espaces et à la lutte contre l'étalement urbain

- Les extensions urbaines devront être justifiées par une prise en compte renforcée de la capacité des bourgs à se densifier, à valoriser les espaces résiduels ou les biens vacants. La densification devra prendre en considération le maintien de certains espaces de respiration, l'attractivité des centres-bourgs et la compacité des zones aménagées pour les constructions contemporaines.

C 2 - Favoriser un développement contribuant à lutter contre la régression des espaces naturels, agricoles et forestiers afin de préserver les territoires

- Afin de concourir à un développement urbain maîtrisé, respectant l'identité du territoire tout en préservant son capital environnemental, la prise en compte du renouvellement urbain, de la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres-bourgs sont des conditions essentielles à rechercher. Le SCoT veille ainsi à protéger les exploitations agricoles et les espaces forestiers.

C 3 - Fixer, par secteur géographique, des objectifs de modération de la consommation d'espace à la fois réalistes et ambitieux

- Le SCoT ambitionne d'atteindre un objectif de résorption de la consommation d'espace de l'ordre de 20 % avec une cible minimale de 10 % par rapport à la période de référence de 2000 à 2011 avec une densité minimale de 10 logements par hectare.

3.4.2 Axe 2 - inscrire le développement dans le respect des identités paysagères et patrimoniales.

• A - Affirmer l'identité patrimoniale du Perche ornaïs.

A 1 - Sauvegarder la qualité architecturale, urbaine et paysagère

- L'identité architecturale et le patrimoine bâti sont spécifiques et pluriels en fonction des secteurs. Le SCoT souhaite conserver et s'appuyer sur les spécificités locales en tenant compte des matériaux, des nuances et des caractéristiques des différentes entités territoriales pour affirmer l'identité du Perche ornaïs (mise en place de Sites Patrimoniaux Remarquables et de Périmètres d'Délimités des Abords).

A 2 - Valoriser et préserver la richesse patrimoniale du bâti percheron

- Bénéficiant d'une richesse patrimoniale remarquable, le Perche ambitionne d'affirmer la mise en valeur des sites et des monuments (historiques, pittoresques, religieux ou tout simplement liés au patrimoine rural) et renforcer l'influence du tourisme.

A 3 - S'appuyer sur certains hameaux constitués pour mettre en valeur l'identité architecturale, diversifier l'offre en logements et préserver le bâti

- Au-delà de la richesse et de la diversité des monuments, des bâtiments et des constructions qui donnent au bâti percheron un attrait à la fois touristique, architectural et résidentiel, l'habitat diffus constitue un atout complémentaire source d'attractivité.

A 4 - Valoriser la richesse paysagère et le cadre de vie

- La volonté est ainsi de préserver au maximum la richesse paysagère du territoire et les milieux associés qu'ils soient remarquables, intéressants et/ou originaux. Afin de ne pas dénaturer ces espaces qualitatifs pour l'attractivité du territoire et la biodiversité, l'insertion des nouveaux projets devra prendre en compte l'échelle du grand paysage et du projet valorisant ainsi la typologie du bâti et le patrimoine existant.

A 5 - Apaiser l'environnement sonore pour préserver le cadre de vie

- L'atténuation de l'exposition des personnes aux nuisances sonores sont des conditions importantes permettant de préserver la qualité du cadre de vie. Ainsi, la promotion de transports moins bruyants et la recherche d'un éloignement suffisant des nouvelles habitations sont des conditions de préservation de l'environnement sonore.

• **B - Préserver le patrimoine naturel comme support d'un développement territorial durable.**

B 1 - Protéger les espaces et milieux naturels, remarquables ou ordinaires

- Le socle agro-naturel du territoire doit être préservé afin de maintenir son rôle pour la biodiversité, le cycle de l'eau, les paysages et le cadre de vie

B2 - Maintenir un maillage bocager et un linéaire de haies cohérent

- Pour assurer dans le temps la préservation de ce caractère rural et de l'identité paysagère du territoire, le souhait est d'inventorier le linéaire de haies afin de préserver le réseau bocager. La prise en compte du linéaire de haies dans les documents de planification devra intégrer une hiérarchisation du maillage.

B 3 - Inventorier et protéger les zones humides

- La prise en compte de la trame verte et bleue et plus globalement l'atteinte des objectifs des SDAGE et SAGE impliquent une vigilance accrue sur ces espaces afin de les maintenir dans leurs fonctions. L'identification et la préservation des zones humides est ainsi un objectif du SCoT.

B 4 - Poursuivre les actions dans le domaine de l'eau

- La réappropriation de l'eau dans le paysage permettra de redonner une place centrale aux principales rivières afin de rendre l'eau plus accessible, visible mais aussi d'entretenir et valoriser le patrimoine spécifique lié à l'eau (moulins, lavoirs, puits...) tout en encourageant les usages autour de l'eau.

B 5 - Rechercher une plus grande cohérence sur l'intégration des projets

- Il s'agit ainsi de porter une attention particulière sur l'implantation, l'intégration et l'aspect des principaux projets liés aux équipements publics (stations d'épuration notamment) ou aux secteurs de développement qu'ils soient économiques ou résidentiels. L'objectif sera ainsi de mieux maîtriser l'intégration paysagère et la qualité des projets tout en considérant également les principaux aspects environnementaux (milieux, risques, nuisances...).

• **C - s'appuyer sur la TVB pour orienter les réflexions sur l'aménagement et préserver durablement la biodiversité.**

C1 - Prendre en compte toutes les composantes de la biodiversité

- L'affaiblissement des principaux réservoirs et continuités écologiques contribue localement à la dégradation de la biodiversité et des réseaux écologiques. Le maintien et la reconstitution ponctuelle d'un réseau d'échanges fonctionnels doit ainsi permettre aux espèces animales et végétales de communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire ou se reposer.

C2 - Adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux

rôles de ces espaces naturels

- La prise en compte de la TVB implique de concilier la protection des réservoirs de biodiversité ou des continuités écologiques avec le développement du territoire et les activités humaines (exploitations forestières et agricoles notamment). La connaissance des continuités et cœurs de biodiversité permettra d'anticiper sur d'éventuelles ruptures écologiques éventuellement créées par des projets ou connues localement.

C3 - Un outil d'aménagement du territoire à décliner localement

- La prise en compte de la TVB dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme doit permettre l'intégration de la biodiversité dans les projets des communes ou intercommunalités visant des objectifs écologiques, sociaux et économiques.

C4 - Préserver des espaces de nature dans les principaux bourgs

- La prise en compte de la trame verte et bleue est l'occasion de la préservation d'espaces de respiration et de nature au sein du tissu urbain sera une manière d'accompagner les constructions tout en intégrant une réflexion sur la place du végétal dans la composition urbaine (gestion de l'eau, réalisation d'espaces publics liés).

C5 - Sensibiliser et communiquer auprès des acteurs et des habitants

- L'actualisation des connaissances sur les haies et les zones humides sera l'occasion de sensibiliser et de communiquer auprès des habitants sur la préservation des espaces naturels et des réseaux écologiques. La poursuite d'actions sur des sites existants voire l'acquisition d'espaces permettra de compléter cette sensibilisation.

• D - Veiller à une utilisation raisonnée et partagée des ressources du Perche ornaïs

D 1 - Assurer une gestion globale de la ressource en eau

D 2 - Améliorer la prise en compte et le traitement des eaux usées

- Pour atteindre des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau.

D 3 - Poursuivre les efforts et les actions contribuant à réduire la production et à augmenter la valorisation des déchets

- La réduction à la source des déchets permettant à la fois de préserver les ressources, réduire les besoins de transport liés aux déchets et de diminuer la quantité de déchets gérée par enfouissement ou incinérée.

• E - Prévenir et améliorer la connaissance sur les risques

E 1 - Protéger la population des risques naturels et technologiques

- L'objectif affiché du SCoT est de prendre en compte ou d'éviter les secteurs potentiellement à risque et les espaces contraints dans les projets d'urbanisation.

E 2 - Améliorer progressivement la connaissance des risques et nuisances

- L'objectif est ainsi d'améliorer la connaissance (notamment sur les marnières, la mémoire des sites et sols pollués) et la prise en compte des risques pour la protection des personnes et des biens.

E 3 - Adapter la programmation du développement urbain aux risques, aux nuisances et à l'ensemble des contraintes existantes

E.4 - Réduire la vulnérabilité face aux mouvements de terrain

- L'élaboration des plans d'urbanisme locaux devra ainsi s'attacher à une meilleure prise en compte des principes constructifs liés à ces aléas.

3.4.3 Axe 3 - Maintenir l'attrait commercial et renforcer l'attractivité économique du pays.

• A - Travailler sur les atouts d'un territoire rural dynamique pour développer les emplois et produire des richesses.

A.1 - Contribuer au renforcement de l'accessibilité économique du territoire

- L'ambition du SCoT est de permettre aux entreprises d'être plus facilement accessibles depuis les territoires voisins et d'encourager toutes les initiatives dans ce sens (doublement de la RN 12, accès à des technologies numériques efficaces...).

A.2 - Renforcer prioritairement le tissu économique existant tout en permettant de nouvelles implantations créatrices d'emplois

- Situé non loin de métropoles actives et attractives, certaines communes du Perche ornaïs sont situées dans la zone d'attractivité d'agglomérations limitrophes générant ainsi une concurrence sur certains secteurs et/ou un affaiblissement de la cohérence entre les besoins et l'offre commerciale. Ainsi, le SCoT ambitionne de renforcer l'autonomie du territoire vis-à-vis des pôles d'emplois extérieurs et afin de structurer une armature économique cohérente et aussi de privilégier l'intensification du tissu bâti.

A.3 - Soutenir et encourager la création de nouveaux emplois

- La création de nouveaux emplois passe par le développement des entreprises implantées et par l'accueil de nouvelles activités sur le territoire du SCoT

A.4 - S'appuyer sur le tourisme comme vecteur de croissance économique

- Le tourisme constitue un potentiel économique à préserver et à développer pour les visiteurs mais aussi pour les habitants afin de favoriser la richesse des aménités dans le respect des identités du territoire. La promotion du territoire et de l'identité du Perche en tant que région permettrait de faciliter le développement du tourisme du Pays.

A.5 - Améliorer l'adéquation entre le nombre d'emplois offerts et les actifs

- L'attractivité résidentielle est un atout pour le territoire qui ne doit pas rester un objectif unique sans cohérence avec le tissu économique, les services et les équipements.

• B - Prendre en compte l'agriculture et son économie par l'élaboration d'un projet concerté avec le monde agricole.

B.1 - Réfléchir au développement du territoire en y intégrant systématiquement le prisme agricole, son économie et ses enjeux

- le développement du territoire doit se faire en prenant en compte les évolutions du secteur agricole et les orientations doivent ainsi contribuer à concilier les intérêts de chacun. Ainsi, l'agriculture doit être pensée parallèlement à l'activité touristique, au maintien des paysages, à la préservation des milieux naturels ou des continuités écologiques, à la nécessaire transition énergétique, à la gestion de l'eau ou bien encore à la recherche de nouveaux débouchés locaux. Cette prise en compte passe par la définition d'une trame agricole à l'échelle du SCoT qui s'adosse et qui complète la trame verte et bleue.

B.2 - Placer l'espace agricole comme un pilier de l'organisation territoriale

- La définition d'une trame agricole à l'échelle du SCoT permet de placer l'agriculture comme un vecteur important de l'organisation territoriale et du développement local. La préservation du potentiel agronomique des terres et des espaces agricoles permettra une prise en compte globale de l'activité.
- Tout en considérant la dispersion du bâti liée principalement à l'habitat, la préservation d'espaces pour l'implantation et la diversification du tissu agricole sont une possibilité à intégrer dans la définition du zonage des PLU(i). L'objectif est ainsi d'intégrer et de préserver la trame agricole du territoire.

B.3 - Affirmer le soutien à l'activité et à l'économie agricole

- La volonté est ainsi de conserver la diversité agricole qui caractérise le territoire, d'accompagner les exploitations fragiles, de travailler sur les transmissions d'exploitations en favorisant l'implantation des jeunes agriculteurs, de soutenir les nouveaux débouchés pour les agriculteurs liés notamment au tourisme vert (ventes à la ferme, produits locaux, gîtes...) ou à la valorisation de leurs "déchets" (bois-énergie, méthanisation) tout en privilégiant les circuits-courts (marchés, restauration collective...). La définition de règles autour du changement de destination des bâtiments situés au sein de l'espace rural est aussi souhaitable pour en limiter les éventuels impacts.

• C - Créer les conditions d'un développement économique soucieux de son environnement et des enjeux climatiques

C. 1 - Limiter les besoins en déplacement

- La recherche constante d'une proximité entre l'emploi, les équipements, les commerces et les secteurs résidentiels permet d'œuvrer au rapprochement des pôles générateurs et ainsi limiter les déplacements (distance de 18 km parcourue par les actifs pour travailler en 2010 soit 19 min en moyenne / 95 % des habitants à moins de 10 min des pôles locaux).
- Le développement des zones d'activités à proximité des principaux axes routiers ou ferroviaires du territoire permet de mieux gérer les flux en lien avec la capacité de la desserte routière du Perche ornaïs.

C. 2 - Orienter le déploiement des cheminements doux vers les zones économiques

- Dans le cadre de l'objectif de modifier progressivement les pratiques de mobilité afin de diminuer le recours presque exclusif aux véhicules motorisés, le SCoT souhaite renforcer les liaisons piétonnes ou cyclables et développer des liaisons douces sécurisées.

C. 3 - Faciliter l'intégration paysagère des sites et des bâtiments

- Souvent situé à l'entrée des principales centralités du territoire et le long des principaux axes routiers, le positionnement des zones de développement économique implique une prise en compte plus qualitative des aménagements. Il s'agit ainsi de travailler l'insertion paysagère des sites et des bâtiments, favoriser la mise en place d'écrans végétaux et une végétalisation des zones, rechercher une mutualisation des stationnements et utiliser de préférence des matériaux locaux, renouvelables et sobres.

C. 4 - Favoriser durablement la valorisation des matériaux locaux et accompagner la restauration des sites exploités

- La valorisation des ressources du territoire est un enjeu fondamental pour l'économie locale et la singularité du bâti percheron. Il apparaît ainsi important de prolonger durablement l'exploitation des carrières et de veiller à la remise en état prévue et programmée des sites.

C.5 - Renforcer la valorisation pérenne des entités boisées et des forêts

- Le renforcement de la valorisation des bois et des forêts apparaît comme un enjeu fondamental pour soutenir l'économie locale tout en s'appuyant sur ses richesses.

3.4.4 Axe 4 - Structurer une offre de logements diversifiée à partir de l'armature territoriale existante

• A - Permettre l'intégration de l'ensemble des habitants

A.1 - Poursuivre le renforcement de l'offre en logements afin de maintenir la population et accueillir de nouveaux habitants

- L'évolution de la population actuelle (vieillesse et allongement de la durée de la vie) et la perspective d'un accueil de nouveaux habitants (jeunes ménages, nouveaux actifs, retraités) induit des demandes variées en termes d'habitat que le projet doit prendre en compte afin d'optimiser l'adéquation entre l'offre à structurer et les différentes demandes.
- Afin de ne pas créer un déséquilibre entre l'offre nouvelle et l'existant, le SCoT souhaite encourager l'utilisation en priorité du bâti existant et vacant afin de lutter contre l'augmentation de la vacance, préserver le bâti patrimonial et la vie des centres-bourgs tout en luttant contre l'étalement urbain et en préservant le foncier agricole.
- L'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis prévue par le Code de l'urbanisme dans les PLU(i), permettra de réduire le foncier à mobiliser en extension des bourgs.

A.2 - Nuancer l'offre pour répondre à l'ensemble des attentes et moyens

- Il s'agit de produire, une offre locative ou en accession répondant à la pluralité des besoins afin de s'assurer que le Perche ornaïs puisse offrir à chacun une possibilité de vivre et s'épanouir sur le territoire.

- L'accent devra être mis sur les réponses à apporter aux populations spécifiques et aux ménages les plus fragiles ainsi qu'aux opérations innovantes afin de compléter la diversification de l'offre et ainsi adapter le parc de logements.

• **B - Adapter et diversifier l'offre en logements**

B. 1 - Faire évoluer l'offre en s'appuyant sur les pôles locaux

- Il s'agit donc de diversifier l'offre nouvelle de logements afin de réduire les déséquilibres actuels dans la répartition de l'offre, répondre au mieux à l'ensemble des demandes et permettre des parcours résidentiels complets. Cet effort sur la diversification de l'offre de logements concernera toutes les communes, même s'il devra être accentué sur les pôles principaux et secondaires du territoire.

B. 2 - Adapter l'offre nouvelle aux contextes du territoire

- Le SCoT incite à développer davantage des formes intermédiaires d'habitat, prioritairement sur les pôles locaux - pour mieux concilier réponse aux besoins et optimisation de l'occupation foncière. Le développement de formes intermédiaires d'habitat telles que des logements en résidence, des logements individuels denses sur de plus petites parcelles répondra à l'objectif d'économie du foncier, de maîtrise de l'étalement urbain, d'optimisation de l'offre des déplacements tout en diversifiant l'offre de logements. Cependant, la possibilité de proposer des parcelles d'une taille plus importante sera conservée - notamment sur les bourgs, villages et hameaux - afin de diversifier l'offre et répondre à l'ensemble des attentes.

B. 3 - Intégrer le bâti patrimonial et ancien dans la diversification de l'offre

- L'évolution du bâti ancien et la résorption de la vacance devront être ainsi considérées comme des alternatives essentielles dans la diversification de l'offre et la structuration d'une offre nouvelle à destination des nouveaux habitants. Le développement de l'offre et l'accueil devront se structurer préférentiellement dans les parties urbanisées des bourgs sous réserve de contraintes particulières.

• **C - Offrir des équipements / services structurants de qualité**

C. 1 - Maintenir globalement la richesse de l'offre et sa proximité

- Les ambitions de développement du territoire impliquent de maintenir impérativement un niveau d'équipements et services offerts à la population dans une proportion équivalente aux conditions présentes au moment de l'élaboration du SCoT. Cette capacité à préserver la qualité de l'offre actuelle sera ainsi un facteur essentiel pour attirer de nouvelles populations et ainsi maintenir le dynamisme et l'attractivité du territoire.

C. 2 - Coordonner la création et le développement des grands équipements

- L'objectif sera d'assurer une spatialisation cohérente, particulièrement sur les grands projets d'équipements et de services à l'échelle du Pays. En ce sens, une réflexion à minima à l'échelle de l'intercommunalité devra être engagée pour tout projet de création ou de développement d'un équipement.

C. 3 - Veiller à maintenir les services de bases

- Un certain nombre de services sont essentiels pour l'attractivité du territoire. En même temps que le cadre de vie, ils conditionnent le maintien et l'accueil de populations. S'il ne peut agir directement sur l'organisation et l'implantation de ces services, le SCoT permet d'affirmer la nécessité de maintenir voire de développer certains services : en matière de santé, d'équipements scolaires et en structures d'accueil collectif des jeunes enfants à proximité des établissements scolaires et des pôles d'emplois.

C.4 - Développer localement une offre complémentaire en adéquation avec l'évolution des besoins et des attentes

- Afin de maintenir le cadre de vie et l'attractivité du Perche ornaïs, la réalisation et/ou le renforcement d'équipements structurants existants semble primordial afin de garantir aux habitants un socle de services identique dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la petite enfance (crèches), des équipements culturels et sportifs ainsi qu'en faveur des personnes âgées en milieu rural.
- Pour développer l'offre en maintenant notamment l'accessibilité pour les populations, les solutions numériques devront être étudiées. Pour l'accompagnement des usagers, ces

3.4.5 Axe 5 - Améliorer l'attractivité résidentielle, touristique, culturelle et énergétique du territoire

- **A - Œuvrer collectivement pour soutenir l'attractivité touristique et culturelle du Perche ornais**

A.1 - Engager une structuration de la valorisation des atouts touristiques

Le territoire du Perche ornais bénéficie d'une grande diversité de paysages, d'architectures et de milieux qui forment aujourd'hui un cadre singulier avec une attractivité touristique reconnue. Néanmoins le poids économique reste modéré voire faible compte tenu des espérances et du potentiel. Ainsi il apparaît nécessaire de poursuivre la préservation et la valorisation du patrimoine, de renforcer qualitativement les capacités d'accueil et l'offre marchande, d'organiser et de mettre en cohérence l'offre touristique.

- *Il s'agit d'encourager et d'intégrer dans les documents d'urbanisme locaux les sites dédiés à l'accueil touristique et les chemins (creux notamment) à préserver.*

A.2 - Une offre touristico-culturelle à préserver pour dynamiser le territoire

- *Afin de prétendre accueillir des visiteurs supplémentaires et ainsi tirer bénéfice de ses atouts, l'offre culturelle devra se fédérer localement afin de constituer une proposition unie et variée s'appuyant sur la structuration des pôles touristiques.*
- *Les paysages du Perche ornais constituent une valeur culturelle porteuse d'identité et d'attractivité permettant de concourir à la protection et à la valorisation de l'ensemble des paysages remarquables du territoire. La gestion des itinéraires et des sites stratégiques ou emblématiques permet la découverte et la compréhension du territoire en révélant ses principales caractéristiques et ses atouts. L'usage du cheval percheron contribuerait à renforcer l'identité territoriale, à la préservation de la race et à la promotion du tourisme.*

- **B - Agir sur l'attractivité résidentielle, notamment des centres-bourgs et des espaces plus isolés**

B. 1 - Agir sur le parc ancien et le faire évoluer

- *Pour renforcer la diversité de l'offre de logements, préserver le bâti traditionnel et ne pas générer de déséquilibre entre l'ancien et le neuf, le Perche ornais souhaite agir sur le parc existant, notamment en lançant des opérations de réhabilitation du bâti ancien, en traitant en priorité la vacance et les conditions de confort des logements.*
- *Ces réhabilitations, notamment thermiques, devront se faire dans le respect de l'identité Percheronne et impliquent le recours à un savoir-faire et à des ressources locales préconisés dans les guides du PNR du Perche. L'amélioration du parc de logements devra concerner l'ensemble des logements et les porteurs de projet devront pouvoir bénéficier d'un accompagnement.*

B. 2 - Considérer le cadre de vie comme une composante essentielle

- *Le fait de considérer le cadre de vie comme l'un des principaux atout du Perche ornais implique d'intégrer cet aspect comme l'une des composantes du développement et de la construction des projets afin d'atténuer les effets néfastes.*

B. 3 - Le numérique, une condition nécessaire aux installations

- *Le développement des communications électroniques devra s'appuyer prioritairement sur les secteurs de développement résidentiel ou économique stratégiques afin de pallier certaines insuffisances tout en permettant de répondre à la dispersion de l'habitat au sein de l'espace rural. L'objectif du SCoT est ainsi d'atténuer la fracture numérique, de favoriser le télétravail, de promouvoir et soutenir l'accès à ces technologies pour tous.*
- *Il est préconisé le déploiement de ces technologies prioritairement au sein des pôles locaux et dans une moindre mesure des petits bourgs et des villages tout en préservant des alternatives suffisantes sur les secteurs plus isolés.*

- **C - Amorcer la transition énergétique pour une croissance locale, verte et durable**

- C. 1 - Assurer la transition énergétique pour un climat plus sûr

- La réalité du changement climatique et l'ampleur de ce défi implique pour le territoire son adaptation face aux impacts attendus, notamment vis-à-vis des risques naturels et des aléas climatiques (inondations notamment). L'anticipation des impacts prévisibles reste ainsi la meilleure adaptation possible afin de faire évoluer les mesures à mettre en œuvre en fonction de l'avancée des connaissances.

- C. 2 - Réduire la consommation énergétique globale du territoire

- L'ambition du SCoT est ainsi de réduire les consommations énergétiques des principaux secteurs énergivores, de participer aux objectifs de la loi sur la transition énergétique, de réduire sensiblement les émissions de GES ou de polluants, de participer aux objectifs de la loi sur la transition énergétique, de contribuer durablement à la préservation de la qualité de l'air et du climat.

- La structuration d'une filière énergétique locale permettant d'accompagner les particuliers ou les entreprises, de communiquer et de sensibiliser sur les ressources ou les savoir-faire locaux est une étape pour mettre en place une culture collective sur la prise en compte de l'énergie, du climat et plus globalement de la réhabilitation du bâti.

- C.3 - Lutter contre le gaspillage énergétique

- La rénovation des bâtiments apparaît comme un enjeu multiple pour réhabiliter les bâtiments énergivores ou anciens, économiser l'énergie et diminuer les factures énergétiques tout en soutenant le dynamisme de l'économie locale et en conservant des bâtiments / logements attractifs.

- Afin de réduire progressivement la consommation énergétique globale du territoire, certains secteurs de projet pourront conditionner l'ouverture à l'urbanisation à des performances environnementales et énergétiques renforcées. Cette possibilité ou obligation permettrait de faire émerger des éco- quartiers ou quartiers innovants d'un point de vue architectural et énergétique contribuant à l'atteinte des objectifs sur la diversification de l'offre et l'attractivité des logements.

- C.4 - Encourager le développement des transports doux et propres

- Le développement des transports doux et propres permettant de préserver la qualité de l'air, la santé des habitants et d'offrir des alternatives à l'automobile est une condition essentielle à la transition énergétique qui contribuera à la maîtrise des consommations énergétiques, notamment fossiles.

- C.5 - Favoriser le développement des énergies renouvelables à partir des ressources énergétiques offertes et générées localement

- L'objectif est de développer la production énergétique issue de ressources renouvelables locales afin d'équilibrer le modèle énergétique du territoire tout en valorisant en priorité ses principales ressources et ses atouts

- C.6 - Financer et accompagner la transition énergétique

- Afin de structurer un projet d'aménagement respectueux de son environnement en intégrant pleinement les principes du développement durable, le SCoT souhaite encourager l'ensemble des actions contribuant à l'atteinte de cet objectif. Il s'agit notamment d'accompagner les particuliers, les collectivités et les entreprises sur les dispositifs et plans d'actions permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs issus de la loi sur la transition énergétique. Puis d'inciter les collectivités à œuvrer localement pour la transition énergétique et l'exemplarité dans le respect de l'identité du territoire, comme vitrine d'un savoir-faire innovant et d'un cadre de vie préservé.

3.5 Documents d'Orientations et d'Objectifs

La portée normative du DOO

Le DOO possède une portée normative qui est à la fois encadrée par le respect des normes supérieures, le cadrage de l'article L.141-5 du Code de l'urbanisme et sa propre capacité à lier, dans un principe de compatibilité, les documents ou opérations auxquels il s'impose.

Place du DOO dans le SCoT

Le DOO est le seul document "indirectement" opposable aux tiers. Les documents d'urbanisme locaux doivent ainsi prendre en compte, dans un principe de compatibilité les SCoT, conformément à l'article L.131-4 du Code de l'urbanisme.

Articulation des objectifs et dispositions du DOO avec les PLU(i)

Afin de faciliter la lecture du DOO, il est à noter que les normes générales ne peuvent prendre d'autres formes que celles énumérées ci-dessous :

□ **Les conditions et principes** : constituent un corps de règles unies par une idée directrice dont la formulation doit être assez précise pour justifier un lien de subordination. Ils induisent la production de normes, en constituant eux-mêmes les propositions cadres s'imposant aux destinataires des SCoT. Cela implique de pouvoir trouver des normes visant à concrétiser les principes contenus dans le DOO et que ces dernières s'inscrivent dans la continuité de leurs idées directrices

□ **Les orientations** : s'apparentent à l'objectif sans déterminer un but mais plutôt un sens, une direction que le destinataire de la norme doit s'efforcer de respecter et d'emprunter par l'emploi de ses compétences et possibilités avec toujours cette marge de manœuvre qui permet de respecter le principe de subsidiarité entre collectivités ;

□ **les objectifs** : norme juridique exprimant le but déterminé d'une action que le destinataire de la norme doit s'efforcer d'atteindre par l'emploi de ses compétences et possibilités, tout en bénéficiant d'une marge d'appréciation et d'appropriation pour déterminer les moyens de l'atteindre.

La rédaction de normes permet au SCoT de s'imposer pleinement en terme de compatibilité à ses destinataires : PLU(i), PDU, PLH...qui doivent eux-mêmes les reprendre pour poursuivre la traduction des attentes.

Ainsi il est rappelé ci-après les conditions et principes de chaque axe.

3.5.1 Axe 1 - Orientations générales de l'organisation de l'espace.

- **A - Poursuivre dans la polarisation du territoire tout en préservant ses nombreuses spécificités et sa singularité.**

A 1 - Conforter l'armature urbaine.

- Le SCoT ambitionne de clarifier la structuration du territoire par la priorisation des espaces destinés à accueillir le développement urbain.

A 2 - Affirmer la cohérence et les choix dans l'organisation territoriale

- Le SCoT souhaite œuvrer pour une meilleure organisation de l'espace et une mise en cohérence des choix permettant une structuration efficiente priorisant la compacité du développement, la connexion des fonctions et le renouvellement urbain.

A 3 - S'appuyer sur le rôle et les atouts des polarités pour structurer le développement et répondre à l'ensemble des besoins.

- Le territoire du SCoT bénéficie d'une organisation urbaine et spatiale offrant, sur de courtes distances, des réponses adaptées aux besoins des habitants. Le principe est

ainsi de renforcer proportionnellement les fonctions des trois niveaux de polarités qui structurent le Pays en vue de pérenniser l'un des atouts du Perche ornais à partir des pôles principaux, des pôles secondaires et des bourgs et villages.

A 4 - Maintenir les spécificités et le caractère rural du Perche ornais

- **B - Favoriser un développement maîtrisé et harmonieux.**

B. 1 - Lutter contre l'étalement urbain.

- La lutte contre l'étalement urbain est devenue, depuis la loi Grenelle, une priorité dévolue aux documents d'urbanisme en complément de la lutte contre la régression des surfaces agricoles, naturelles ou forestières.

B. 2 - Encadrer les possibilités d'évolution des activités isolées.

- La dispersion du bâti concerne majoritairement l'habitat mais il est à noter la présence ponctuelle d'entreprises dans l'espace rural impliquant ainsi de permettre des évolutions adaptées de ces entreprises majoritairement artisanales

B. 3 - Réduire la spécialisation des espaces.

- Le territoire du Perche Ornais, comme la plupart des espaces ruraux, ne bénéficie pas d'une dynamique de projet suffisante permettant la mise en place de réflexions plus générales sur la structuration du tissu bâti en vue de rechercher une mixité des fonctions. L'objectif est ainsi - dans la mesure du possible - de favoriser la connexion et les interactions entre les différents espaces d'un même territoire.

- **C - Maintenir les équilibres et spécificités du territoire.**

C 1 - Encadrer le développement par l'instauration d'une armature à préserver.

- L'inversion du regard est une méthode à privilégier pour encadrer les possibilités de développement et non plus percevoir uniquement ces espaces à protéger comme des contraintes.

C 2 - Préserver l'aspect / image des entrées de ville et des centres bourgs.

- L'aspect des entrées de ville et centres bourgs contribue directement à l'attractivité du territoire et à la préservation de la qualité du patrimoine et des paysages. Les transitions entre ville et campagne devront être travaillées de manière à mieux qualifier ces espaces de transition souvent occupés par des zones économiques (stationnements, aires de stockage, aspect et harmonie des bâtiments, clôtures...). Le dynamisme des centres bourgs passe par la perception qu'ils renvoient et nécessite ainsi de maintenir la qualité architecturale du bâti et l'occupation commerciale ou résidentielle des bâtiments.

C 3 - S'appuyer sur le tourisme et les loisirs comme l'un des vecteurs de croissance.

- Le territoire du Perche ornais bénéficie d'une attractivité touristique reconnue, source de richesses et d'impacts positifs pour son développement.

C.4 - Favoriser des choix et réponses aux cibles multiples.

3.5.2 Axe 2 - Orientations relatives à la prévention des risques, des pollutions et nuisances.

- **A - Améliorer la connaissance et adapter la prise en compte des risques.**

A.1 - Intégrer l'ensemble des risques dans la structuration du territoire.

- Les zones et espaces contraints constituent, tout comme les milieux naturels, des entités dont le potentiel constructif nécessite d'être adapté en vue de maîtriser l'exposition des biens et des personnes ou les impacts éventuels sur la biodiversité.

A.2 - Protéger la population des risques (naturels, technologiques, industriels).

- Le territoire du Perche ornais est concerné par de nombreux risques et contraintes qui touchent principalement des espaces non habités. Il n'en reste pas moins que les aménagements projetés ne doivent pas augmenter l'exposition des personnes et des

biens - directement ou indirectement - et qu'une démarche d'amélioration des connaissances en vue de répondre à cette problématique devra être engagée.

A.3 - Gestion du risque inondation et des milieux aquatiques.

▪ Dans le cadre des obligations de compatibilité et de prise en compte, le SCoT intègre les orientations et objectifs des SDAGE, SAGE et PGRI relatifs à la gestion du risque inondation et des milieux aquatiques.

A.4 - Réduire la vulnérabilité face aux mouvements de terrain et cavités.

• B - Prévenir des nuisances et intégrer la gestion des pollutions.

B.1 - Prendre en compte l'environnement sonore, les nuisances et pollutions pour préserver le cadre de vie.

▪ Des nuisances - principalement sonores - existent sur le territoire et nécessitent d'être intégrées dans la réflexion sur le développement du territoire et la configuration des projets.

B.2 - Poursuivre l'amélioration de la gestion des déchets.

▪ La gestion des déchets est à intégrer systématiquement dans le cadre des projets et des réflexions afin de favoriser l'efficacité des dispositifs et œuvrer collectivement pour une amélioration du tri, de la collecte et de la valorisation.

3.5.3 Axe 3 - Orientations relatives à la gestion économe des espaces.

• A - Lutter contre la régression des espaces agricoles, naturels et forestiers.

A.1 - Favoriser une utilisation efficiente de l'espace.

▪ Peu importe la nature du projet et les constructions envisagés, la maîtrise de l'impact sur le foncier et son optimisation doivent être considérés comme des priorités au bénéfice d'un développement plus efficient et mieux maîtrisé. (Viser des densités plus cohérentes avec les attentes actuelles favorisant à la fois un urbanisme plus compact, plus efficient et indirectement une diversification de l'offre. Respecter une densité brute moyenne de 12 logements à l'hectare).

A.2 - Lutter efficacement contre l'étalement urbain.

▪ La lutte contre l'étalement et la régression des surfaces agricoles, naturelles et forestières sont devenus des objectifs majeurs au cours des années 2000 et de l'évolution des connaissances venant progressivement caractériser les incidences d'un développement insuffisamment organisé et maîtrisé.

• B - Optimiser l'usage des sols en travaillant sur la compacité du développement et la proximité des habitants.

B.1 - Fixer, par secteur géographique, des objectifs de modération de la consommation d'espace à la fois réalistes et ambitieux.

▪ La surface artificialisée - bâtie ou non et hors infrastructures routières - représente une part relativement faible du territoire qui reste cependant élevée pour un territoire rural et sur une dynamique d'artificialisation relativement rapide. L'objectif affiché par le SCoT est ainsi de répondre aux besoins du territoire et des habitants tout en optimisant l'usage des sols contribuant ainsi à modérer la consommation foncière.

B.2 - Répondre aux enjeux locaux relatifs à la consommation foncière.

▪ Les secteurs géographiques du SCoT du Pays du Perche ornaïen relatifs à la modération de la consommation foncière sont les intercommunalités qui doivent rechercher un objectif minimal de l'ordre de 10 % par rapport à la période de référence. En complément de cet objectif commun, les communautés de communes devront répondre aux enjeux suivants et intégrer des objectifs minimaux sur la densité des polarités en vue d'améliorer et harmoniser les pratiques.

- **C - Favoriser des densités adaptées aux contextes / enjeux.**

C.1 - Adapter les densités à l'armature urbaine et à la composition du bâti.

- En vue de favoriser une utilisation efficiente de l'espace, le SCoT encourage une optimisation des densités à l'intérieur du tissu bâti et lors de l'aménagement de secteurs de projet. Les densités attendues en fonction du positionnement dans l'armature urbaine des 111 communes historiques devront nécessairement être adaptées de manière à appliquer des attentes en cohérence avec la nature des espaces.

- Ces dernières pourront s'appuyer sur les recommandations (tendance ou options à privilégier sans portée normative) suivantes : Pôles locaux (principaux / secondaires) : > 10 à 14 logements par ha - Bourgs, villages et hameaux : > 8 à 10 logements par ha

C.2 - Favoriser une urbanisation efficiente autour des transports collectifs.

- Le Perche ornaïs bénéficie de la présence d'axes ferroviaires, à l'intérieur de son périmètre et en proche périphérie, impliquant une adaptation de l'offre à structurer et des densités afin de valoriser le plus efficacement possible le foncier disponible.

- **D - Principes préalables à l'ouverture de zones à urbaniser en extension.**

D.1 - Prioriser l'utilisation du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines.

- Afin de répondre aux objectifs relatifs à la consommation foncière, au renouvellement urbain, à la préservation du patrimoine, à la réduction des déplacements ou au dynamisme des centres, l'objectif du SCoT est de favoriser en priorité l'utilisation des surfaces disponibles ou mutations possibles à l'intérieur du tissu bâti en vue de réduire l'étalement urbain.

D.2 - Densifier en valorisant les équipements ou réseaux existants en vue de limiter l'artificialisation des sols.

- L'une des réponses à la lutte contre l'étalement urbain est la densification acceptable du territoire en vue d'optimiser l'usage du foncier artificialisé et des réseaux publics.

D.3 - Quantifier pour mieux et moins consommer.

3.5.4 Axe 4 - Protection d'espaces agricoles, naturels et urbains.

- **A - Préserver les patrimoines - sites et espaces - naturels, agricoles ou urbains comme support d'un développement territorial durable.**

A.1 - Contribuer à la préservation des espaces, sites naturels agricoles, forestiers ou urbains les plus significatifs .

- Le territoire du Perche ornaïs bénéficie d'un capital environnemental et patrimonial remarquable, à la fois par sa répartition et sa densité. Le SCoT définit ainsi une hiérarchisation des espaces à protéger permettant, par cette stratification, d'adapter les modalités de protection à l'intérêt des espaces et des sites.

- Rang 1 (Réservoirs de biodiversité) : cours d'eau classés, ZHIEP, Natura 2000, APPB, RNR, ENS, sites CFEN, ZNIEFF de type 1, coteaux calcaires, réservoirs du SRCE

- Rang 2 (Continuités majeures & corridors) : continuités majeures identifiées localement, cours d'eau secondaires et autres milieux supports aquatiques, complexes humides et bocagers, zones inondables avérées (lien PPR)

- Rang 2' (Corridors secondaires) : liaisons existantes à protéger, restaurer ou renforcer en lien notamment avec la densité des milieux supports (zones de connexion biologique ou connexes aux réservoirs identifiés)

- Rang 3 (Milieux supports) : ZNIEFF de type 2, zones humides « ordinaires » (dont les mares et étangs), boisements > à 5 000 m² (seuil indicatif à adapter localement), haies à enjeux identifiés et le cas échéant certains vergers

- Rang 4 (Nature ordinaire) : espaces agricoles dont les prairies.

A.2 - Identifier les éléments paysagers contribuant au maintien de la biodiversité.

- Le territoire du Perche ornaïen bénéficie aujourd'hui d'un linéaire de haies, d'arbres remarquables et de milieux humides relativement denses et nombreux. Parce qu'ils contribuent à la richesse écologique du territoire et forment des espaces importants pour la biodiversité, le cadre de vie - et plus généralement l'attractivité du territoire - ces éléments doivent être identifiés dans le cadre d'inventaires participatifs puis protégés à partir d'une hiérarchisation adaptée

A.3 - Protéger les espaces agricoles.

- Les espaces agricoles jouent un rôle important dans les paysages et représentent plus des 50 % de la surface totale du territoire impliquant ainsi une considération particulière pour préserver et faire évoluer de manière satisfaisante ces espaces.

A.4 - Soutenir l'économie et l'activité agricole

- Activité prépondérante du territoire dans l'entretien du paysage et l'emploi, l'activité agricole nécessite une attention particulière pour limiter au maximum les incidences négatives de l'urbanisation.

• B - Fixer les modalités de protection contribuant à la préservation des espaces nécessaires à la biodiversité.

B.1 - Préserver la biodiversité et ses principales composantes.

- Le SCoT ambitionne une prise en compte renforcée des composantes naturelles au fur et à mesure de l'avancée des connaissances tout en favorisant l'aspect opérationnel au tout réglementaire pour la gestion et la préservation de ces espaces.

B.2 - Adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles de ces espaces naturels pour la biodiversité.

- Adapter le degré de protection des espaces et sites naturels, agricoles et forestiers en fonction de la naturalité des milieux et des usages

B.3 - La TVB, un outil d'aménagement du territoire à décliner localement.

- L'élaboration du SCoT est l'occasion d'intégrer la biodiversité dans la réflexion sur la structuration du territoire afin d'engager un développement soucieux de son impact sur les milieux et espaces naturels. La délimitation des réservoirs de biodiversité et des corridors permet d'intégrer une approche écologique dans l'aménagement du territoire qu'il s'agit à présent de décliner dans ses principes et ses choix. Cette déclinaison permettra de justifier la prise en compte de la problématique TVB tout en renforçant la prise en compte du sujet par l'identification - à l'échelle communale ou intercommunale - de réservoirs ou continuités complémentaires.

B.4 - Préserver les milieux supports caractéristiques contribuant au maintien de la biodiversité et des continuités.

- Le travail sur le zonage dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme est l'occasion de se questionner sur les espaces et éléments à préserver, en cohérence avec les grandes orientations des documents cadre et du PADD. Les territoires humides, les haies et les arbres sont des supports de biodiversité à préserver au sein des pièces réglementaires des PLU(i).

B.5 - Favoriser une gestion durable et cohérente des espaces agricoles et naturels du territoire.

- En vue d'adapter les règles applicables aux espaces agricoles, naturels et forestiers, une amélioration progressive des connaissances doit être menée permettant ainsi d'ajuster les dispositions réglementaires aux caractéristiques des espaces en incluant également les usages et pratiques.

B.6 - Renforcer ou restaurer les connexions vers les réservoirs ou zones de connexions biologiques.

- En cohérence avec la réglementation applicable et les orientations du PADD, la structuration du développement devra, dans la mesure du possible, contribuer à consolider ou recréer des connexions fragilisées entre réservoirs de biodiversité.

B.7 - Compensation des espaces perdus.

▪ La TVB est un outil d'aide à la décision pour les collectivités locales dans le cadre de leurs projets relatifs à l'aménagement du territoire ou à la planification locale. Elle permet d'intégrer - au fur et à mesure de l'avancée des connaissances - les informations relatives aux enjeux pour la préservation de la biodiversité permettant ainsi de statuer sur les choix d'aménagement au regard des considérations écologiques.

▪ Malgré l'intégration de ces paramètres, des impacts éventuels seront à considérer en fonction de leur importance, induisant ainsi des évolutions dans les projets et à défaut des compensations.

• **C - Favoriser le verdissement et l'intégration des zones ouvertes à l'urbanisation.**

C.1 - Préserver des espaces de nature dans les principaux bourgs.

▪ La densification des espaces artificialisés ne doit pas conduire à une utilisation systématique des espaces résiduels pouvant générer un appauvrissement de certains cœurs de bourg.

C.2 - Intégrer le "végétal" dans les secteurs à aménager.

▪ Le développement du territoire ne pouvant se faire au détriment du cadre de vie, un soin particulier devra être porté à la préservation de l'existant et à l'intégration de l'ensemble des projets en vue de simplifier la perception des espaces modifiés.

C.3 - Objectif de 2 % pour le « verdissement » des espaces à urbaniser.

▪ En vue de favoriser l'intégration des zones nouvelles ouvertes à l'urbanisation, des espaces perméables, éco-aménagés ou plantés devront être systématiquement intégrés afin de favoriser l'intégration de ces entités nouvelles, limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser un verdissement des sites.

C.4 - Des alternatives récréatives, éducatives et écologiques à systématiser dans les projets.

▪ Le traitement des zones à urbaniser doit progressivement évoluer de manière à réduire la part des surfaces imperméabilisées au profit de surfaces perméables et paysagères favorisant ainsi l'appropriation des espaces nouvellement créés.

3.5.5 Axe 5 - Orientations relatives à la préservation des ressources.

• **A - Préserver durablement les ressources naturelles.**

A.1 - Préserver et valoriser les ressources du territoire.

▪ Le territoire du Perche Ornaïs offre de nombreuses richesses issues notamment de son positionnement comme espace de transition entre massifs géologiques. L'exploitation des carrières bénéficie, tout comme celle des massifs forestiers ou des nappes, de ces spécificités permettant de répondre à de nombreuses problématiques - paysagères, économiques, patrimoniales... environnementales - relatives à l'aménagement du territoire.

• **B - Intégrer dans un principe de compatibilité les orientations et dispositions des documents de planification dans le domaine de l'eau.**

B.1 - Préserver la qualité par une prise en compte globale de l'eau.

▪ Dans le cadre des obligations de compatibilité et de prise en compte, le SCoT intègre les orientations et objectifs des SDAGE, SAGE et PGRI relatifs à la gestion quantitative et qualitative de l'eau.

B.2 - Répondre aux besoins.

▪ Le diagnostic du SCoT a permis de mettre en évidence la qualité du traitement des eaux brutes et des rejets des dispositifs d'assainissement collectif tout en notant quelques dysfonctionnements sur certaines stations ou réseaux induisant ainsi de possibles pertes, pollutions ou une absence ponctuelle de capacité à traiter d'autres effluents. Il s'agit ainsi d'intégrer dans les projets la capacité des ressources et des dispositifs de traitement afin d'agir en cohérence.

B.3 - Préserver la ressource et la fonctionnalité des milieux aquatiques.

- Les collectivités locales devront s'appuyer sur l'élaboration des documents d'urbanisme locaux pour préserver la ressource et les milieux, notamment par l'intermédiaire des dispositifs végétalisés ou d'une valorisation de l'eau dans les paysages qui viennent en complément des objectifs généraux de l'orientation B.1 de l'axe 5.

B.4 – Gouvernance.

- Recommandations (tendance ou options à privilégier- sans portée normative) :
- Renforcer la cohérence des politiques publiques et harmoniser les décisions dans le domaine de l'eau (gestion de l'eau, inondation, cohérence écologique.)
- Favoriser la participation des agences de l'eau et structures porteuses des SAGE dans l'élaboration des documents d'urbanisme locaux, en cohérence avec les principes relatifs à la hiérarchie des normes.

3.5.6 Axe 6 - Orientations relatives à la qualité urbaine, architecturale et paysagère.

• A - Affirmer l'identité patrimoniale du perche ornaïs.

A.1 - Préserver la richesse du patrimoine bâti existant.

- L'élaboration des documents d'urbanisme est l'occasion d'inventorier les éléments du paysage et le bâti contribuant à la richesse des patrimoines. Il s'agit ainsi de hiérarchiser, d'inventorier, de délimiter les éléments à préserver en adaptant ensuite le niveau de protection aux éléments identifiés.

A.2 - Préserver et valoriser collectivement le Patrimoine.

- La valorisation touristique et économique est une des solutions pour préserver durablement la richesse des patrimoines du Perche ornaïs.

• B - Préserver les paysages et la qualité du cadre de vie.

B.1 - Valoriser la richesse paysagère et le cadre de vie.

- Le SCoT du Perche ornaïs fixe pour objectif la valorisation des paysages comme un atout au service de son attractivité résidentielle, touristique et économique. Il s'agit ainsi pour le SCoT de fixer le cadre permettant de favoriser l'intégration des éléments paysagers dans les documents d'urbanisme et les aménagements projetés.

B.2 - Préservation de la qualité des paysages.

- Le cadre de vie du Pays est l'une des clés de son attractivité qui nécessite de porter une attention particulière aux règles relatives à la réhabilitation des habitations, des bâtiments ainsi qu'aux constructions nouvelles dans les espaces constitués ou les projets ; l'implantation des projets et la localisation des surfaces mobilisables sont également des enjeux forts qui nécessitent un renforcement des dispositions réglementaires en la matière.

3.5.7 Axe 7 - Orientations relatives à l'habitat.

• A - Permettre l'intégration de l'ensemble des habitants tout en impulsant une politique nouvelle autour de l'habitat.

A.1 - Qualité et diversité au service de l'attractivité.

- L'objectif du SCoT est de proposer une offre résidentielle correspondant à l'ensemble des attentes et des besoins. Pour se faire, une offre diversifiée doit être mise en place en cohérence avec le positionnement des communes dans l'armature territoriale, les projets des bailleurs ou l'intégration du bâti patrimonial et des logements vacants.

A.2 - Favoriser une production de logements neufs au sein des pôles locaux.

- En vue d'organiser le développement résidentiel de manière à renforcer l'offre à structurer sur les pôles locaux - principaux et secondaires - en cohérence avec les besoins réels, le SCoT permet un développement de l'ensemble des communes tout en

dimensionnant ces évolutions aux poids et aux rôles des 111 entités historiques dans l'armature du Pays.

A.3 - Agir sur les formes urbaines dans une logique de densité et de compacité.

- En complément du principe A.1 de l'Axe 7, la diversification de l'offre en logements s'appuiera également sur des efforts à réaliser pour changer et améliorer les formes urbaines, notamment des constructions à l'intérieur des lotissements. Le respect des orientations et objectifs suivants est nécessaire pour répondre favorablement à la structuration d'une offre en logements diversifiée

A.4 - Encourager le recours à des architectes.

- Le SCoT n'ayant pas vocation à créer des procédures spécifiques pour répondre à ses objectifs, ce volet n'a donc qu'un aspect incitatif afin de rechercher une qualité dans l'insertion des projets en cohérence avec les objectifs PADD

A.5 - Structurer localement une offre cohérente avec les besoins et les attentes des habitants en vue de faciliter les choix et parcours résidentiels.

- L'une des caractéristiques du parc de logements est son absence de diversité qui se retrouve accentuée sur les intercommunalités les moins peuplées induisant des choix limités pour les habitants.

A.6 - Renforcer la part du parc social dans la structure du parc de logements.

- Le parc de logements du Perche ornaï est majoritairement composé de logements individuels (~ 90 %) et les logements collectifs existants font majoritairement partis du parc de logements des bailleurs sociaux ; ces derniers participent fortement à la diversification de l'offre et des formes urbaines impliquant ainsi une incidence positive à préserver durablement pour le territoire.

• B - Programmer une offre de logements nouveaux adaptée aux différents besoins et à la nature du parc existant.

B.1 - Accueillir 2 700 habitants supplémentaires à horizon 2042.

- La dynamique d'accueil de nouveaux habitants au cours des années 2000 a été très favorable, avec près de 900 habitants supplémentaires en 10 ans ; le SCoT ambitionne ainsi de poursuivre cette tendance illustrant l'attractivité du territoire, notamment vis-à-vis de la région parisienne.

B.2 - Produire des logements de qualité à hauteur des besoins.

- Le calcul du point mort démographique, les hypothèses de développement et le scénario démographique validés par le territoire conduisent à une quantification du nombre de logements à réaliser pour maintenir la population (174 logements par an) puis accueillir de nouveaux habitants (47 logements par an).
- Les données programmatiques inscrites dans le DOO pourront le cas échéant être ajustées à la marge de manière à s'adapter aux données démographiques ou à la production réelle de logements.

B.3 - Inciter à l'amélioration et à la réhabilitation du parc existant (public ou privé).

- Le parc de logements du Perche Ornaï est relativement ancien et est touché ces dernières années par une progression importante de la vacance - notamment en centre-bourg - qui concerne des logements plutôt anciens, petits, vétustes, sans jardin ou mitoyens sur plusieurs niveaux.
- L'objectif est ainsi de favoriser l'ensemble des facteurs permettant un recyclage du bâti actuellement vacant en vue de réduire l'artificialisation des sols et d'œuvrer pour le dynamisme des bourgs.

B.4 - Réduire la part et le poids du principal secteur énergivore du Perche Ornaï.

- Le parc de logements représentait en 2005, 43,5 % des consommations énergétiques et 39 % des émissions de GES ; principal secteur énergivore devant l'industrie et les transports, l'habitat est un domaine d'intervention prioritaire pour répondre aux enjeux climatiques.

3.5.8 Axe 8 - Orientations relatives aux transports et déplacements.

- **A - Grandes orientations de la politique des transports et de déplacements.**

A.1 - Affirmer la place du Perche Ornaïs en favorisant son accessibilité.

- L'accessibilité est l'une des conditions essentielles au dynamisme et à l'attractivité des territoires. Le Perche ornaïs souhaite ainsi maintenir puis renforcer ses infrastructures structurantes puis densifier l'offre complémentaire afin d'adapter en conséquence une partie du développement projeté.

A.2 - Maîtriser les déplacements automobiles.

- Le diagnostic de territoire a mis en exergue l'importance des déplacements quotidiens chez les actifs, notamment ceux travaillant en dehors de leur commune de résidence et du territoire. Le SCoT souhaite ainsi, par ses choix, réorganiser la structuration du développement en permettant de renforcer la cohérence sur la localisation de l'offre en logements ou relative au développement économique pour limiter les flux et distances parcourues.

A.3 - Repenser la place de la voiture individuelle.

- Les centres villes et bourgs des pôles locaux et villages offrent une place importante aux parkings et surfaces dédiées aux véhicules motorisés induisant un aspect très minéral sur ces espaces - souvent peu qualitatif - et insuffisamment aménagés pour les piétons en vue de favoriser les déplacements doux.

A.4 - Encourager la structuration d'une offre alternative cohérente avec l'armature territoriale et le développement projeté.

- En vue d'engager la mise en place d'une offre alternative cohérente avec les caractéristiques du territoire, le SCoT souhaite privilégier des équipements et aménagements adaptés (aires de covoiturage, bornes électriques ou TAD) sans pour autant fermer les autres possibilités permettant ainsi :

A.5 - Favoriser l'accessibilité des voies et espaces publics.

- Le SCoT réaffirme l'obligation de rendre progressivement accessible les voies et équipements publics aux usagers tout en émettant le souhait d'une réappropriation des espaces publics qui favoriserait les déplacements alternatifs, doux et propres.

A.6 - Préserver les chemins et itinéraires secondaires.

- Participant à l'attractivité touristique et à la découverte des patrimoines, les chemins et itinéraires de randonnée sont des supports à valoriser pour mieux maîtriser les déplacements motorisés et offrir des alternatives cohérentes avec les besoins.

- **B - Favoriser le développement de l'urbanisation dans les secteurs desservis par les transports collectifs.**

B.1 - Articuler aménagement et transports collectifs.

- La promotion d'un développement prioritaire de l'urbanisation autour des transports collectifs est l'une des solutions envisagées pour changer les pratiques, réduire l'usage de la voiture individuelle et optimiser l'utilisation de l'offre existante.

B.2 - Renforcer l'offre et l'utilisation des lignes de bus existantes en étroite collaboration avec la collectivité compétente.

- Le territoire du Perche ornaïs bénéficie de plusieurs lignes d'autocars du réseau interurbain Cap Orne permettant de relier les principaux centres urbains du département. Le maillage du réseau est satisfaisant mais il pourrait - tout comme le nombre d'utilisateurs - être amélioré pour rendre plus efficiente cette offre en transport collectif.

- **C - Préciser les obligations d'aires de stationnement des véhicules motorisés ou non motorisés.**

C.1 - Rechercher une mutualisation des espaces de stationnement.

- La mutualisation des stationnements permet de réduire l'impact sur le foncier des parkings tout en favorisant le partage d'espaces dédiés sur des zones résidentielles, économiques ou à proximité des services et équipements du territoire. L'objectif est ainsi de rendre obligatoire ces aménagements en commençant prioritairement sur les zones économiques structurantes.

C.2 - Contribuer au renforcement des équipements dédiés aux véhicules non motorisés.

- L'offre relative aux véhicules non motorisés est actuellement faible voire inexistante sur certains secteurs du territoire.

3.5.9 Axe 9 - Orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal.

Observations de la commission d'enquête :

Tous les axes sont déclinés en A, B, C.... l'axe 9 commence en B

- **B - Travailler sur les atouts d'un territoire rural dynamique pour développer les emplois et produire des richesses.**

B.1 - Soutenir et encourager la création de nouveaux emplois.

- **C - Permettre une évolution adaptée et spatialement cohérente du tissu commercial et artisanal local.**

C.1 - S'appuyer sur l'organisation de l'appareil commercial.

- Le SCoT n'engage pas de modification majeure dans l'organisation de l'appareil commercial mais il induit une clarification dans les attentes relatives à son développement.

C.2 - Favoriser l'adaptation et l'évolution du tissu économique local pour répondre durablement aux besoins.

- La priorité du SCoT est de clarifier l'organisation de l'appareil commercial et les attentes qui en découlent ; le renforcement de l'armature commerciale vise en priorité les centres existants afin de dynamiser et préserver l'attractivité des bourgs tout en réduisant les obligations de déplacement.

C.3 - Orienter les nouvelles implantations en fonction des attentes.

- L'élaboration des documents d'urbanisme locaux est l'occasion d'engager une réflexion sur les occupations du sol autorisées, éventuellement sous certaines conditions, afin de structurer les règles en fonction des choix sur l'accueil de commerces, d'artisans et des éventuelles nuisances liées à la taille des implantations.

C.4 - Améliorer l'organisation et la lisibilité des zones économiques.

- L'armature des zones d'activités économiques du Perche ornaïs est en cohérence avec celle des pôles locaux offrant ainsi une organisation spatiale satisfaisante restant désormais à renforcer puis à aménager de manière à favoriser le cheminement vers ces zones.

C.5 - Préserver l'évolution des activités existantes et anticiper les besoins.

- Les zones d'activités nécessitent d'être - en fonction de leur importance ou localisation - confortées en vue de renforcer la structuration actuelle de l'offre à l'échelle du SCoT. Les implantations isolées devront également être prises en considération dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux afin d'ajuster les règles relatives aux évolutions autorisées.

C.6 - Tolérer des exceptions pour la création de nouvelles zones.

- Les zones économiques du territoire du Perche ornaïs bénéficient toutes de potentiels théoriques permettant des évolutions suffisantes pour autoriser un développement endogène et accueillir de nouvelles entreprises soit en renforcement de l'existant ou par le biais d'extensions en continuité de l'enveloppe bâtie. Cependant, l'importance de ces espaces sur les dynamiques territoriales et l'emploi nécessite d'anticiper et de tolérer des exceptions pour de nouvelles implantations.

- **D - Créer les conditions d'un développement économique soucieux de son environnement et des enjeux climatiques.**

D.1 - Soutenir les pratiques respectueuses de l'Environnement.

- Les zones ou implantations économiques nécessitent d'être encouragées dans la prise en compte de critères environnementaux ou paysagers contribuant à engager une phase de transition vers une mise en valeur environnementale de ces entités.

D.2 - Faciliter l'intégration paysagère des sites et des bâtiments.

- En cohérence avec le principe B.2 de l'axe 6, une attention particulière sera donnée à l'intégration paysagère des bâtiments et zones nouvelles afin de faciliter l'insertion des projets.

D.3 - Préserver un aspect rural et paysager des zones.

- En continuité avec les orientations relatives à la gestion des eaux pluviales, au stationnement et à la qualité paysagère, les surfaces perméables devront être suffisantes pour limiter l'aspect minéral des zones économiques existantes ou à créer.

3.5.10 Axe 10 - Orientations relatives aux équipements et services.

- **A - Maintenir la richesse de l'offre en équipements et services ainsi que sa proximité / son maillage.**

A.1 - Affirmer l'organisation spatiale des équipements et services.

- Les pôles locaux du territoire centralisent les équipements et services permettant ainsi d'assurer une répartition spatiale satisfaisante pour répondre aux besoins des habitants sur de courtes distances. Le SCoT souhaite affirmer cette configuration en recherchant une implantation des grands projets d'équipements et de services sur les pôles principaux tout en préservant la capacité des pôles secondaires d'accueillir des bâtiments annexes.

A.2 - Maintenir le niveau d'équipement et de services existant au commencement du SCoT.

- Malgré une centralisation importante des équipements et services sur les pôles locaux - et notamment principaux - le territoire du Perche ornaïs bénéficie actuellement d'une offre dense et d'un maillage satisfaisant.

- **B - Coordonner la création et le développement des grands équipements et services.**

B.1 - Développer localement une offre complémentaire en adéquation avec l'évolution des besoins et des attentes.

- Permettre, dans le domaine de la santé, des séniors ou de la petite enfance un renforcement des dispositifs et de l'organisation spatiale.

B.2 - Renforcer qualitativement et quantitativement la capacité d'accueil touristique.

- L'étude de territoire a montré la cohérence de l'offre en matière d'accueil touristique même si elle est majoritairement composée d'hébergements non marchands grâce aux très nombreuses résidences secondaires. Des améliorations sont ainsi possibles en vue de renforcer l'existant.

B.3 - Anticiper les dispositions relatives à l'accueil des gens du voyage.

- Dans le cadre de l'exercice de leurs compétences, les Communautés de Communes doivent désormais créer, aménager, entretenir et assurer la gestion des aires d'accueil des gens du voyage (non obligatoire pour les communes < 5 000 habitants).
- L'obligation de réaliser par la suite ces aires sera déterminée par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage ; force est de constater que les caractéristiques du territoire semblent plus adaptées à la mise en place d'aires permanentes (15 à 50 places / durées de séjour variables) qu'à celles de grand passage (près de 200 caravanes par exemple).

B.4 - Contribuer au doublement de la RN12.

- Le projet de doublement de la RN 12 est aujourd'hui à nouveau en cours d'étude ce qui permettrait, en cas de réalisation, de rapprocher le territoire de la région parisienne tout en améliorant la fréquentation de cet axe structurant.

B.5 - Produire localement pour répondre aux besoins énergétiques.

- En continuité de l'axe 12, la valorisation des sites « pollués » ou la mise en place de dispositifs collectifs seront encouragées et soutenues en vue de produire localement une énergie renouvelable répondant aux besoins énergétiques du territoire.

3.5.11 Axe 11 - Orientations relatives aux infrastructures et réseaux de communications électroniques.

• A - Agir globalement sur l'attractivité numérique du pays.

A.1 - Offrir à tous un accès aux Technologies de l'Information et de la Communication.

- La desserte numérique est une composante essentielle à l'attractivité économique et résidentielle du territoire.

A.2 - Orienter les projets de revitalisation ou de constructions vers les zones actuellement ou prochainement desservies.

- L'amélioration de la desserte numérique du territoire est un processus lent et imparfait, le fait de considérer l'accès internet comme l'une des composantes des réseaux publics disponibles permettrait de statuer sur la localisation et le renforcement des projets résidentiels. I

A.3 - Faciliter les usages autour des services numériques.

- Le renforcement des usages autour du numérique apparaît aujourd'hui comme une nécessité pour renforcer la desserte numérique et les connexions ; l'augmentation de la demande apparaît ainsi comme un excellent vecteur du renforcement de l'offre.

• B - Renforcer les obligations relatives aux TIC sur les zones nouvelles identifiées.

B.1 - Accès Haut-Débit voire Très Haut-Débit dans les zones économiques.

- Afin de renforcer l'accès aux technologies de l'information et de la communication des entreprises, la desserte HD sera encouragée et l'extension des ZES sera conditionnée à l'accès THD.

B.2 - Accès Haut-Débit voire Très Haut-Débit dans les secteurs résidentiels.

- Dans la continuité du principe B.1 sur les ZES, la connexion aux TIC des quartiers résidentiels sera à anticiper.

3.5.12 Axe 12 - Orientations relatives aux performances environnementales et énergétiques.

• A - Amorcer une transition énergétique axée sur la maîtrise des consommations et la production locale d'énergie.

A.1 - S'engager pour le climat.

- Inscrites dans les objectifs généraux du Code de l'urbanisme, la lutte contre le changement climatique, la réduction des émissions de GES, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de ressources renouvelables sont des objectifs que les actions des collectivités publiques en matière d'urbanisme doivent atteindre. Pour ce faire, les principes 12.A.2 et 12.A.3, principes constitués d'orientations et d'objectifs développés ci-dessous doivent être mis en œuvre en vue d'amorcer cette transition énergétique locale.

A.2 - Œuvrer pour la maîtrise de l'énergie et l'économie des ressources fossiles.

- Dans le respect des objectifs du développement durable, les collectivités locales devront, par l'intermédiaire de leurs projets et dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux, favoriser l'émergence de réponses adaptées à la réduction des consommations énergétiques, et en priorité lorsqu'elles sont fossiles.

A.3 - Promouvoir le développement de projets et initiatives en faveur du développement des énergies renouvelables.

- Le SCoT souhaite clarifier le positionnement du territoire sur les dispositifs valorisant les ressources renouvelables en priorisant une valorisation vertueuse issue des ressources offertes et générées localement. L'intégration paysagère et « patrimoniale » de l'ensemble des dispositifs est l'une des conditions incontournables pour autoriser ces implantations.

A.4 - Encadrer le développement des éoliennes.

- Le territoire du Perche ornaïs bénéficie d'un cadre privilégié marqué par la richesse et la spécificité de ses patrimoines qui contribuent fortement à son attractivité. Le SCoT tient ainsi à réaffirmer la priorité donnée à la valorisation énergétique issue de ressources locales, renouvelables et ne contribuant pas à dégrader ou générer des nuisances qui seraient contraire aux orientations cadres du projet de territoire.

• **B - Respecter des critères de performance environnementale et énergétique renforcés sur les zones nouvelles ouvertes à urbanisation identifiées.**

B.1 - Promouvoir la qualité environnementale des zones d'activités.

- La réglementation applicable aux SCoT permet aujourd'hui d'imposer des critères spécifiques sur la performance environnementale et énergétique des zones ouvertes à l'urbanisation permettant ainsi d'impulser une nouvelle ère quant à l'aménagement de ces sites.

B.2 - Production énergétique des sites.

- La réglementation applicable aux SCoT permet aujourd'hui d'imposer des critères spécifiques sur la performance environnementale et énergétique des zones ouvertes à l'urbanisation permettant ainsi d'impulser une nouvelle ère quant à l'aménagement de ces sites.

3.6 Présentation des Avis de l'AE et des PPA

Le maître d'ouvrage a porté sur certains avis la mention «avis réputé favorable(hors délai) » néanmoins la commission d'enquête a retenu tous les avis.

Seuls les avis avec observations ou réserves ont été repris dans le procès-verbal de synthèse partiel pour obtenir un positionnement du Pays du Perche ornaïs.

	Architecture Paysage	Assainissement Espace Agricoles Naturels et Forestiers	Général	Industrie et commerce	Inondation	Logement	Maîtrise foncière	Mobilité et déplacement	Patrimoine	Ressources en Eaux	Risques et Nuisances	Trame Verte et Bleue	Transition énergétique	Zones humides	Total général
Collectivités	4		14						3			1			23
Cdc Cœur du Perche			1												1
Cdc de l'Huisne Sarthoise			1												1
Cdc de Mortagne au Perche			1												1
Cdc Perche Soanois			1												1
Commune de Bazoches sur Hoene			1												1
Commune de Belforêt en Perche			1												1
Commune de Bretoncelles			1												1
Commune de Cour-Maugis sur Huisne			1												1
Commune de Mortagne au Perche			1												1
Commune de Perche en Noce			1												1
commune de Pervenchères			1												1
Commune de Pouvrai			1												1
Commune de Saint Cyr la Rosière			1												1
Commune de Vaunoise			1												1
Commune de Reveillon			1												1
Région Normandie	4								3			1			8
Etat	3		3	10	1	5		2		1	3	7	6		41
MRAE	1		3	9				1		1	2	3	2		22
Préfecture	2		1	1		5		1			1	4	4		19
Ppa – Chambres consulaires	1	2	7	11	1	2	2	6	1	2	2	4	11	1	53
ABF						1	1		2						4
Ars			2								3				5
CCI Portes de Normandie			1	1											2
CDPENAF		1													1
Chambre d'Agriculture						1	1					3			5
Conseil départemental			1												1
Cua d'Alençon							1								1
Dreal Normandie							3	1			1	6			11
Inao		3													3
Office Nationale des Forêts			1												1
PETR du Perche d'Eure-et-Loir			1												1
Pnr			1									2			3
Sage de l'Huine	1	2	1	4		1				2					11
Sage Sarthe Amont			2			1								1	4
Total général	8	2	10	35	2	2	7	6	3	5	3	7	19	6	117

3.7 Actualisation des données par le Pays du Perche Ornaïs en cours d'enquête

Observations de la commission d'enquête :

Afin de faciliter la compréhension du dossier mis à l'enquête publique et d'actualiser les données, la commission d'enquête a demandé au Pays du Perche ornaïs de lui fournir des documents plus édifiants.

Ainsi ont été annexés au dossier :

- Cinq cartes sur papier libre au rapport allant de A 0 à A3.
- Un livret intitulé partie 1 Rapport de présentation partie 1-5 Actualisation du diagnostic.
- Deux tableaux concernant la population du Pays Perche Ornaïs population 2010/2015 avec les nouvelles CdC et les communes nouvelles.
- Un document (1 page) concernant le Zoom sur la répartition des enveloppes foncières par intercommunalité.
- Un document (1 page) portant sur une actualisation tableau p.25 sur l'évolution de l'artificialisation des sols.

Pour les données ci-dessous, elles ont été transmises à la commission d'enquête par communication d'une adresse de sites internet à consulter. Ces documents très généraux ne concernaient pas exclusivement le Pays du Perche ornaïs, ils sont donc difficilement exploitables par la commission d'enquête qui n'est pas en charge de l'élaboration du dossier ni du tri des informations nécessaires à sa constitution.

- Un diagnostic énergie climat air du Pays du Perche Ornaïs (23 pages).
- Un document actualisant le tableau Page 16 du DOO.
- Un document (1 page) portant sur l'état des lieux pour les médiathèques.
- Un document (5 pages) portant sur Actualisation du diagnostic.
- Un document (1 page) portant sur la répartition des surfaces économiques à horizon 2025.
- Un document portant sur la stratification économique (localisation des zones économiques structurantes - ZES)
- Des documents du syndicat départemental de l'eau pour la ressource en eau

3.8 L'examen du projet par la commission d'enquête

Ainsi pour la commission d'enquête, il est intéressant de souligner entre autres :

- Le respect de la procédure pour la mise en place du SCoT.
- La concertation préalable à l'enquête publique permettant aux habitants et aux acteurs du territoire de suivre la démarche proposée par les élus.
- La disponibilité des responsables politiques du Pays du Perche ornaïs et du technicien en charge de l'élaboration du document.
- La présentation d'une documentation relativement dense mise à l'enquête publique témoignant d'un réel travail de préparation

Ce projet suscite néanmoins quelques interrogations :

- Le diagnostic territorial effectué qui ne prend pas en compte le territoire dans son environnement géographique et institutionnel.
- Les documents cartographiques inexploitables proposés au format A4 et A5.
- La présentation du DOO (document opposable) qui ne devrait faire état que de préconisations et recommandations et ne devrait pas contenir de recommandations avec une mention document « non opposable ».
- La structuration du PADD et du DOO avec une hiérarchie de documents qui n'aide pas à une bonne compréhension. Ainsi le lecteur peut avoir des difficultés à se retrouver

entre les 5 axes du PADD et les 12 axes du DOO. Le vocable employé aurait pu être plus pertinent en identifiant ce qui dépend du choix politique et ce que doit traduire le DOO par des Orientations et Objectifs.

- La transposition des dispositions de la chartre du Parc Naturel Régional qui apparaît seulement en annexe du DOO.
- La protection des espaces agricoles, naturels et urbains par rangs qui pourraient apparaître trop restrictive pour les rangs inférieurs.
- Les indicateurs de suivis qui pourraient être mieux présentés avec des données de départ plus détaillées.
- A la présentation des indicateurs de Suivi et leurs de compréhension avec notamment une absence de données de départ, dommageable pour une future évaluation.
- A la présentation de la Biodiversité qui ne reflète pas une réelle stratégie sur les continuités écologiques et formulations prescriptives adaptées.
- A la présentation des projets liés aux énergies renouvelables
- A l'absence de données concernant l'eau potable, l'assainissement collectif et individuel, la gestion des eaux pluviales et la gestion des déchets.

4 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

4.1 Organisation de l'enquête

4.1.1 Réunion préparatoire

Le 20 mars 2018, une réunion préparatoire a eu lieu au siège du Pays de Perche Ornaïs à Mortagne au Perche entre le Président de cette structure Mr Lenoir, a Directrice Générale des services Mme Aubry, le technicien en charge du SCOT Mr Rochelle et le président de la commission d'enquête Mr Tartivel.

A la suite de cette réunion le Président du PETR a accepté la mise d'une commission d'enquête de trois membres en lieu et place d'un seul commissaire enquêteur.

4.1.2 Prise en compte du dossier

Suite à l'examen du dossier, des avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale et des PPA par la commission d'enquête, cette dernière a proposé un report de l'enquête afin d'actualiser et de compléter le dossier. Le vice-président, Mr Pic en charge de l'urbanisme du PETR a décliné cette proposition et a confirmé l'arrêté d'ouverture d'enquête.

4.1.3 Réunion de la commission N° 1

Le 4 avril 2018, une première réunion entre les membres de la commission a eu lieu au siège du Pays du Perche Ornaïs à Mortagne au Perche, suivie d'une visite du nord du territoire accompagné de Mr Rochelle.

4.1.4 Réunion de la commission N° 2

Le 18 avril 2018, une deuxième réunion entre les membres de la commission a eu lieu en mairie de Bellême, suivi d'une visite du sud du territoire avec Mr Rochelle.

4.2 La publicité légale et l'information du public

Concernant l'enquête en cours, la publicité et l'information du public ont été faites par les différents moyens prévus par la réglementation.

4.2.1 Par voie de presse

L'avis d'enquête a été publié les 10 avril et le 03 mai 2018 dans le quotidien « Ouest-France » édition de l'Orne et le 11 avril et le 04 mai 2018 dans l'hebdomadaire « le Perche ».

4.2.2 Par affichage

Conformément à l'arrêté d'ouverture d'enquête.

4.2.3 Sur le site internet du Pays du Perche Ornaïs

Les données concernant l'enquête publique ont été mises en accès libre sur le site internet du Pays du Perche ornaïs (<http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/>) disposant d'une adresse mail(scotpercheornais.enquetepublique@orange.fr) pour déposer les observations.

4.3 La durée de l'enquête – L'organisation des permanences

L'enquête s'est déroulée du vendredi 27 avril 2018 à 09h00 au lundi 28 mai 2018 à 17h00, soit une durée de 31 jours. Les permanences ont eu lieu :

- Cdc du Pays de Mortagne au Perche à la mairie de Mortagne au Perche.
- Cdc du Cœur de Perche à Remalard en Perche.
- Cdc des Hauts du Perche à Longny les Villages.
- Cdc des Collines du Perche Normand à Val au Perche.
- Mairie de Pervençères.
- Mairie de Perche en Noce.
- Mairie de Bellême.
- Mairie de Tourouvre.

Le registre d'enquête publique a été paraphé et signé par un membre de la commission d'enquête.

La commission d'enquête avait la possibilité d'accueillir le public, de renseigner et de recevoir ses observations verbales dans de très bonnes conditions.

4.4 La clôture de l'enquête

L'enquête a été close le lundi 28 mai 2018 à 17h00.

4.5 Visites des lieux

Les 04 et 18 avril 2018 et le 16 mai 2018, les membres de la commission d'enquête ont effectué des visites du territoire du Perche ornaïs.

4.6 Entretien avec les élus

Les membres de la commission d'enquête se sont entretenus avec :

- Mr Cailly maire de Saint Martin du Vieux Bellême et président de la Cdc des Collines du Perche Ornaïs.
- Mr Dubray, adjoint au maire en charge de l'urbanisme de Bellême accompagné de Mme Enguéhard, fonctionnaire en charge de l'urbanisme.
- Mr Bugey, maire délégué de la commune de Male faisant partie de Val au Perche et vice-président de la Cdc des Collines du Perches Ornaïs.
- Mr Normandel, maire adjoint délégué de Tourouvre.
- Mr Pecchioli, président de la CDC du Cœur du Perche et Monsieur Soreau chargé de mission à l'urbanisme en charge du PLUi de cette même Cdc.
- Mr Desouche, maire de Mortagne au Perche.

- Mme Besnard, adjoint au maire en charge de l'urbanisme de la commune de Mortagne au Perche et conseillère départementale de l'Orne.

4.7 Entretiens avec les services

Les membres de la commission d'enquête ont échangés sur le projet avec :

- Les services de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale
- Les services de la Direction Départementale du Territoire
- Les services du Parc Naturel Régional
- Les services du SAGE de l'Huisne.

4.8 La relation comptable des observations du public

Au cours des permanences, la commission d'enquête a reçu la visite de cinq personnes.

Trois observations ont été adressées par courriels. Elles ont fait l'objet d'une analyse par la commission qui les a intégrées dans sa réflexion pour rédiger ce Procès-Verbal de Synthèse.

4.9 Procès-verbal de synthèse partiel

La commission d'enquête a jugé utile de transmettre en cours d'enquête un procès-verbal de synthèse partiel compte tenu du nombre conséquent des observations et réserves formulés par les Personnes Publiques Associées. Celui-ci abondé des réponses du maître d'ouvrage et des observations de la commission d'enquête figure en annexe 7.

4.10 Mémoire en réponse du procès-verbal de synthèse final

Le procès-verbal de synthèse a été remis le 15 juin 2018 à Mr Lenoir président du Pays du Perche ornaïs. Le mémoire en réponse a été reçu le 30 juin 2018 par courrier.

- Question 1 : Diagnostic

La réalisation du diagnostic territorial implique également de repositionner le territoire dans son environnement géographique et institutionnel : les territoires ne sont pas des «îles». Ils sont cernés par des territoires et des villes ayant leurs propres dynamiques, stratégies et projets qu'il faut prendre en compte dans l'analyse.

Les documents présentés dans le dossier du SCoT sont très peu détaillés sur les bassins voisins, notamment Nogent le Rotrou et La Ferté Bernard. Or ils appartiennent au « Perche ». On ne connaît pas leur population, le nombre d'emplois, les activités, les actions communes... Ces bassins très proches, sont traversés par les infrastructures rail et autoroute, ils sont donc des éléments importants du territoire

La commission d'enquête demande un complément d'information sur les territoires voisins du Pays du Perche Ornaïs pour favoriser une meilleure analyse du SCoT.

Réponse du porteur de projet :

Une prise en compte globale des dynamiques et synergies avec les territoires limitrophes n'est pas réalisable et finalement, dans certains cas, peu exploitable (disponibilités économiques notamment).

Des éléments figurent p.3/4/5 du diagnostic sur l'organisation du territoire, les infrastructures ou bassins.

Une intégration cartographique plus détaillée des territoires voisins est envisageable. Elle pourra être accompagnée de quelques données statistiques (sous réserve de l'accessibilité de ces dernières).

Observations de la commission d'enquête :

Le projet du SCoT du Pays du Perche ornaïen aurait gagné à prendre en compte les données sociales économiques des territoires voisins qui sont disponibles.

- Question 2 : Les documents cartographiques

Les cartes et les plans fournis ne permettent pas une bonne compréhension du dossier. La commission d'enquête demande la production d'un atlas avec des cartes et des plans dont l'échelle est adaptée au sujet traité.

Réponse du porteur de projet :

Un atlas cartographique au 1/50 000^{ème} sera intégré au dossier sur les continuités écologiques et les éléments de fragmentation permettant de compléter la thématique TVB suite aux recommandations de la Préfecture. Les autres cartes essentielles du dossier figureront dans un format plus adapté (à minima A3).

Observations de la commission d'enquête :

Réponse satisfaisante.

- Question 3 : Les Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

Les normes générales opposables constituant le DOO sont déclinées par les principes et conditions et les objectifs ou orientations.

Cependant dans le DOO il apparaît des recommandations et des principes portant la mention : « formulation sans portée normative ». Pouvez-vous nous préciser la base légale de cette formulation sachant que le DOO est un document opposable

Réponse du porteur de projet :

La mise en forme des recommandations est explicite de façon à les dissocier des éléments prescriptifs ; elles viennent compléter les formulations du DOO (axe / principes / orientations / objectifs / dispositions) tout en servant de relai au PADD puisque de nombreuses orientations du projet politique se trouvent exclues des objectifs possiblement traités par le DOO. Cette différenciation plus marquée correspond à une demande des PPA lors des réunions de concertation.

Les recommandations ne relevant pas du domaine d'applicabilité et d'opposabilité d'un SCoT, elles bénéficient donc d'une mise en page spécifique accompagnée de la formulation suivante : Recommandations (tendance ou options à privilégier —> sans portée normative). Cette mise en page et ce choix rédactionnel sont communs à la quasi-totalité des SCoT ; la présence de recommandations est sans incidence sur la régularité du DOO.

Observations de la commission d'enquête :

La réponse n'est pas satisfaisante.

La CE rappelle que le DOO est un document opposable, il n'est pas souhaitable d'y trouver des recommandations avec la « formulation sans portée normative » comme le précise l'avis de la MRaE.

- Question 4 : La structuration du PADD et du DOO

La structuration du PADD et du DOO, avec une hiérarchie de documents (Axes, orientations, objectifs et sous objectifs) n'aide pas à une bonne compréhension.

Ainsi le lecteur peut avoir des difficultés à se retrouver entre les 5 axes du PADD et les 12 axes du DOO. Le vocable employé aurait pu être plus pertinent en identifiant ce qui dépend du choix politique et ce que doit traduire le DOO ?

Réponse du porteur de projet :

Le DOO traduit les orientations et choix politiques du PADD mais reste une pièce autonome du dossier. Le choix rédactionnel est donc qu'il n'y ait pas de correspondance directe entre les axes PADD/DOO pour une plus grande cohérence avec les attentes réglementaires. La correspondance entre ces pièces est explicitement rappelée en page 7 du DOO ; une formulation autre des Axes sera cependant recherchée mais ne permettra pas de faire correspondre les pièces puisqu'il n'y a pas de liens directs.

Observations de la commission d'enquête :

La question ne portait pas sur la concordance entre les axes du PADD et du DOO mais sur une meilleure compréhension du SCoT néanmoins la CE prend acte de la proposition de formulation autre des « axes » dans le PADD ou le DOO.

- Question 5 : Transposition des dispositions de la charte du PNR

Conformément à l'article L141-10 du code de l'urbanisme le SCoT transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et les cartes communales ...

L'annexe 3 du DOO (page 51) dans sa rédaction n'entre pas dans la structuration du DOO comme élément à portée normative donc opposable.

La commission d'enquête demande que le DOO transpose les dispositions pertinentes de la charte du PNR dans le DOO et appliquées sur les périmètres des quatre CdC

Réponse du porteur de projet :

Les « dispositions pertinentes » relatives à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers - en lien avec la planification et plus généralement l'aménagement du territoire - de la Charte de Pnr sont mentionnées en annexe et accompagnées du plan. Le DOO renvoyant directement aux annexes 3 et 3' à l'axe 4, la portée contraignante est effective et il n'y a de plus pas de contradictions ; la mention en annexe des grandes orientations, priorités et objectifs sera donc maintenue.

Les dispositions de la Charte du Pnr ne pourront s'appliquer aux communes non adhérentes qui représentent % des 111 communes historiques du Pays ; une dissociation restera nécessaire et pertinente d'où l'annexe 3.

Observations de la commission d'enquête :

La CE demande que la rédaction du DOO soit modifiée dans son axe 4. En lieu et place de « afin de favoriser la prise en compte de la Charte du Pnr ... » transcrire « les dispositions pertinentes des chartes de parcs seront prises en compte.... ».

- Question 6 : Protection d'espaces agricoles, naturels et urbains

L'organisation par rangs de milieux très différents (Page 19 du DOO), non définis et dont l'importance est impossible à hiérarchiser ne facilite pas la compréhension du DOO.

Plutôt que des orientations par rang, il nous semble plus pertinent pour les PLUi à venir ou à modifier de :

- donner un cadrage de méthode pour identifier les milieux et les éléments de la trame verte et bleue à protéger et de donner les orientations d'actions à mettre en œuvre pour une TVB pertinente.
- affirmer les objectifs/principes de protection des zones humides, préservation des haies, des réservoirs...

La commission d'enquête demande que l'axe 4 – A – A1 soit réécrit en tenant compte des observations ci-dessus et par conséquent l'axe 4 – B – B2 soit également réécrit rendant en l'état trop contraignant le classement des zonages.

Réponse du porteur de projet :

Les définitions du SCoT seront complétées pour intégrer quelques notions complémentaires relatives à la Trame Verte et Bleue : continuités majeures (cours d'eau secondaires / complexes humides et bocagers) / corridors secondaires (zones de connexion biologique ou connexes) / Milieux supports (zones humides ordinaires).

L'article L.141-10 du Code de l'urbanisme prévoit que le DOO puisse déterminer les espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger en donnant éventuellement la localisation ou la délimitation ; le choix a été fait de lister les espaces, sites et milieux. Le DOO doit ensuite fixer les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité ou à la remise en bon état des continuités écologiques. Les principes A.1 et B.2 répondent à ces obligations édictées par le Code de l'urbanisme ; seul le rang 1 est potentiellement trop prescriptif et sera donc ajusté.

Observations de la commission d'enquête :

La réponse est satisfaisante mais il convient d'ajuster le « Rang 3 » comme le « Rang 1 » au titre de leurs potentiels trop prescriptifs.

- Question 7 : Les indicateurs de suivi

Les indicateurs proposés répondent certes à la réglementation, mais les données de départ sont rarement connues, et les références prises en compte n'ont pas toujours la même temporalité.

Par exemple, l'indice préservation des ressources prévoit comme source les EPCI et les délégataires. Le dossier ignore quels délégataires et quelle sera la nature et la précision des informations transmises.

La commission d'enquête demande que les indicateurs de suivi soient précisés par une date et valeur d'origine, par une identification des délégataires et que le tableau de présentation soit plus lisible avec des objectifs calés sur chaque axe.

Réponse du porteur de projet :

Il est indiqué en page 52 du DOO que les données du rapport de présentation constitueront le T0 ; ces valeurs seront complétées par celles disponibles à l'approbation du SCoT (partie 1.5 - actualisation des indicateurs et dynamiques) permettant de constituer un socle d'évaluation plus cohérent - puisque phasé dans le temps - de l'ensemble des axes du DOO en vue de suivre la mise en œuvre du schéma.

Observations de la commission d'enquête :

La CE prend acte de la réponse, l'objectif de la commission était d'améliorer

la qualité de l'outil d'évaluation afin de mieux valider les étapes intermédiaires en l'occurrence d'avancer le point d'étape à 2021-2022.

- Question 8 : Trame verte et Bleue

Le SCoT doit prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) qui est mentionné p.27 et suivantes de l'Etat initial de l'environnement. Cependant, la préservation des zones humides, identifiée comme enjeux, n'est pas reprise dans la synthèse de l'état initial de l'environnement p.32 ni dans le DOO.

La commission d'enquête demande que ces éléments soient repris dans les documents afin de définir des objectifs qui seront repris lors de l'élaboration des PLUi.

Réponse du porteur de projet :

La préservation des zones humides est mentionnée à de très nombreuses reprises dans le DOO - en cohérence avec les dispositions des SDAGE et SAGE - et notamment aux axes et principes suivants : 2.A.3 (p.12) / 4.A.1 (p.19) / 4.A.2 (p.20) / 5.B.3 (p.25) / 6.B.1 (p.27). L'Etat Initial de l'Environnement sera complété sur le SRCE.

Observations de la commission d'enquête :

Réponse satisfaisante.

- Question 9 : La biodiversité et les continuités écologies

Compte tenu de la présentation de plans illisibles (page 31 du rapport de présentation –état initial de l'environnement), l'état initial ne permet pas de localiser les continuités écologiques à une échelle adaptée.

De plus l'état initial ne traite pas de tous les éléments listés dans le SRCE (partie D du diagnostic).

Le PADD ne présente pas une réelle stratégie sur les continuités écologiques et formulations prescriptives adaptées.

Ainsi la commission d'enquête demande une clarification sur la biodiversité dans l'état initial de l'environnement, de sa traduction dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et dans les objectifs fixés dans le DOO ?

Réponse du porteur de projet :

L'état initial de l'environnement sera complété sur le SRCE.

La stratégie du PADD sur la biodiversité figure à l'axe 2 p. 13 et 14 par l'intermédiaire des objectifs B.2 / B.3 / C.1 / C.2 qui traitent du maillage bocager, des zones humides, des composantes de la biodiversité et de l'adaptation du degré de protection à la naturalité de ces espaces. Les objectifs C.1 et C.2 illustrent pleinement la stratégie du territoire consistant à préserver de manière cohérente la biodiversité en adaptant les efforts et les attentes réglementaires.

Les formulations issues d'avis de personnes publiques associées et dans le cas présent de l'avis non conclusif de la mission régionale d'autorité environnementale sont très divergentes, sur de nombreuses thématiques, et tout particulièrement en ce qui concerne la trame verte et bleue et plus généralement la biodiversité. L'appauvrissement de l'axe 4 du DOO souhaitée par la commission d'enquête au point 6 est contraire à celui du point 9 sollicitant une plus grande exigence dans les objectifs de protection. Les prescriptions de l'axe 4 relatives à la TVB ont de plus été soulignées par l'Etat dans son avis et sont en cohérence avec les dispositions

réglementaires de l'article L. 142-10 du Code de l'urbanisme.

Observations de la commission d'enquête :

La CE prend acte de la complétion de l'état Initial mais rappelle qu'il n'y a pas de contradiction entre la question 6 et la question 9. La présentation de plan à une échelle adaptée aurait permis une meilleure compréhension du dossier et notamment sur le plan TVB.

- Question 10 : Energie renouvelable

Suite aux entretiens qu'elle a eus sur le terrain et à l'avis de la Préfecture, la commission d'enquête souhaite connaître l'avancée des études et des projets portés par le Pays dans le domaine des énergies renouvelables ?

Quelles sont les perspectives de développement des énergies renouvelables sur le territoire ?

Réponse du porteur de projet :

Le Pays du Perche ornaïs et ses EPCI s'engagent pour la production d'énergies renouvelables. Un diagnostic Climat Energie a été réalisé dans le courant de l'année 2017. En janvier 2018, le territoire a été retenu à l'AMI « Territoires 100 % EnR » de la Région Normandie.

En s'engageant dans une stratégie de transition énergétique telle que « Territoire 100% EnR », les objectifs de réduction des consommations d'énergie du territoire sont de - 40% à l'horizon 2030 puis de - 50% à l'horizon 2040, par rapport aux données de 2010. La production d'énergie renouvelable devra quant à elle couvrir 50% des consommations d'énergie en 2030, soit 444 GWh/an, puis la totalité des consommations d'énergie en 2040, soit 740 GWh/an, pour atteindre l'autonomie énergétique. Elle est actuellement d'environ 140 GWh/an : l'objectif est de multiplier la production d'énergie par 5 d'ici 2040.

Des actions sont engagées :

- Etude de pré-faisabilité d'unité de méthanisation à l'échelle du Pays du Perche ornaïs (étude des gisements et débouchés réalisée début 2018, étude des projets potentiels en fin d'année 2018)
- Etude d'un projet photovoltaïque sur le CET de Colonard-Corubert fin 2018
- Développement de la filière bois énergie (opérations groupées de plantations de haies sur l'ensemble des EPCI d'ici 2021, études d'installations de chaudières bois).

Observations de la commission d'enquête :

La CE prend connaissance de ces éléments positifs qui auraient pu être mentionnés au document 1-5 Rapport de présentation actualisation du Diagnostic fourni en cours d'enquête le 11 mai 2018.

- Question 11 : Economie

Suite aux informations recueillies sur le terrain, la commission d'enquête souhaite connaître les projets et les actions portés par le Pays dans le domaine de la réhabilitation de logements ?

Réponse du porteur de projet :

Le Pays du Perche ornais a mis en place une plateforme Habitat fin 2016 pour accompagner les particuliers et les collectivités dans les projets de rénovation et réfléchir à des dispositifs d'aides financières et techniques.

- 2016-2017 : étude pré-opérationnelle en vue de la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

- 2019-2021 : Mise en place d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat sur les 4 EPCI (animation réalisée par le Pays, objectifs de 365 logements réhabilités avec une priorité sur la rénovation thermique des logements et la résorption de la vacance).

Observations de la commission d'enquête :

La CE prend connaissance de ses éléments positifs qui auraient pu être mentionnés au document 1-5 Rapport de présentation actualisation du Diagnostic fourni en cours d'enquête le 11 mai 2018.

- Question 12 : L'eau potable

La commission d'enquête demande un bilan sur la gestion de l'eau potable. Cette étude comprendra la couverture territoriale en relation avec les quatre communautés de communes, la capacité et la qualité des sites de production d'eau potable et l'état, la nature et la qualité des réseaux.

Réponse du porteur de projet :

Le Pays se rapprochera du SDE 61 pour actualiser les données du rapport de présentation concernant la gestion de l'eau potable ; données qui viendront compléter l'ensemble des pièces transmises à la commission et issues du Schéma Départemental de l'Eau de 2010 (capacité des usines/échanges entre réseaux/sources et forages...).

Observations de la commission d'enquête :

La CE regrette que le document de 2010 n'ait pas été intégré dans le dossier du Scot.

- Question 13 : L'assainissement collectif

La commission d'enquête demande un bilan sur de la gestion de l'assainissement collectif des eaux usées. Cette étude comprendra la couverture territoriale des stations d'épuration des eaux usées en relation avec les quatre communautés de communes, la capacité nominale des stations, l'âge des installations, la conformité des rejets et la qualité des réseaux.

Réponse du porteur de projet :

La commission demande ici une donnée déjà présente dans le rapport de présentation ; seule la couverture territoriale des stations en lien avec les réseaux est absente. Reste que le nombre de STEP et la dispersion des réseaux ne permettront pas une visualisation aisée sur une cartographie et un atlas n'apparaît pas pertinent sur ce point. Il est cependant possible d'actualiser ponctuellement l'information concernant l'assainissement collectif en se rapprochant des services du Département.

Observations de la commission d'enquête :

La CE prend acte de la réponse mais précise que l'intérêt pour le SCoT est de connaître le territoire couvert par les STEP, la qualité et l'efficacité des systèmes épuratoires et la qualité des réseaux de collecte afin de mieux les appréhender. Il est légitime pour la CE de s'interroger sur ce point à la lecture d'un article de presse (OF du 02/04/2018) de l'extension de réseaux de Rémalard en Perche, information non présentée dans le SCoT qui est un outil de programmation.

- Question 14 : L'assainissement non collectif.

La commission d'enquête demande un bilan sur de la gestion de l'assainissement non collectif. Cette étude précisera le nombre SPANC et l'état actuel des contrôles et des conformités.

Réponse du porteur de projet :

Le rapport de présentation sera actualisé sur l'assainissement individuel en sollicitant les SPANC, permettant ainsi de préciser l'état actuel des contrôles.

Observations de la commission d'enquête :

Réponse satisfaisante.

- Question 15 : Schéma des eaux pluviales

La commission d'enquête demande à ce que le vocable « encourager » dans l'axe 5 du DOO pour la mise en place de schéma des eaux pluviales soit modifié en « réaliser » comme le précise la disposition 5 du PAGD du Sage de l'Huisne.

Réponse du porteur de projet :

Cette demande sera évoquée et prise en compte dans la limite des facultés du DOO.

Observations de la commission d'enquête :

Réponse non satisfaisante, la CE souligne l'intérêt de cette réalisation aux vues des inondations récentes dans le secteur.

Question 16 : gestion des déchets

On constate que les ratios de production, de tri ou de valorisation des déchets sont défavorables sur le territoire du SCoT. Quelles sont les améliorations envisagées, et comment sont-elles traduites dans le PADD et le DOO ?

Réponse du porteur de projet :

Le Pays se rapprochera des SMIRTOM pour disposer des éléments concernant les actions qu'ils souhaitent engager pour favoriser le tri et

améliorer la valorisation des déchets.

Pour le SMIRTOM du Perche ornaïs, une action forte est engagée depuis le début de l'année 2018 en vue d'améliorer le tri :

- passage de 2 collectes porte à porte par semaine des ordures ménagères à 1 passage par semaine d'ordures ménagères + 1 nouvelle collecte de tri sélectif dans les communes les plus importantes (Mortagne au Perche, Tourouvre, Longny, Bellême, Rémalard, Bretoncelles...)
- arrêt du porte à porte dans les petites communes avec une collecte en apport volontaire et un travail sur les plateformes de tri.

Observations de la commission d'enquête :

Prend acte de la réponse dont les éléments viendront enrichir le dossier du SCot

5 CLOTURE DU RAPPORT

L'enquête s'étant déroulée de manière satisfaisante et sans aucun incident, ainsi la commission d'enquête a clos le présent rapport accompagné de ses annexes.

- un exemplaire écrit de ce rapport et de ses annexes a été expédié par voie postale à Monsieur Lenoir Président du PETR du Pays du Perche ornaïs.
- un exemplaire de ce rapport et de ses annexes ont été également transmis à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Caen.

Pour mémoire, les conclusions et avis sont consultables dans un document séparé.

Fait et clos à Flers, le 04 juillet 2018

La commission d'enquête

M. Jean Tartivel



Président



M. Serge Lamy



M. Dominique Pacory

ANNEXES

- Annexe 1 -

Délibération du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche (SIDTP) en date du 19/10/2012 qui engage la procédure d'élaboration du SCoT

- Annexe 2 -

Arrêté préfectoral en date du 07/09/2012 portant publication du périmètre du SCoT

- Annexe 3 -

Délibération du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays du Perche Ornaïs en date du 22/12/2017 qui arrête le projet de SCoT 1

- Annexe 4 -

Désignation de la commission d'enquête décisions du Président du Tribunal Administratif de Caen N° E 18000016/14 et E 18000016b/144

- Annexe 5 -

Publicité dans le quotidien « Ouest France »

- Annexe 6 -

Arrêté N° 2018-001 du PETR du pays du Perche Ornaïs en date du 06/04/2018

- Annexe 7 -

Procès-verbal de synthèse partiel

- Piece jointe 1 -

Avis des PPA et de la Mrae

- Piece jointe 2 -

Régistres d'enquête

DÉPARTEMENT DE
L'ORNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DU PERCHE

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 19 octobre 2012 à 18 h

D 2012-13

Le Comité syndical du SIDTP s'est réuni le vendredi 19 octobre 2012, sous la présidence de Monsieur Jean Claude Lenoir, à Rémalard.

Mme Amale El Khaledi, déléguée de la commune de St Fulgent des Ormes, a été nommée secrétaire de séance.

Objet :

SCOT

Objectifs poursuivis et
modalités de concertation

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.122-4 et suivants, L.300-2 et R.122-6 et suivants ;

Vu la délibération du 9 décembre 2011 portant modification des statuts du SIDTP et lui octroyant la compétence liée à l'élaboration, l'approbation, le suivi et la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1111-12-00062 en date du 7 septembre 2012 portant publication du périmètre du schéma de cohérence territoriale du Pays du Perche ornais ;

Considérant qu'il appartient au SIDTP d'engager la procédure d'élaboration du schéma de cohérence territoriale et de délibérer sur les objectifs poursuivis ainsi que sur les modalités de concertation ;

Monsieur le Président présente les objectifs relatifs à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale :

- Doter le territoire du Perche ornais d'un document de planification stratégique pour garantir la cohérence de l'organisation territoriale en établissant un document de référence pour les différentes politiques sectorielles,
- Poursuivre et valoriser les travaux engagés par le Pays, le Parc naturel régional du Perche et les Communautés de Communes afin d'accueillir durablement les populations et les entreprises, tout en préservant les atouts paysagers du Perche et la qualité de vie,
- Elaborer le SCOT en lien étroit avec le Pays du Perche d'Eure et Loir, le Pays du Perche Sarthois et le Pays d'Ouche, en associant les représentants de ces Pays à l'ensemble des travaux.

Après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, le comité syndical décide de :

1° Engager l'élaboration du schéma de cohérence territoriale sur l'ensemble du territoire du Perche ornais suite à la publication du périmètre par le Préfet du Département de l'Orne le 7 Septembre 2012 et conformément aux dispositions des articles L.122-1 et suivants, et R.122-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

2° Ouvrir la concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, conformément aux dispositions des articles L.122-4 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme qui définissent le cadre de la concertation.

3° Organiser la concertation selon les modalités suivantes :

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DEVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE DU PERCHE**

ARRONDISSEMENT
DE
MORTAGNE

Séance du vendredi 19 octobre 2012 à 18 h

- Mise à disposition du public aux sièges des Communautés de Communes, des communes isolées et du Pays aux jours et heures d'ouverture habituels :
 - ▷ D'un registre de concertation, permettant à la population de formuler ses observations par voie écrite, qui sera accompagné d'une note explicative sur la démarche ;
 - ▷ D'une adresse postale et électronique pour permettre à la population de s'exprimer et de déposer ses contributions ;
 - ▷ Des documents validés par le Comité Syndical aux étapes clés de la démarche.
- Réunions publiques d'information et de concertation sur plusieurs secteurs géographiques du territoire du SCOT ;
- Communication dans la presse et parution d'articles dans les bulletins communaux ou intercommunaux ;
- Publication d'une lettre du SCOT ;
- Création d'un espace internet dédié à la démarche du SCOT.

4° Réaliser le bilan de la concertation à l'arrêt du projet de SCOT pour vérifier les modalités définies à l'origine du projet puis évaluer l'impact de la concertation menée tout au long de la procédure.

Conformément aux articles L.121-4, L.122-4 et 7, L.300-2 relatifs aux modalités de concertation, la présente délibération sera notifiée à :


- Monsieur le Préfet de Basse Normandie,
- Monsieur le Préfet de l'Orne,
- Monsieur le Président du Conseil régional,
- Monsieur le Président du Conseil général,
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alençon,
- Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Basse-Normandie,
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Orne,
- Monsieur le Président de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO),
- Monsieur le Président du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF),
- Monsieur le Président du Parc naturel régional du Perche,
- Monsieur le Président du Pays du Perche d'Eure et Loir,
- Monsieur le Président du Pays du Perche Sarthois,
- Monsieur le Président du Pays d'Ouche,
- Mesdames et Messieurs les Présidents des Etablissements Publics intéressés.

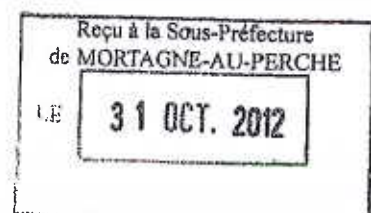
Conformément aux articles R.122-12 et 13 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège du Pays, des Communautés de Communes et dans les mairies des 111 Communes concernées par le périmètre du présent projet de Schéma de Cohérence Territoriale. Il sera fait mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Vice-Président du Pays du Perche ornaïs,


Jean LAMY



Nombre de membres
en exercice : 221
Nombre de membres
présents : 131
Nombre de suffrages
exprimés : 114
VOTES
contre : 0
abstentions : 0
pour : 114
Date de convocation :
le 28 septembre 2012



ANNEXE 2
PRÉFECTURE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service Urbanisme
et Prévention des Risques

Mission Planification

AFRANCER TIMBRE PAYS : Mayenne (France)

N° 02.33.32.71.54

F : 02.33.32.50.25

E : sdet-sur-perche@orne.gouv.fr

ou marcel.gondard@orne.gouv.fr

ALENÇON, le 07 SEP. 2012

LE PRÉFET

Liste des destinataires in fine

Objet : arrêté portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du
Pays du Perche Omois
PJ : 1

Le 27 avril 2012, le Syndicat intercommunal pour le développement du territoire du
Perche, a décidé par délibération de l'élaboration d'un SCoT sur la base du périmètre du
Syndicat du Pays du Perche Omois.

Dès lors, conformément à l'article L.122-3 du code de l'urbanisme, l'avis de la
commission permanente du Conseil Général a été sollicité sur ce projet de périmètre,
avant de le publier par arrêté.

Par courrier en date du 26 juillet 2012, Monsieur le Président du Conseil Général a
fait parvenir la délibération de la commission permanente en date du 6 juillet 2012 qui
« approuve le périmètre proposé pour l'élaboration du SCoT du Pays du Perche
Omois ».

Vous trouverez, ci-joint, l'arrêté portant publication du périmètre du Schéma de
Cohérence Territoriale du Pays du Perche Omois.

LE PRÉFET,

ARRIVÉ LE
17 SEP. 2012
S.I.D.T.P.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Vincent LAOAGUEY

Autineuil	Montgaudry
Bazoches-sur-Hoëne	Mortagne-au-Perche
Beaulieu	Moullecent
Beillavilliers	Moussonniers
Belleville	Moutiers-au-Perche
Belloy-le-Trichard	Neully-sur-Eure
Belloy-sur-Huisne	Nocé
Berchruis	Normand
Bivilliers	Ongny-le-Butin
Bizou	Parfondrevail
Boisé	Pas-Saint-L'Homer (Le)
Boissey-Maugis	Perrière (La)
Brescelles	Perrenchères
Bretoucelles	Pin-la-Garenne (Le)
Buberté	Porte-au-Perche (La)
Buré	Pouvrai
Célon	Preaux-du-Perche
Champceaux-sur-Sarthe	Prépolin
Champs	Randonnai
Chapelle-Montligeon (La)	Rémillard
Chapelle-Souff (La)	Révillon
Chernilli	Rouge (La)
Colonard-Corubert	Saint-Aignan-sur-Erre
Comblo	Saint-Aubin-de-Courteraie
Condé-sur-Huisne	Saint-Aubin-des-Grois
Cordeau	Saint-Cyr-la-Rosière
Corbon	Saint-Denis-sur-Huisne
Coulmer	Saint-Fulgent-des-Ormes
Coulorges-les-Sablons	Saint-Germain-de-la-Coudre
Courcerault	Saint-Germain-de-Martigny
Courgeon	Saint-Germain-des-Grois
Courgeot	Saint-Hilaire-le-Châtel
Dame-Marie	Saint-Hilaire-sur-Erre
Dancé	Saint-Jean-de-la-Forêt
Dorceau	Saint-Jouin-de-Blavou
Eperrais	Saint-Langis-lès-Mortagne
Feings	Saint-Mard-de-Réno
Géiméges	Saint-Martin-du-Vieux-Bellême
Gué-de-la-Chaine	Saint-Maurice-les-Charencey
Hermillière (L)	Saint-Maurice-sur-Huisne
Hôme Chamondot (L)	Saint-Ouen-de-la-Cour
Le	Saint-Ouen-de-Sceyrouve
Lande-sur-Eure (La)	Saint-Pierre-la-Buyère
Lignerolles	Saint-Quentin-de-Blavou
Loisail	Saint-Victor-de-Réno
Longny-au-Perche	Sainte-Céronne-lès-Mortagne
Madeleine-Bouvet (La)	Sérigny
Mage (Le)	Soligny-la-Trappe
Maison-Maugis	Thel-sur-Huisne (Le)
Maie	Tourouvre
Malétable	Vaunoise
Marchainville	Ventrouze (La)
Mauges-sur-Huisne	Verrières
Menus (Les)	Villiers-sous-Mortagne
Mesnière (La)	

Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire

du Perche Ornaïs
CDC du Bassin de Mortagne-au-Perche
CDC du Haut Perche
CDC du Pays Bellémois
CDC du Pays de Longny-au-Perche
CDC du Pays de Pervenchères
CDC du Perche Rémalardais
CDC du Perche Sud
CDC du Val d'Huisne
DREAL de Basse-Normandie
DDT de l'Orne



PRÉFET DE L'ORNE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Bureau des Élections
et des Collectivités Locales

ARRETE PREFECTORAL n° 1111-12-00062

Portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale
du Pays du Perche Ornaïs

LE PREFET DE L'ORNE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU La loi Solidarité et Renouvellement Urbain n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,
modifiée par la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003,

VU La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n° 2010-874 du 27 juillet
2010, Titre IV, article 51-III,

VU Le Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'urbanisme et le code
de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme,

VU Le code de l'urbanisme, notamment :
- les articles L.122-1 et suivants du code de l'urbanisme et en particulier l'article
L.122-3,
- les articles R.122-1 et suivants du code de l'urbanisme et en particulier l'article
R.122-13,

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5212-1 et
suivants,

VU L'arrêté préfectoral du 4 novembre 1999 :

- abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1967 autorisant la constitution d'un syndicat intercommunal prenant le titre de « Syndicat Intercommunal pour le Développement du Tourisme dans le Perche », créant un « Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche omnis » ;

VU L'arrêté préfectoral du 2 août 2002 portant retrait des communes de Sainte-Scolasse-sur-Sarthe et d'Origny-le-Roux, du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche omnis,

VU L'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 portant retrait de la commune de Suré, du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche omnis,

VU L'arrêté préfectoral modificatif n° 17, portant création et dénomination du « Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Omnis » sur 111 communes, et modifiant les statuts, notamment en matière de « élaboration, approbation, suivi, révision du Schéma de Cohérence Territoriale », en date du 31 mai 2012,

VU La délibération du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Omnis en date du 27 avril 2012 décidant à l'unanimité l'établissement d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur le périmètre du syndicat susvisé,

VU La délibération du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Omnis en date du 27 avril 2012 proposant à Monsieur le Préfet de retenir un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale correspondant au territoire du Pays du Perche Omnis et de solliciter l'avis du conseil général sur ce projet de périmètre,

VU La liste des communes membres du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Omnis annexée à l'arrêté préfectoral susvisé du 31 mai 2012,

VU La délibération de la commission permanente du Conseil Général de l'Orne du 6 juillet 2012 « approuvant le périmètre proposé pour l'élaboration du SCoT du Pays du Perche Omnis » ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L 122-3 IV du code de l'urbanisme, « le préfet publie par arrêté le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale après avoir vérifié, en tenant compte des situations locales et éventuellement des autres périmètres arrêtés ou proposés, que le périmètre retenu permet la mise en cohérence des questions d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'environnement,

Considérant dès lors que le périmètre ainsi défini remplit les conditions énoncées à l'article L 122-3 du code de l'urbanisme,

Considérant que le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale ne comprend que des communes du département de l'Orne,

ARRETE

Article 1er: Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale correspond à celui du périmètre du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Omnis, soit les 111 communes suivantes, dont 8 EPCI et 5 communes isolées :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MORTAGNE AU PERCHE

communes membres : Bazoches-sur-Hoëne, Boécé, Buré, Champeaux-sur-Sarthe, La Chapelle-Montligeon, Combot, Corbon, Courgeon, Courgeot, Feings, Loislai, Mauves-sur-Huisne, La Mesnière, Mortagne-au-Perche, Parfondeval, Le Pin-la-Garenne, Réveillon, Saint-Aubin-de-Courteraye, Saint-Denis-sur-Huisne, Saint-Langis-les-Mortagne, Saint-Germain-de-Matigny, Saint-Hilaire-le-Châtel, Saint-Mard-de-Réno, Saint-Ouen-de-Séchervivre, Sainte-Céronne-les-Mortagne, Soligny-la-Trappe, Villiers-sous-Mortagne

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT PERCHE

communes membres : Authenil, Brivillers, Bresollettes, Bubeutré, Champs, Ligneolles, Moussonvilliers, La Poterie-au-Perche, Prépotin, Randonnai, Saint-Maurice-les-Charencey, Tournouvre, La Ventrouze

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS BELLEMOIS

communes membres : Appenai-sous-Bellême, Bellême, La Chapelle-Souef, Chemilly, Dame-Marie, Eperrais, Le Gué-de-la-Chaine, Igé, Origny-le-Buvin, Pourvrai, Saint-Fulgent-des-Ormes, Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, Senigny, Vaurioise

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LONGNY AU PERCHE

communes membres : Bizou, L'Hôte-Chamondot, La Lande-sur-Eure, Longny-au-Perche, Le Mage, Maletable, Marchainville, Les Menuis, Monceaux, Moulicent, Neuilly-sur-Eure, Le Pas-Saint-Homer, Saint-Victor-de-Réno

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PERVENCHERES

communes membres : Bellavilliers, Montgaudry, La Perrière, Pervenchères, Saint-Jouin-de-Biavou, Saint-Quentin-de-Biavou

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PERCHE REMALARDAIS

communes membres : Bellou-sur-Huisne, Boissy-Maugis, Bretoncelles, Condé-sur-Huisne, Coulonges-les-Sablons, Dorceau, La Madeleine-Bouvet, Maison-Maugis, Moutiers-au-Perche, Remalard, Saint-Germain-des-Grois

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PERCHE SUD

communes membres : Berd'Huis, Colondard-Corubert, Courcerault, Darcé, Nocé, Préaux-du-Perche, Saint-Aubin-des-Grois, Saint-Cyr-la-Rosière, Saint-Jean-de-la-Forêt, Saint-Maurice-sur-Huisne, Saint-Pierre-la-Buyère, Verrières

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'HUISNE

communes membres : Bellou-le-Trichard, Céton, Gémages, L'Hermitière, Male, La Rouge, Saint-Agnan-sur-Erre, Saint-Germain-de-la-Coudre, Saint-Hilaire-sur-Erre, Le Thell-sur-Huisne

COMMUNES ISOLEES

Beaulieu, Condeau, Coulmer, Normandel, Saint-Ouen-de-la-Cour

Article 2 : Le présent arrêté sera:

- affiché pendant un mois au siège du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Ornais et dans les mairies des communes concernées en application des articles R.122-12-a) et R.122-13 du code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Orne.
- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Orne en application des articles R.122-12-a) et R.122-13-b) du code de l'urbanisme.

Article 3: Copie certifiée conforme du présent arrêté sera adressée:

- au président du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Ornais, compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale et dans les mairies des communes membres concernées conformément aux articles R.122-12-a) et R.122-13 du code de l'urbanisme
- aux présidents des 8 EPCI intéressés mentionnés à l'article 1 ci-dessus,
- à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de L'Orne,

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie, le Directeur Départemental des Territoires de l'Orne, le Président du Syndicat Intercommunal pour le Développement du Territoire du Perche Ornais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 07 SEP. 2012

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A L'ORIGINAL
L'Adjointe au Chef de Bureau
des élections et des collectivités locales
Marie-Françoise LEROY

Le Préfet de l'Orne,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Vincenz LAGOUEY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornais

D 2017-28

Objet :

Arrêt du projet de SCOT
Bilan de la concertation

Séance du vendredi 22 décembre 2017 à 18 heures

Le comité syndical du PETR du Pays du Perche ornais s'est réuni le vendredi 22 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Jean Claude Lenoir, à Mortagne au Perche. Mère Brigitte de Forton, déléguée de la Communauté de Communes du Pays de Mortagne-au-Perche, a été nommée secrétaire de séance.

Jean Claude Lenoir note l'importance pour le territoire d'avoir un SCOT approuvé suite à l'adoption de la loi portant Engagement National pour l'Environnement (LEN), et à la mise en place progressive du principe d'urbanisation limitée désormais la norme depuis le 1^{er} janvier 2017 au niveau national. Il note également l'importance de la dynamique locale autour de la planification et des synergies existantes entre les PLU finalisés ou en cours et le SCOT.

Il rappelle ensuite les principales étapes réalisées en 2017 ayant permis de finaliser les différentes parties du document (*rapport de présentation et DOO notamment*) :

- 1^{er} trimestre : validation du DOO auprès des délégués SCOT
- 23 juin : débat sur le projet de territoire en comité syndical (P.A.D. / DOO)
- 18 octobre : présentation avant arrêt du projet finalisé aux Personnes Publiques associées
- Novembre : validation juridique du dossier de SCOT avant arrêt
- 19 décembre : 3^{ème} réunion publique.

Le bilan de la concertation organisée au cours de la procédure est ensuite effectué, simultanément à l'arrêt du projet conformément aux articles R.143-7 et L.103-6 du Code de l'urbanisme, permettant de valider les réponses apportées aux modalités définies le 19 octobre 2012 :

- (1) Mise à disposition du public aux sièges des Communautés de Communes, des communes isolées et du Pays aux jours et heures d'ouverture habituels, d'un registre de concertation, d'une note explicative, d'une adresse postale ou électronique ainsi que des documents validés par le comité syndical aux étapes clés de la démarche.

→ Aucune observation n'a été formulée dans les registres papiers (13) ou transmise par mail durant la procédure. Les dossiers mis à disposition du public ont été complétés au fur et à mesure de la démarche (arrêté de périmètre et délibération du 19.10.2012, note de présentation sur le SCOT, lettre du SCOT, supports et comptes rendus dédiés au SCOT suite aux réunions publiques ou aux comités syndicaux dont celui relatif au débat sur le projet de territoire).

- (2) Réunions publiques d'information et de concertation sur plusieurs secteurs géographiques du territoire du SCOT

→ Environ 60 réunions ou ateliers participatifs ont été organisés en 4 ans permettant de convoier les 250 usagers (partenaires / élus / associations) aux groupes de travail thématiques du SCOT : une participation importante (40 présents en moyenne), favorisant les échanges entre participants et une progression satisfaisante du document d'urbanisme.

→ 3 réunions publiques ont été organisées au cours de la procédure (13 février et 6 octobre 2014 sur le diagnostic et les enjeux de territoire - Mortagne au Perche / 19 décembre 2017 pour présenter le projet finalisé - Réamland en Perche) avec une large diffusion de l'information (presse locale / sites internet / affiches dans les Mairies / information transmise aux élus et partenaires ainsi qu'à certains habitants ayant communiqué préalablement leur courriel).

Une forte participation des habitants et acteurs du territoire est à noter puisque 70 à 180 personnes sont venues participer à ces ateliers. Les observations et attentes des participants sur la préservation des paysages et du cadre de vie notamment ont été intégrées dans la construction du projet en complément des réponses apportées pour les élus ou référents locaux lors de ces échanges. Ces réunions ont également été l'occasion de souligner l'importance de la concertation mise en place sur l'ensemble des intercommunalités lors du diagnostic agricole.

Fait et délibéré les jour, mois et années.
Pour copie conforme.

Le Président du PETR du Pays du Perche ornais

Jean Claude LENOIR

Nombres de réunions en conseil : 54
Nombres de réunions publiques : 32
Nombres de réunions de concertation : 20
VOTES
absents : 0
présents : 18
Date de convocation : 14 décembre 2017
Date de convocation : 14 décembre 2017

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornais

Séance du vendredi 22 décembre 2017 à 18 heures

- (3) Communication dans la presse et parution d'articles dans les bulletins communaux et intercommunaux

→ Une publication régulière dans la presse locale (Le Perche / Ouest France) et les bulletins communaux ou intercommunaux a été réalisée au cours de la procédure afin de communiquer sur l'avancement de la démarche et les réunions publiques notamment. Plusieurs dizaines d'articles ont ainsi été mis en ligne ou diffusés sur support papier.

- (4) Publication d'une lettre du SCOT

→ La lettre du SCOT a été diffusée en fin d'année 2014 à plus de 300 destinataires. Elle présente de manière synthétique le diagnostic et les enjeux de territoire.

- (5) Création d'un espace internet dédié à la démarche SCOT

→ Un espace internet dédié au SCOT a été créé au commencement de la procédure et alimenté tout au long de la démarche des différents supports permettant aux habitants et acteurs locaux de suivre aisément l'avancement du projet. Le site est accessible à l'adresse suivante : <http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/> et permet également de solliciter par mail (sdap@scot-perche-ornais.fr) puis sdap@scot-perche-ornais.fr ou par voie postale (Pays du Perche ornais - 8 rue du Tribunal - 61400 Mortagne au Perche) la structure porteuse du SCOT.

Il est précisé que la procédure a été réalisée dans le respect des modalités prévues initialement avec une incidence très positive de la concertation comparativement à l'aspect technique du document. La soixantaine de réunions techniques ou publiques ont permis à la population, aux acteurs du territoire et aux partenaires associés de s'exprimer sur le projet de SCOT tout au long de la procédure, en complément des modalités de concertation définies initialement.

Les différents points sur la finalisation du projet de SCOT et le bilan de la concertation permettent d'évoquer la suite de la démarche avec les consultations pour avis à transmettre, l'enquête publique, l'ajustement éventuel du projet suite aux avis et l'approbation définitive du document au 3^{ème} trimestre 2018.

Il est indiqué que le document tient compte des observations émises, tout au long de la procédure par les élus ou les personnes publiques associées qui ont pu notamment émettre des remarques sur le projet finalisé suite à la transmission des pièces et à la présentation réalisée le 18 octobre 2017. Jean Claude Lenoir souligne l'importance pour le territoire d'avoir un document élaboré en interne facilitant ainsi la cohérence avec les PLU validés au cours des derniers mois ou en cours de réalisation. Une meilleure connaissance du terrain et la participation active des acteurs du territoire ont permis l'aboutissement d'un document d'urbanisme adapté aux attentes du territoire.

Vu les statuts du PETR du Pays du Perche ornais suite à la transformation du SIDTP par arrêté préfectoral en date du 16 juin 2015 et notamment la compétence liée à l'élaboration, la révision et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.131-1 à L.131-3 du Code de l'urbanisme relatifs aux obligations de compatibilité et de prise en compte,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.141-1 et suivants puis R.141-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs au contenu, aux effets et à la procédure du SCOT,

Vu les articles L.132-7, L.132-8 et R.143-5 du Code de l'urbanisme fixant la liste des personnes publiques et structures associées à l'élaboration des documents d'urbanisme,

Vu la délibération n° D2012-13 du Comité syndical du SIDTP concernant les objectifs relatifs à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale et fixant les modalités de concertation.

Vu l'arrêté préfectoral n°111-12-00062 en date du 7 septembre 2012 portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Perche ornais.

Fait et délibéré les jour, mois et années.
Pour copie conforme.

Le Président du PETR du Pays du Perche ornais

Jean Claude LENOIR

Nombres de réunions en conseil : 54
Nombres de réunions publiques : 32
Nombres de réunions de concertation : 20
VOTES
absents : 0
présents : 18
Date de convocation : 14 décembre 2017
Date de convocation : 14 décembre 2017

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Pôle d'Équilibre Territorial et Rural
du Pays du Perche ornaïs

Séance du vendredi 22 décembre 2017 à 18 heures

Considérant, conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme, qu'un débat sur les orientations du PADD s'est tenu le 23 juin 2017 et a permis d'évoquer plus globalement le projet de territoire en y incluant les dispositions du DOQ,

Considérant, en application de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, qu'il appartient au PETR du Pays du Perche ornaïs d'arrêter le projet de SCOT et de le soumettre pour avis aux différentes instances et structures,

Considérant que le projet de SCOT devra, à la suite des consultations effectuées, être soumis à enquête publique en application notamment de l'article L.143-22 du Code de l'urbanisme,

Considérant que le projet de SCOT, composé du rapport de présentation, du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et du Document d'Orientation et d'Objectifs est désormais finalisé,

Après avoir entendu l'exposé du Président, les délégués du Comité syndical décident :

- d'arrêter le projet de SCOT tel qu'il est annexé à la présente délibération et mis à disposition des délégués et de la population sur le site internet et dans les locaux du Pays du Perche ornaïs,
- de valider le bilan et la concertation effectuée dans le respect des modalités définies en 2012,
- d'autoriser le Président à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération
- de tenir à la disposition du public le projet de SCOT du Pays du Perche ornaïs arrêté.

Conformément à l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, le SCOT sera soumis pour avis :

- Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme
- * Etat, Région, autorités organisatrices des transports, EPCI compétents en matière de PLH, Parc naturel régional
- * Chambre de commerce et d'industrie, chambre de métiers, chambre d'agriculture
- * Etablissements publics chargés de l'élaboration des SCOT limitrophes
- Aux communes et groupements de communes membres de l'établissement public
- Aux EPCI directement intéressés et, à leur demande, aux communes limitrophes
- A la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
- Aux organismes d'Habitat à Loyer Modéré ou à leur représentant

Conformément à l'article L.132-11 du Code de l'urbanisme, les Personnes Publiques Associées pourront émettre un avis sur le projet de schéma arrêté qui sera joint au dossier d'enquête publique.

Le projet arrêté sera également soumis pour avis à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, au Centre National de la Propriété Forestière ainsi qu'à l'autorité environnementale (R.143-5, R.104-21 et 25 du Code de l'urbanisme).

Conformément à l'article R.143-4 du Code de l'urbanisme, les personnes et les commissions consultées émettront leurs avis dans les limites de leurs compétences propres au plus tard 3 mois à compter de la transmission du projet de schéma.

Conformément à l'article L.143-22 du Code de l'urbanisme, le projet de SCOT sera suite aux consultations soumis à enquête publique.

Conformément aux objectifs et modalités de concertation du SCOT ainsi qu'aux demandes d'association émises en 2012 lors de la diffusion de la délibération, le projet sera également transmis pour avis et le cas échéant pour simple information (contributeurs hors cadre réglementaire) :

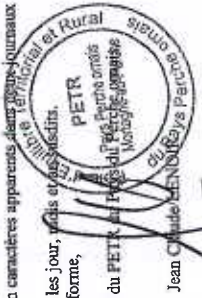
- A l'ensemble des structures et organismes ayant répondu favorablement à la demande d'association
- Aux Pays ou PETR limitrophes qui ne seraient pas encore entrés dans une démarche SCOT.

Conformément à l'article R.143-7 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège du PETR, des Communautés de Communes et dans l'ensemble des Mairies du territoire du Pays Perche ornaïs. Il sera également fait mention de cet affichage en caractères apparents dans tous les journaux diffusés dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et années.

Pour copie conforme,

Le Président du PETR du Pays du Perche ornaïs



Jean Claude RENOUARD

Accusé de réception

061-200052538-20171222-D2017_28-28

Reçu le : 05/01/2018

Page 3/3

Nombre de membres de l'assemblée :	54
Nombre de membres présents :	32
Nombre de membres absents :	22
VOTES	
voix : 0	
abstentions : 0	
pour : 29	
Contre : 0	
Date de convocation :	Le 11 décembre 2017

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

22/03/2018

N° E1800016b /14

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Vu enregistrée le 01/02/2018, la lettre par laquelle Monsieur le Président du Pays du Perche Ornaïs sollicite la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : *le projet de schéma de cohérence territoriale du Pays du Perche Ornaïs* ;

Vu la décision du Président du Tribunal en date du 20/02/2018, désignant Monsieur Jean TARTIVEL en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique susvisée ;

Vu le courrier du Président du Pays du Perche Ornaïs en date du 20/03/2018, indiquant vouloir la désignation d'une commission d'enquête ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R. 123-5 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2018 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision en date du 20/02/2018 désignant Monsieur Jean TARTIVEL en qualité de commissaire enquêteur est annulée.

ARTICLE 2 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président :

Monsieur Jean TARTIVEL

Membres titulaires :

Monsieur Serge LAMY
Monsieur Dominique PACORY

Membre suppléant :

Madame Marie-Rose ZEYMES

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président du Pays du Perche Ornaïs et aux membres de la commission d'enquête.

Fait à Caen, le 22/03/2018

Le Président,

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
A L'ORIGINAL,

signé Robert LE GOFF

Patricia LEGENTIL KARAMIAN



SCOT du Pays du Perche Ornaïs

AVIS
D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet et finalité de l'enquête : suite à l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche Ornaïs le 22 décembre 2017, ce dernier doit désormais être soumis à enquête publique en vue d'une approbation par le comité syndical du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays du Perche Ornaïs au second semestre 2018.

Le SCOT permet de définir à horizon 20 ans, les principales orientations relatives à l'organisation du territoire et le cadre des principales politiques publiques sectorielles en lien avec l'aménagement du territoire : gestion économe des espaces, protection des milieux, habitat, transports, équipement commercial et artisanal, qualité architecturale et paysagère, équipements et services notamment.

Le SCOT concerne le périmètre des communautés de communes des Collines du Perche Normand, des Hauts du Perche, Coeur du Perche et du Pays de Mortagne-au-Perche.

Commission d'enquête :
M. Jean Tartivel, président de la commission.

M. Serge Lamy/M. Dominique Pacory, membres de la commission.

Mme Marie-Rose Zeymes, suppléante de la commission.

Calendrier de l'enquête publique : l'enquête publique du SCOT se déroulera du 27 avril 2018 à 9 h 00 au 28 mai 2018 à 17 h 00 (durée de 33 jours). Les administrés pourront rencontrer les membres de la commission d'enquête au cours des 13 permanences.

Consultation du dossier (papier et informatique) et transmission des observations :

- au siège de l'enquête situé dans les locaux du Pays du Perche Ornaïs (8, rue du Tribunal à Mortagne-au-Perche, observations et propositions également transmissibles par voie postale),

- aux adresses et horaires habituels d'ouverture des bureaux du Pays du Perche Ornaïs et des 8 lieux de permanence (registres et dossiers papiers/ordinateurs pour consultation de la version numérique),

- sur le site internet du Pays du Perche Ornaïs :

<http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/>

- par l'intermédiaire d'une boîte mail : scotpercheornais.enqueteublique@orange.fr

Lieux et horaires des permanences :
Hôtel de ville de Mortagne-au-Perche, 22, place du Général-de-Gaule, 61400 Mortagne-au-Perche :

- vendredi 27 avril 2018, 9 h 00 à 12 h 00,

- samedi 12 mai 2018, 9 h 00 à 12 h 00,

- lundi 28 mai 2018, 14 h 00 à 17 h 00.

Communauté de communes des Hauts du Perche, 2, rue du Vieux-Moulin, Longny, 61280 Longny-les-Villages :

- mercredi 2 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00,

- jeudi 24 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Communauté de communes Coeur du Perche, ZA Saint-Marc Ouest, Rémalard, 61110 Rémalard-en-Perche :

- vendredi 4 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00,

- vendredi 18 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00.

Communauté de communes Collines du Perche Normand, 3, rue de la Cidre, Le Theil, 61290 Val-au-Perche :

- mercredi 9 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00,

- mercredi 16 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Pervenchères, 2, rue du Perche, 61360 Pervenchères :

- mercredi 16 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Tourouvre-au-Perche, place Louis-Debray, Tourouvre, 61190 Tourouvre-au-Perche :

- vendredi 18 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00.

Mairie de Perche-en-Nocé, 11, rue de Courboyer, Nocé, 61340 Perche-en-Nocé :

- mardi 15 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Bellême, 1, place de la République, 61130 Bellême :

- lundi 14 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport de la commission sera consultable pendant 1 an au siège du Pays du Perche Ornaïs et sur l'espace internet dédié au SCOT ; les avis émis par les personnes publiques et structures associées seront mis à la disposition du public dans les

permanences et sur le site internet.

SCOT du Pays du Perche Ornaïs

AVIS
D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet et finalité de l'enquête : suite à l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche Ornaïs le 22 décembre 2017, ce dernier doit désormais être soumis à enquête publique en vue d'une approbation par le Comité Syndical du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays du Perche Ornaïs au second semestre 2018.

Le SCOT permet de définir à horizon 20 ans, les principales orientations relatives à l'organisation du territoire et le cadre des principales politiques publiques sectorielles en lien avec l'aménagement du territoire : gestion économe des espaces, protection des milieux, habitat, transports, équipement commercial et artisanal, qualité architecturale et paysagère, équipements et services notamment.

Le SCOT concerne le périmètre des communautés de communes des Collines du Perche Normand, des Hauts du Perche, Coeur du Perche et du Pays de Mortagne-au-Perche.

Commission d'enquête :
M. Jean Tartivel, président de la commission.

M. Serge Lamy, M. Dominique Pacory, membres de la commission.

Mme Marie-Rose Zeymes, suppléante de la commission.

Calendrier de l'enquête publique : l'enquête publique du SCOT se déroulera du 27 avril 2018 à 9 h 00 au 28 mai 2018 à 17 h 00 (durée de 33 jours). Les administrés pourront rencontrer les membres de la commission d'enquête au cours des 13 permanences.

Consultation du dossier (papier et informatique) et transmission des observa-

avis

tions :

- au siège de l'enquête situé dans les locaux du Pays du Perche Ornaïs (8, rue du Tribunal à Mortagne-au-Perche, observations et propositions également transmissibles par voie postale),

- aux adresses et horaires habituels d'ouverture des bureaux du Pays du Perche Ornaïs et des 8 lieux de permanence (registres et dossiers papiers, ordinateurs pour consultation de la version numérique),

- sur le site internet du Pays du Perche Ornaïs :

<http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/>

- par l'intermédiaire d'une boîte mail : scotpercheornais.enqueteublique@orange.fr

Lieux et horaires des permanences :
Hôtel de ville de Mortagne-au-Perche, 22, place du Général-de-Gaule, 61400 Mortagne-au-Perche :

- vendredi 27 avril 2018, 9 h 00 à 12 h 00,

- samedi 12 mai 2018, 9 h 00 à 12 h 00,

- lundi 28 mai 2018, 14 h à 17 h 00.

Communauté de communes des Hauts du Perche, 2, rue du Vieux-Moulin, Longny, 61280 Longny-les-Villages :

- mercredi 2 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00,

- jeudi 24 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Communauté de communes Coeur du Perche, ZA Saint-Marc Ouest, Rémalard, 61110 Rémalard-en-Perche :

- vendredi 4 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00,

- vendredi 18 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00.

Communauté de communes Collines du Perche Normand, 3, rue de la Cidre, Le Theil, 61290 Val-au-Perche :

- mercredi 9 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00,

- mercredi 16 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Pervenchères, 2, rue du Perche, 61360 Pervenchères :

- mercredi 16 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Tourouvre-au-Perche, place Louis-Debray, Tourouvre, 61190 Tourouvre-au-Perche :

- vendredi 18 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00.

Mairie de Perche-en-Nocé, 11, rue de Courboyer, Nocé, 61340 Perche-en-Nocé :

- mardi 15 mai 2018, 15 h 00 à 17 h 00.

Mairie de Bellême, 1, place de la République, 61130 Bellême :

- lundi 14 mai 2018, 10 h 00 à 12 h 00.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport de la commission sera consultable pendant 1 an au siège du Pays du Perche Ornaïs et sur l'espace internet dédié au SCOT ; les avis émis par les personnes publiques et structures associées seront mis à la disposition du public dans les permanences et sur le site internet.

Arrêté n°2018-001 PETR du Pays du Perche ornaïs

Article 1 - Objet et finalité de l'enquête publique du SCOT

Suite à l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays du Perche ornaïs le 22 décembre 2017, ce dernier doit désormais être soumis à enquête publique en vue d'une approbation par le comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays du Perche ornaïs au second semestre 2018.

Le SCOT permet de définir à horizon 20 ans, les principales orientations relatives à l'organisation du territoire et le cadre des principales politiques publiques sectorielles en lien avec l'aménagement du territoire : gestion économe des espaces, protection des milieux, habitat, transports, équipement commercial et artisanal, qualité architecturale et paysagère, équipements et les services notamment.

Le SCOT concerne le périmètre des Communautés de communes du Pays de Mortagne au Perche, des Hauts du Perche, Cœur du Perche et des Collines du Perche normand.

Le PETR du Pays du Perche ornaïs est la structure porteuse du SCOT et constitue ainsi l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées. Elles sont à adresser au siège du Pays à l'attention de :

Monsieur Jean Claude LENOIR
Président du PETR du Pays du Perche ornaïs
8 rue du tribunal
61400 Mortagne au Perche

Article 2 - Commission d'enquête

M. Jean TARTIVEL – Président de la commission
M. Serge LAMY / M. Dominique PACORY – Membres de la commission
Mme Marie Rose ZEYMES – Suppléante de la commission

Article 3 – Siège de l'enquête et dossiers à disposition du public

PETR du Pays du Perche ornaïs
Ancien palais de justice - 8 rue du tribunal
61400 Mortagne au Perche

Adresse à utiliser pour toute correspondance postale avec la commission d'enquête à laquelle s'ajoute l'adresse électronique suivante : scotpercheornais.enquetepublique@orange.fr

Le dossier de SCOT arrêté puis soumis à enquête publique est consultable sur le site internet du Pays (<http://www.vivre-dans-le-perche.fr/scot-perche-ornais/>) ainsi que dans les locaux du PETR du Pays du Perche ornaïs et des 8 lieux de permanence du territoire (aux adresses et horaires habituels d'ouverture).

Les versions papiers et informatiques seront accompagnées d'un registre de concertation en vue de recueillir les observations et propositions du public sur le dossier ; les administrés pourront rencontrer les membres de la commission d'enquête au cours des 13 permanences.

Article 4 - Calendrier de l'enquête publique


L'enquête publique du SCOT se déroulera du 27/04/2018 à 9h au 28/05/2018 à 17h (soit 33 jours).

Article 5 - Lieux et horaires des permanences

Hôtel de ville de Mortagne au Perche 22 place du général de Gaulle 61400 Mortagne au Perche	Vendredi 27 avril 2018 9h à 12h	Samedi 12 mai 2018 9h à 12h	Lundi 28 mai 2018 14h à 17h
CDC des Hauts du Perche 2 rue du Vieux Moulin / Longny 61290 Longny les Villages	Mercredi 2 mai 2018 10h à 12h		Jeudi 24 mai 2018 15h à 17h
CDC Cœur du Perche ZA Saint-Marc Ouest / Rémalard 61110 Rémalard en Perche	Vendredi 4 mai 2018 15h à 17h		Vendredi 18 mai 2018 10h à 12h
CDC Collines du Perche normand 3 rue de la Cidrerie / Le Theil 61290 Val au Perche	Mercredi 9 mai 2018 10h à 12h		Mercredi 16 mai 2018 15h à 17h
Mairie de Pervenchères 2 rue du Perche 61360 Pervenchères	Mercredi 16 mai 2018 15h à 17h		
Mairie de Tourouvre au Perche Place Louis Debray / Tourouvre 61190 Tourouvre au Perche	Vendredi 18 mai 2018 10h à 12h		
Mairie de Perche en Nocé 11 rue de Courboyer / Nocé 61340 Perche en Nocé	Mardi 15 mai 2018 15h à 17h		
Mairie de Bellême 1 place de la République 61130 Bellême	Lundi 14 mai 2018 10h à 12h		

A l'issue de l'enquête publique, le rapport de la commission sera consultable pendant 1 an au siège du PETR du Pays du Perche ornaïs et sur l'espace internet dédié au SCOT ; les avis émis par les personnes publiques et structures associées seront mis à la disposition du public dans les permanences et sur le site internet.

Fait à Mortagne au Perche, le 6 avril 2018

Le Président
 Jean Claude LENOIR


SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
DU PAYS DU PERCHE ORNAIS

Annexe 7

Tableau récapitulatif :

- ***Du procès-verbal de synthèse partiel,***
- ***Du mémoire en réponse***
- ***Des observations de la commission d'enquête***

MEMOIRE EN REPONSES ET OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

1.1 Procès-verbal partiel

Les observations sont la reprise des avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe), des collectivités, des Personnes Publiques Associées (PPA) et des chambres consulaires ayant répondu au Pays du Perche ornaïs.

Seuls les avis avec observations ou réserves, classés par thèmes, ont été repris pour obtenir un positionnement du Pays du Perche ornaïs. Les avis favorables sans observation ne sont pas mentionnés dans le tableau ci-dessous,

Les observations de la commission d'enquête vis-à-vis du positionnement du Pays du Perche ornaïs sont de trois ordres :

- celles faisant l'objet d'une question dans le procès-verbal de synthèse final (25% des réponses)
- celles faisant l'objet d'une réponse satisfaisante (66% des réponses)
- celle faisant l'objet d'une réponse particulière (9% des réponses)

N°	Thèmes	Nom de l'Entité	Observations	Positionnement du Pays du Perche Ornaïs	Observations de la Commission d'Enquête
1	Architecture Paysage	Sage de l'Huisne	Concernant la règle D.4 de l'axe 9 du DOO (p.38, Préserver un aspect rural et paysager des zones), la CLE propose de modifier la phrase « conserver une surface perméable de l'ordre de 30% sur des entités foncières > à 1 000 m2 » par « conserver une surface perméable d'au minimum 30 %, ou plus. sur des entités foncières > à 1 000 m2.	La structure porteuse du SCOT est favorable à ce type de proposition et d'ajustement : « Conserver à minima une surface perméable de l'ordre de 30 % sur des entités foncières > 1000 m² »	Réponse satisfaisante
2	Architecture Paysage	Préfecture	Le rapport de présentation propose « une réduction théorique maximale de 30 % » des surfaces consacrées au développement résidentiel. Il serait vertueux d'aller au-delà de ce chiffre et de ne pas le considérer comme un maxima,	L'objectif minimal inscrit au PADD est de 20 % mais la modération projetée est de 45 % (en considérant l'utilisation de l'ensemble des surfaces projetées et en dissociant les surfaces d'ores et déjà artificialisées / cf. pièce 1.3 – p.24). Le SCOT se positionne dans le prolongement des objectifs de la loi LMAP (Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche) de 2010 qui ambitionnait une réduction de la consommation foncière de l'ordre de 50 %	Réponse satisfaisante

			<p>L'objectif affiché du SCOT est de concilier les enjeux patrimoniaux et énergétiques. Le DOO (p.26) n'encourage pas l'isolation par l'extérieur du bâti patrimonial mais fixe un objectif de résultat pour ce type de projet tout en ne limitant pas les matériaux utilisés puisque ces derniers peuvent évoluer et se diversifier dans le temps. L'observation p.6/7 de l'avis de l'Etat évoque la complexité de fixer des attentes particulières (matériaux / volumes <i>notamment</i>) en vue de préserver l'identité du bâti traditionnel ce qui, pour le territoire, constitue un minimum acceptable pour la préservation du patrimoine.</p>	Réponse satisfaisante
3	Architecture Paysage	Préfecture	<p>L'absence de hiérarchisation dans les préconisations du DOO croisée avec des ambitions de développement importantes se traduit par des orientations potentiellement contradictoires entre elles ou même au sein d'une même orientation. Par exemple, dans l'axe 6 du DOO, on remarque qu'il est envisagé d'isoler par l'extérieur le bâti patrimonial répertorié en préservant son aspect extérieur et sans restreindre les matériaux utilisés : il semble délicat de concilier ces deux approches..... Les méthodes et conséquences de l'identification d'éléments de patrimoine naturel ou bâti devraient, à la fois dans la méthode d'analyse et dans les incidences normatives, être davantage encadrées par ce document global.</p>	Réponse satisfaisante
4	Architecture Paysage	Région Normandie	<p>Sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), Dans la partie A.4 « valoriser la richesse paysagère et le cadre de vie », l'action menée par le PNR du Perche nous paraît indissociable des ambitions affichées par le Pays du Perche ornaïs ici : « valoriser et communiquer sur cette richesse » et « maintenir et ne pas dégrader ce paysage ». Il nous paraît donc utile de le préciser dans le document.</p>	Réponse satisfaisante

5	Architecture Paysage	Région Normandie	<p>Sur le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) À propos de l'Axe 6, « Orientations relatives à la qualité urbaine, architecturale et paysagère, dans le chapitre A «Affirmer l'identité patrimoniale du Perche ornaïs», dans la partie A.1 « Préserver la richesse du patrimoine bâti existant », la Région souligne le caractère flou des notions de patrimoine ordinaire et de patrimoine identitaire qui peuvent porter à confusion. Il conviendrait de supprimer le qualificatif de « patrimoine ordinaire ». Les sites doivent en effet être étudiés dans leur globalité. Il est recommandé de mentionner les opérations d'inventaire du patrimoine bâti déjà menées par le service de l'inventaire de la Région en partenariat ou non avec le PNR du Perche et ceux en cours sur le canton de Mortagne-au-Perche</p>	<p>Le DOO précise, p.26, la nécessité d'inventorier le patrimoine bâti remarquable ou identitaire (<i>manoirs / châteaux / fermes / granges / moulins...</i>) et le petit patrimoine plus ordinaire (<i>puits / lavoirs / fours à chanvre...</i>) dans le cadre d'inventaires locaux en vue d'identifier / hiérarchiser puis d'adapter les prescriptions. Les compléments apportés dans le document permettent de simplifier la lecture d'une règle simple qui n'empêche pas d'étudier les sites dans leur globalité, au contraire. Les inventaires réalisés par la Région, en partenariat ou non avec le Pnr, sont mentionnés p.27 du DOO et concernent 11 des 111 communes historiques.</p>	Réponse satisfaisante
6	Architecture Paysage	Région Normandie	<p>Sur le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) La Région attire votre attention sur le fait que les travaux d'isolation par l'extérieur posent question dans la préservation de l'aspect général du bâti répertorié et qu'ils peuvent remettre en cause la qualité/spécificité architecturale d'un bâtiment. Ce type d'opération doit donc être particulièrement encadrée et contrôlée. Une reformulation serait donc souhaitable dans la partie « Sans pour autant restreindre les matériaux utilisés » pour souligner la nécessité de faire preuve d'une grande précaution.</p> <p>Dans l'accompagnement de la mise en place d'outils, il serait appréciable que d'autres labels soient mentionnés tels que VPAH, Petites Cités de Caractères ou encore Village Patrimoine.</p> <p>Comme évoqué précédemment, dans l'orientation « Structurer</p>	<p>L'objectif affiché du SCOT est de concilier les enjeux patrimoniaux et énergétiques. Le DOO (p.26) n'encourage pas l'isolation par l'extérieur du bâti patrimonial mais fixe un objectif de résultat pour ce type de projet tout en ne limitant pas les matériaux utilisés puisque ces derniers peuvent évoluer et se diversifier dans le temps. Les outils mentionnés dans le DOO, p.26, sont des outils réglementaires et non des labels qui nécessitent, pour</p>	<p>La réponse apportée n'est pas satisfaisante car seul l'aspect patrimonial est traité alors que l'aspect énergétique ne l'est pas.</p>

		<p>localement une filière autour de l'artisanat du bâtiment », il serait utile d'évoquer l'action effectuée, notamment au niveau du PNR, sur cette question.</p>	<p>répondre aux enjeux liés à la protection du patrimoine, la mise en place d'outils tels que les SPR ou PDA. Les guides et actions du Pnr sont mentionnés p.27 du DOO.</p>	
<p>7</p> <p>Architecture Paysage</p>	<p>Région Normandie</p>	<p>Sur le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) Enfin, dans la partie B. 2 « Préservation de la qualité des paysages », la Région préconise que la préservation de la morphologie, de l'aspect et des abords soit élargie à tout bâti présentant un intérêt historique et architectural et non pas seulement aux manoirs et châteaux. La Région recommande également de préférer la formulation « préserver l'aspect extérieur du bâti ancien et veiller à l'insertion des constructions neuves » à celle « d'adapter des règles relatives à l'aspect extérieur et à l'insertion des constructions, neuves ou anciennes ». Il conviendrait également de modifier le propos « le bâti isolé ou traditionnel » car il existe du bâti isolé traditionnel. Concernant les Données PNR, sur 11 des 111 communes historiques du Pays du Perche ornaïs mentionnées, la Région préconise qu'il soit précisé qu'il s'agit ici du canton de Mortagne-au-Perche, en cours d'étude. Enfin, il est recommandé d'inscrire « identification dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme et des demandes de labellisation » plutôt que de faire référence aux inventaires locaux à réaliser.</p>	<p>L'objectif affiché est de maintenir la qualité des espaces situés autour des centres historiques ou du bâti isolé remarquable afin d'éviter une banalisation du patrimoine et des paysages. La préservation du bâti ancien et la qualité des insertions nouvelles constituent d'ores et déjà des objectifs fixés à l'Axe 6 / principe B.2 du DOO. Il est envisageable de nuancer la formulation concernant « le bâti isolé <u>et/ou</u> traditionnel » et les inventaires en y ajoutant une mention concernant les PLU(i) et les demandes de labellisation.</p>	<p>Réponse satisfaisante</p>

8	Architecture Paysage	MRAE	<p>Les Paysages</p> <p>L'autorité environnementale recommande d'assurer une meilleure préservation des paysages qui font l'identité du Perche ornais par l'incorporation dans le document d'orientation et d'objectifs de mesures prescriptives liées à la préservation du bocage, des grands paysages et des cônes de vue remarquables.</p>	<p>Le DOO comporte, notamment en p.27, des éléments concernant la préservation de la trame paysagère (<i>bosquets / vergers / espaces bocagers ou boisés... cônes de vue / lignes de crêtes</i>), la perception des paysages depuis les axes routiers ou la mise en œuvre d'aménagements et projets respectueux des sites et perspectives ; les EPCI devront définir les choix contribuant à l'atteinte de ces objectifs.</p>	Réponse satisfaisante
9	Assainissement	Sage de l'Huisne	<p>Concernant l'objectif D.1 du PADD (Assurer une gestion globale de la ressource en eau), la CLE propose que soit identifiés les organismes et instances compétentes dans les thématiques listées et que soit distingué ce qui a trait au petit cycle de l'eau et au grand cycle de l'eau. Cela permettra de clarifier les attendus de cet objectif. Il peut être fait référence à l'objectif spécifique du SAGE : « Assurer la mise en œuvre et le suivi du SAGE » qui aborde la question de la gouvernance à mettre en place suite à la réforme territoriale.</p> <p>Pour ce qui est de la question de la gestion des eaux pluviales, listée dans cet objectif, il peut être fait référence à la disposition n°5 du PAGD du SAGE : « Réaliser des schémas directeurs d'assainissement des eaux pluviales ».</p>	<p>L'intégration d'un « annuaire des référents » par thématique dans le SCOT n'est pas souhaitable puisqu'il existe une forte évolution ces dernières années des structures et de la répartition des compétences ce qui pourrait in fine complexifier la lecture. Les dispositions de l'objectif D.1 de l'Axe 2 du PADD concernent exclusivement le petit cycle de l'eau et les usages domestiques. La mise en œuvre de schémas de gestion des eaux pluviales va devenir progressivement une obligation pour l'ensemble des zones urbaines tout en sachant que les dispositions des documents cadres sont évolutives. La mise en place de ce type de schéma est également mentionnée à l'Axe 5</p>	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final

			du DOO (p.24).	
		Concernant l'objectif D.2 du PADD (Améliorer la prise en compte et le traitement des eaux usées), la CLE attire l'attention sur le fait que la mutualisation des systèmes épuratoires peut être intéressante à la condition qu'il n'existe pas un réseau de transfert trop important qui générerait des risques de fuites ou de collectes importants. La mise en place de micro-stations doit également rester exceptionnelle. En effet, ces systèmes nécessitent souvent plus d'énergie et de technicité que des systèmes rustiques, pour des rendements épuratoires moyens pouvant être moins performants. Enfin, plutôt que de demander de raccorder prioritairement les nouvelles constructions aux réseaux collectifs, la CLE rappelle l'intérêt, pour les collectivités, d'intégrer leurs zonages d'assainissement mis à jour à leur document d'urbanisme.	Les attentes du DOO sont plus simples (p.24) avec des formulations concernant le respect des exigences réglementaires pour l'ensemble des dispositifs et une mention sur l'assainissement individuel et les techniques rustiques réservés aux secteurs éloignés ou difficilement raccordables. La mention relative au raccordement prioritaire au réseau collectif permet de faire le lien avec le renforcement de l'accueil et de la construction sur les pôles locaux (3/4 du potentiel en logements) puisqu'ils bénéficient de la présence de ces réseaux.	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final
10	Assainissement	Sage de l'Huisne		

<p>12</p> <p>Espace Agricoles Naturels et Forestiers</p>	<p>Sage de l'Huisne</p>	<p>Concernant la règle A.I de l'axe 4 du DOO (p.19, Contribuer à la préservation des espaces, sites naturels agricoles, forestiers ou urbains les plus significatifs), la CLE comprend bien le souhait du SCoT de voir appliquer un règlement protecteur à ces espaces significatifs, mais elle ne pense pas pertinent de hiérarchiser les espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers selon des rangs dont les intitulés ne correspondent pas aux espaces figurant dans la carte introductive de cet axe. Ces rangs font de plus, référence à des milieux ou sites difficilement identifiables et dont l'application d'un même règlement pourrait finalement avoir des impacts négatifs pour certains milieux. Qu'entend-on par cours d'eau classés, par cours d'eau secondaires et autres milieux aquatiques, par zones humides ordinaires ? L'intérêt d'un espace naturel ne tient pas seulement de ses composantes mais aussi de sa fonctionnalité et de son intérêt au regard de son environnement proche. Afin de faciliter la prise en compte de cette problématique, le SCoT doit être en mesure de laisser le soin aux PLU(i) de préciser, si besoin en est, une hiérarchisation adaptée au contexte local. Cela amène à revoir également la hiérarchisation, par rang proposée par la règle B.2 du DOO (p. 21, Adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles de ces espaces naturels pour la biodiversité) qui s'avère trop précise et qui laisse peu de marge de manœuvre au PLU(i). Cette règle pourrait aussi préciser qu'un règlement écrit devra accompagner le règlement graphique pour traduire les objectifs de préservation de la biodiversité</p>	<p>Conformément à l'article L.143-10 du Code de l'urbanisme, le SCoT détermine les espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger <i>(dont il peut définir la localisation ou la délimitation)</i> puis détermine les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité.</p> <p>Le fait de hiérarchiser les espaces et sites permet d'adapter le degré de protection à la naturalité de ces entités permettant une plus grande cohérence en évitant de figer, sans cohérence, des évolutions admissibles.</p> <p>La cartographie est indicative puisque, conformément à l'article R.141-6 du Code de l'urbanisme, lorsque les documents graphiques délimitent des espaces ou sites à protéger, cette identification doit permettre d'identifier les terrains concernés ce qui nécessairement engendrerait des problèmes notamment sur la disponibilité et l'actualisation du cadastre, l'évolution et la mise à jour des sites protégés...ou l'incorporation systématique d'atlas volumineux pour la prise en</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>
--	-----------------------------	--	---	--

			<p>compte d'espaces connus et définis précisément par le Code de l'environnement (art. L.371-1). Les intitulés des espaces à protéger du DOO</p> <p>correspondent à ceux de la cartographie indicative laissant une certaine souplesse pour la réintégration locale. A noter que l'intérêt des prescriptions et recommandations relatives à la TVB est souligné en p.5 de l'avis de l'Etat.</p> <p>Les modalités de protection restent suffisamment souples et adaptées au contexte local tout en sachant que le SCOT ne précise pas le contenu et les dispositions des différentes zones ce qui laisse une marge aux EPCI dans le cadre de l'élaboration des PLU(i) - respect du principe de subsidiarité.</p> <p>Les cours d'eau classés sont ceux identifiés par le Code de l'environnement (TVB - L.371-1 / <i>réervoir biologique et continuité</i> - L.214-17) ; les cours d'eau secondaires sont ceux non visés par cet article ce qui permet d'intégrer l'ensemble du réseau hydrographique et les principales continuités aquatiques ou terrestres par l'intermédiaire des espaces</p>	
--	--	--	---	--

				<p>Le terme zone humide ordinaire (<i>rang 3</i>) complète celui de ZHIEP (<i>rang 1</i>) et celui de complexe humide (<i>rang 2</i>). A noter qu'il n'existe pour le moment pas de hiérarchisation ou de caractérisation des zones humides sur le territoire malgré l'actualisation récente de la connaissance locale.</p> <p>Une mention au règlement graphique ne peut être isolée et non concernée par des dispositions spécifiques au règlement écrit ; l'inverse est cependant possible.</p>	<p>rivulaires.</p>	
13	Espace Agricoles Naturels et Forestiers	Sage Sarthe Amont	<p>L'objectif C2 du PADD et la règle A1 de l'axe 4 du DOO posent question à la CLE. En effet, les membres de la CLE estiment que la hiérarchisation proposée via des rangs est difficile à interpréter. Il est proposé de simplifier ce volet, en identifiant bien entendu les sites comme vous l'avez fait, sans pour autant essayer de les hiérarchiser au sein du SCOT, afin que les collectivités du territoire s'approprient ces enjeux et les hiérarchisent eux-mêmes, en fonction de leur contexte local, au sein de leurs PLUi. La CLE entend que le SCOT n'est pas un outil de gestion des milieux naturels. Néanmoins, le SCOT, qui a été créé par la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE), a pour but de déterminer un projet de territoire qui met en cohérence les politiques dans des domaines divers dont l'environnement fait partie. La CLE demande ainsi que soit clairement indiqué dans votre SCOT l'intérêt d'identifier les zones humides, de les hiérarchiser et de les protéger, afin que</p>	<p>La localisation, l'identification et la protection des zones humides sont mentionnées aux pages suivantes du DOO (<i>p.12 / 19 / 20 / 22 / 22 / 25</i>), en cohérence avec la problématique TVB et les dispositions des documents cadres dans le domaine de l'eau. La hiérarchisation des zones humides est pour le moment une donnée absente des inventaires à cause de la complexité de caractérisation de ces espaces lors des inventaires locaux menés dans le cadre des PLU(i).</p>	<p>Il semble qu'il s'agit du L141-10 et non du 143-10 .</p> <p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>	

			<p>le SCOT respecte notamment son principe de préservation de l'environnement en plus de la gestion économe des sols.</p>	<p>Conformément à l'article L.143-10 du Code de l'urbanisme, le SCOT détermine les espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger dont il peut définir la localisation ou la délimitation puis détermine les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité.</p> <p>Le fait de hiérarchiser les espaces et sites permet d'adapter le degré de protection à la naturalité de ces entités permettant une plus grande cohérence en évitant de figer, sans cohérence, des évolutions admissibles.</p> <p>Les élus ont fait le choix de modalités de protection suffisamment souples et adaptées au contexte local tout en sachant que le SCOT ne précise pas le contenu et les dispositions des différentes zones ce qui laisse une marge aux EPCI dans le cadre de l'élaboration des PLU(i) - respect du principe de subsidiarité.</p>	
14	<p>Espace Agricoles Naturels et Forestiers</p>	<p>Sage Sarthe Amont</p>	<p>Cela amène également à revoir la hiérarchisation par rang proposée par la règle B.2 du DOO (p21), qui s'avère trop précise.</p>	<p>Les élus ont fait le choix de modalités de protection suffisamment souples et adaptées au contexte local tout</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>

				en sachant que le SCOT ne précise pas le contenu et les dispositions des différentes zones ce qui laisse une marge aux EPCI dans le cadre de l'élaboration des PLU(i) - respect du principe de subsidiarité.	
15	Espace Agricoles Naturels et Forestiers	Inao	<p>Rapport de présentation. Il serait bon de compléter des éléments relatifs à l'agriculture de qualité, à savoir porteurs de signes officiels de la qualité, garantis par les pouvoirs publics. Ces éléments pourraient figurer en page 33 ou 36 (partie 1.2 du rapport de présentation), faisant ainsi écho à la volonté de valoriser le territoire et le terroir afin d'enrayer la spirale de mutation du territoire dans laquelle le secteur est engagé. Ceci permettrait de répondre aux observations de ces dernières décennies qui notent une modification progressive du contexte agricole qui conduit ponctuellement à une simplification et à une banalisation des paysages sources de l'identité du Perche ornaïs.</p>	Le rapport de présentation pourra être modifié en vue d'intégrer ces compléments (p.38 de la partie 1.1 ou p.33 de la partie 1.2).	Réponse satisfaisante
16	Espace Agricoles Naturels et Forestiers	Inao	<p>Rapport de présentation. En page 37, en conclusion du diagnostic agricole, il pourrait être ajouté un 11ème enjeu relatif à la préservation des périmètres de productions engagées dans une filière de qualité ; ainsi que le soutien aux opérateurs engagés dans ces filières au regard des contraintes imposées par ces engagements. On pourrait voir décliner ensuite dans les documents d'urbanismes des préconisations du type : Protéger les espaces agricoles à proximité directe des sièges d'exploitation ; Maintenir un cône d'ouverture autour du siège d'exploitation agricole afin de permettre à l'exploitant une liaison directe avec ses terres lorsque le cahier des charges le prévoit ; Surfaces mécanisables permettant les fauches et épandages ; Prairies de proximité en élevage indispensables pour la pâture et bonne fonctionnalité des exploitations ; Grands tènements, espaces agricoles homogènes.</p>	Le rapport de présentation pourra être modifié afin d'intégrer plus fortement la dynamique existante et l'intérêt des filières de qualité.	Réponse satisfaisante

17	espace Agricoles Naturels et Forestiers	Inao	<p>En outre, en complément du diagnostic territorial du rapport de présentation, ce vaste territoire est porteur, sur certaines communes, de 3 appellations d'origine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AOP (appellation d'origine protégée) « Camembert de Normandie » - AOC (appellation d'origine contrôlée) « Calvados » et « Pommeau de Normandie » <p>Par ailleurs, 7 indications géographiques se situent sur ce même territoire et pour l'ensemble des communes, à savoir :</p> <p>IG (indication géographique) « Eau-de-vie de Cidre de Normandie » et « Eau-de-vie de Poiré de Normandie »</p> <p>IGP (indication géographique protégée) « Boeuf du Maine », « Cidre de Normandie », « Porc de Normandie », Volailles de Normandie » et « Volailles du Maine ».</p> <p>Vous trouverez ci-joint un état récapitulatif des SIQO et exploitations présents sur les territoires des communes concernées par le périmètre du SCOT.</p>	<p>Le rapport de présentation pourra être modifié afin d'intégrer plus fortement la dynamique existante et l'intérêt des filières de qualité.</p>	Réponse satisfaisante
18	Espace Agricoles Naturels et Forestiers	MRAE	<p>La consommation d'espaces naturels et agricoles</p> <p>L'autorité environnementale recommande d'apporter une plus grande cohérence au DOO en clarifiant les modalités de réduction de la consommation d'espace, en hiérarchisant les objectifs, en les territorialisant de manière plus adaptée, en lien notamment avec la réévaluation nécessaire du scénario démographique.</p>	<p>La modération foncière projetée dans le cadre du SCOT est de 50 % par rapport à la période de référence 2000 / 2011. Cette modération sera notamment atteinte via une augmentation importante de la densité moyenne des constructions projetées (<i>12 lgt/s par ha contre 8 auparavant</i>), la résorption de la vacance et les obligations concernant la densification des surfaces bâties (<i>à minima 1/3 des surfaces à mobiliser</i>). La territorialisation permet d'adapter les efforts en fonction du poids des EPCI et du positionnement des communes dans l'armature urbaine définie.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>

			Le choix effectué dans le report des tendances démographiques n'a que peu d'incidences sur la modération foncière plus que vertueuse du SCOT ; cette réévaluation entraînerait de nouveaux choix dans les hypothèses de développement vraisemblablement plus impactants pour le foncier.	
19	Espace Agricoles Naturels et Forestiers	MRAE	<p>Les 278 ha ne sont mobilisables que si la dynamique économique est suffisante pour utiliser les 163 ha de la phase 1 déclinés par EPCI. La partie 1.3 précise les choix, notamment en ce qui concerne la réorganisation des implantations projetées et l'amélioration de la lisibilité des espaces économiques, la priorité donnée aux pôles principaux (<i>zones économiques structurantes et principales</i>) avec 2/3 de l'offre surfacique et des espaces prioritaires de développement reliés aux axes majeurs. A noter qu'1/3 des surfaces mobilisables correspond à des terrains déjà artificialisés permettant majoritairement l'extension des entreprises existantes. La localisation des zones de développement n'est pas une obligation réglementaire et pour mémoire,</p> <p>La réponse paraît satisfaisante mais devra être recalée lors du premier bilan intermédiaire.</p>	

			<p>le SCOT est censé réglementer ce qui concerne l'aspect commercial et l'artisanat expliquant les recommandations présentes en p.35 du DOO sur l'économie locale avec des objectifs généraux sans portée normative. Le fait de rester sur des tendances et des enveloppes permet de respecter le principe de subsidiarité tout en sachant que la sensibilité environnementale de ces espaces est intégrée dans l'évaluation environnementale et tout particulièrement dans l'évaluation des incidences Natura 2000.</p>	
20	<p>Espace Agricoles Naturels et Forestiers</p> <p>MRAE</p>	<p>La consommation d'espaces naturels et agricoles</p> <p>L'autorité environnementale recommande de fournir une évaluation plus détaillée des incidences de l'artificialisation des sols sur leur qualité, ainsi que sur l'eau et la biodiversité, y compris « ordinaire ».</p>	<p>Le SCOT ne délimitant pas les secteurs économiques ou résidentiels, il n'est pas possible de quantifier précisément les impacts qui varieront nécessairement en fonction de la localisation des projets mais également des choix réalisés (<i>espaces perméables / noues paysagères / végétalisation des sites / récupération des eaux pluviales / réduction des surfaces routières...</i>). Les PLU(i) étant soumis à l'évaluation environnementale, ils pourront, au regard du zonage et des dispositions réglementaires,</p>	<p>Réponse satisfaisante</p>

				évaluer les incidences réelles et proposer des mesures d'évitement ou de réduction.	
32	Générale	Sage de l'Huine	<p>Compte-tenu du rôle intégrateur confié au SCoT par la loi portant engagement national pour l'environnement et la loi ALUR, il est indispensable que les objectifs, dispositions et règles, du SAGE approuvé le 12/01/2018, soient parfaitement identifiés dans le SCoT. Il est rappelé que le PETR du Perche Ornaïs, maître d'ouvrage du SCoT, avait été destinataire en 2017 du projet de SAGE, dans le cadre de la consultation des assemblées.</p>	<p>Conformément à l'article L.131-1 du Code de l'urbanisme, le SCOT doit être compatible avec les objectifs de protection définis par les SAGE et décrire, conformément à l'article L.141-3 du Code de l'urbanisme, l'articulation du schéma avec les documents cadres. Le SCOT intègre d'ores et déjà les orientations et objectifs des 2 SDAGE et 5 SAGE permettant l'atteinte des objectifs de ces documents de planification dans le domaine de l'eau. Le rapport souple de compatibilité implique de se « conformer » à la norme supérieure, c'est-à-dire une absence d'incompatibilité et une non contrariété de la norme supérieure afin d'aller tout simplement dans le même sens. <u>L'intégration des orientations, objectifs ou dispositions de l'ensemble des documents cadres n'est pas souhaitable et générerait des contradictions évidentes.</u></p>	<p>La réponse ne paraît pas satisfaisante, si des documents supérieurs généraient des contradictions, le SCoT doit s'adapter en respectant le principe de compatibilité.</p>

33	Générale	Sage de l'Huisne	Le lien entre les différentes pièces du SCOT et en particulier le PADD et le DOO est difficile à appréhender dans la mesure où le nombre et l'intitulé des axes ne correspondent pas entre les deux documents, qui sont de plus, structurés de manière différente. Le recours à un nombre plus important de cartes d'illustrations permettrait de mieux comprendre les enjeux du territoire et les déclinaisons territoriales des orientations.	L'articulation entre le PADD et le DOO est précisée en p.7 du DOO ; la structuration du DOO reprend celle de l'article L.141-5 du Code de l'urbanisme. Le choix a été fait de ne pas conserver de trame identique entre les pièces en vue de faciliter la prise en compte des attentes réglementaires.	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final
34	Générale	Sage de l'Huisne	Concernant l' objectif C.2 du PADD (Adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles de ces espaces naturels), la CLE rejoint la nécessité de concilier développement du territoire à la préservation des milieux naturels et en particulier des milieux aquatiques. Il n'en demeure pas moins que selon l'importance des projets, la réglementation nationale, telle que la loi sur l'eau, s'applique et selon les milieux et espaces impactés (zones humides, zones d'expansion des crues), Le règlement du SAGE doit être respecté strictement.	Il existe effectivement une réglementation nationale qui permet de prendre en compte les milieux et notamment de les protéger ; la réglementation locale peut permettre de compléter le cadre général et d'être plus précis (<i>cas par exemple des SAGE vis-à-vis des SDAGE</i>).	La réponse n'est pas satisfaisante, la position du Sage de l'Huisne est plus pertinente.
35	Générale	Sage de l'Huisne	Concernant la recommandation B.4 de l'axe 5 du DOO (p.25, Gouvernance), la CLE demande à ce que soit fait référence à la disposition n°22 du PAGD du SAGE.	La recommandation B.4 de l'axe 5 est cohérente et la référence à la disposition n°22 du SAGE trop spécifique (<i>consultation CLE dans le cadre des opérations soumises à autorisation</i>) d'autant qu'il s'agit d'une réglementation existante et qu'il y a une erreur dans le paragraphe du nouveau SAGE avec une mention de l'article R.214-10 du Code de l'environnement puisque ce dernier n'existe pas !	La réponse n'est pas satisfaisante. La réponse formulée dans le B.4 de l'axe 5 n'est qu'une recommandation (tendance ou option à privilégier sans portée normative). Pour un document opposable il apparaît difficile de ne pas être normatif. Quels sont les moyens mis en œuvre, dans ce cadre, par les instances du SCOT pour assurer la cohérence des politiques publiques.

					L'article R214-10 du code de l'environnement a été abrogé en 2017 année de la validation du Sage.
37	Générale	Préfecture	<p>La différence entre recommandations et prescriptions est plus simple à comprendre depuis la modification de la mise en page du DOO. Pourtant, certaines recommandations très pertinentes relèvent du pouvoir réglementaire du SCoT et mériteraient d'être intégrées aux dispositions opposables. C'est le cas, par exemple, des densités minimales par pôles page 17, de la mobilisation des outils offerts pour préserver ou remettre en état les continuités écologiques page 21, des outils permettant de préserver le linéaire de haies page 22 ou encore de l'implantation préférentielle des bâtiments à destination commerciale de plus de 300 m2 dans les pôles. Ces recommandations ambitieuses permettraient effectivement de consolider le cadre que le SCoT doit apporter aux futurs PLU. A l'inverse, certaines prescriptions sont rédigées comme des recommandations. Or les PLU élaborés sur ce territoire devront être compatibles avec le DOO. L'emploi récurrent des termes « inciter », « privilégier », « éviter », « favoriser » ou « encourager » sans obligation de résultat ou de moyen n'est pas facile à traduire dans un document réglementaire d'échelle inférieure.</p>	<p>Un ajustement sera, le cas échéant, réalisé pour ajuster les dispositions relevant de prescriptions mais ce n'est par exemple pas le cas des outils permettant de préserver les haies puisque le SCOT ne peut sur ce point créer une réglementation parallèle à celle déjà préexistante. Certaines formulations permettent de conserver une souplesse pour les futurs PLU(i) tout en indiquant une tendance à observer (<i>recommandations / terminologie utilisée pour les dispositions</i>) tout en respectant le principe de subsidiarité.</p> <p>Le SCOT reste un document cadre et ne se substitue pas aux documents de rang inférieur.</p>	Réponse satisfaisante

			<p>CLARIFIER LA NOTION DE BOURG</p> <p>La cartographie de la page 8 du DOO (Document d'Orientation et d'Objectifs) représente les « bourgs et villages » comme étant tout le territoire du Perche ornais à l'exception des pôles principaux et secondaires. Les bourgs renvoient ici à la notion de ruralité.</p> <p>La page 47 du DOO propose la définition suivante : « espace bâti central et dense d'une commune avec la présence notamment de la mairie ou de l'église (...) autour desquels les habitations se sont développées et où la vie du village / ville / agglomération s'articule à des échelles et selon des dynamiques proportionnelles théoriquement au positionnement dans l'armature urbaine ». Cette définition fait clairement référence à la notion de centralité du bourg.</p> <p>Les deux définitions ne font pas référence aux mêmes choses : ruralité pour l'une et centralité pour l'autre.</p> <p>Il convient donc de revoir la notion de centralité en page 47 et de lever les ambiguïtés autour de la notion de bourg.</p>	<p>La définition pourra être ajustée en vue d'intégrer la classification de l'armature urbaine.</p>	Réponse satisfaisante
38	Générale	CCI Portes de Normandie	<p>Le travail de transposition des dispositions pertinentes de la Charte du Parc, comme le prévoit l'article L141-10 du code de l'urbanisme « le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) transpose les dispositions pertinentes des chartes de Parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et les cartes communales », n'ayant pas été abouti, il est difficile de garantir que le SCOT et par entraînement, les futurs PLUi soient compatibles avec la Charte du Parc. Certaines dispositions pertinentes n'ont pas été transposées particulièrement dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) -/..... Certaines dispositions de la Charte, reprises dans le Plan du Parc et traduites sous forme cartographique dans celui-ci, n'ont pas non plus été traduites dans le SCOT/.....</p>	<p>La transposition des dispositions (L.141-10 du CU) et la notion de compatibilité (L.131-1 du CU) sont deux points distincts. L'ensemble des orientations et objectifs de la Charte du Pnr a été intégré dans la structuration du SCOT et notamment du DOO afin de mettre en cohérence ces documents cadres et valoriser les travaux effectués préalablement. Le plan du Parc (périmètre de 1 941 km²) et les objectifs opérationnels des priorités stratégiques figurent en annexe du DOO ; une mention est indiquée</p>	Réponse satisfaisante

				<p>spécifiquement en p.19 de l'Axe</p> <p>4. Cette nouvelle disposition issue de la Loi ALUR ne génère pas de nouvelles obligations pour les SCOT qui sont déjà soumis au respect du principe de compatibilité. L'intégration itérative de la Charte et les compléments intégrés au DOO permettent de faciliter le respect de ces documents cadres d'autant que la notion de disposition n'existe pas juridiquement dans la Charte des Pnr ce qui complique nécessairement la « transposition » qui constitue également une notion juridique aux contours pour le moment indéfinis.</p> <p>A noter également que toutes les communes du Pays ne font pas partie du périmètre du Pnr <i>(82 sur 111 communes historiques)</i> impliquant une intégration des attentes en cohérence avec cette répartition.</p>	
44	Générale	Ars	<p>Améliorer l'environnement économique et social :</p> <p>Le projet peut contribuer à améliorer le développement économique et social en facilitant l'accès, en créant des espaces attractifs à même de susciter le développement d'activités économiques, accroître les lieux de rencontre formels et informels pour contribuer à élargir les choix sociaux des populations, rompre l'isolement, favoriser le bien-être et le vivre-ensemble</p>	<p>La notion d'espace attractif pour le développement économique et résidentiel est d'ores et déjà intégrée au projet de SCOT.</p>	Réponse satisfaisante

45	Générale	Ars	<p>Repérer et réduire autant que possible, les inégalités sociales et environnementales de santé :</p> <p>La question des inégalités sociales et environnementales reste difficile à régler. Cependant des réflexions peuvent être menées comme la conception des formes urbaines, la construction d'établissements sensibles à distances des zones « polluées » ou « dégradées », faciliter l'accès aux espaces verts des populations résidant dans des secteurs déficitaires grâce à la création de coulées vertes.</p>	<p>Le projet de SCOT intègre des éléments concernant la diversification des formes urbaines (DOO / p.28), la prise en compte des zones polluées (DOO / p.13) ou les coulées vertes dans le cadre par exemple des OAP des zones à urbaniser (DOO / p.22 et 23).</p>	Réponse satisfaisante
46	Générale	MRAE	<p>Qualité de la démarche itérative</p> <p>L'autorité environnementale souligne que la démarche itérative est incomplète, particulièrement pour ce qui concerne l'évitement des impacts dans l'élaboration du projet de SCOT, ce qui ne répond pas pleinement aux attendus d'une évaluation environnementale.</p>	<p>Le principe d'évitement implique de connaître précisément les impacts potentiels ce qui n'est pas le cas du SCOT du Pays Perche ornais élaboré sur un périmètre de 1 551 km². Le respect du principe de subsidiarité ne permet pas de répondre à cet objectif général de l'évaluation environnementale tout en répondant pleinement aux principes vertueux dévolus aux SCOT dans le Code de l'urbanisme.</p>	<p>Réponse satisfaisante, l'évaluation des impacts potentiels sur une surface de 1551 km² dépasse les compétences du SCOT.</p>
47	Générale	MRAE	<p>Complétude du Rapport de Présentation</p> <p>En l'espèce, tous les éléments attendus du rapport de présentation sont formellement présents à l'exception de l'analyse des solutions de substitution raisonnables (cf partie 2.3).</p> <p>L'autorité environnementale rappelle que le dossier doit comprendre une analyse des solutions de substitution raisonnables au projet de SCOT au regard des objectifs de protection de l'environnement.</p>	<p>Conformément à l'article R.104-18 du Code de l'urbanisme, le SCOT comporte dans la partie 1.3 (p.36/37), des éléments permettant de justifier les choix retenus au regard de la protection de l'environnement ; des choix intégrés tout au long de la procédure au regard des incidences sur l'environnement en vue de minorer au maximum l'impact du développement</p>	La réponse satisfaisante.

				projeté. Les solutions de substitution raisonnables n'ont d'intérêt que lorsque le projet présente des effets notables sur l'environnement ce qui n'est pas le cas ou est d'ores et déjà intégré par l'intermédiaire d'une modération foncière à minima de 50 % (<i>principal impact du SCOT qui reste commun à l'ensemble des documents d'urbanisme et intègre en ce sens une réduction essentielle en vue de répondre au principe d'évitement ou de réduction</i>).	
48	Générale	MRAE	<p>Objet et qualité des principales rubriques du rapport de présentation</p> <p>L'autorité environnementale recommande d'améliorer l'articulation entre le PADD et le DOO. Par ailleurs, elle recommande de faire évoluer la rédaction du DOO pour que ses objectifs puissent se traduire de manière concrète, voire prescriptive, dans les PLU(i), pour une prise en compte optimale des enjeux environnementaux du territoire. De plus, elle recommande que les formats et échelles des cartes soient revus à des fins opérationnelles en vue de faciliter l'élaboration des documents d'urbanisme.</p>	<p>Le rappel de l'articulation entre le PADD et le DOO présent en page 7 du DOO pourra être complété de manière à simplifier la lecture de ces deux pièces. Les cartes et plans pourront être insérés en annexe au format A3 en remplacement du A4 ; même si tous les formats, y compris le A0 ou l'atlas cartographique restent « illisibles » pour un territoire d'une surface de 1551 km². Les formulations du DOO sont issues des ateliers relatifs à l'élaboration du SCOT et respectent les dispositions réglementaires ; les ajuster globalement reviendrait à définir un nouveau projet sans pour autant respecter le</p>	<p>La réponse n'est pas satisfaisante. Le problème n'est pas dans le format des cartes proposées mais dans la lisibilité de leurs contenus. Il semble évident que si le territoire du SCOT ne peut être présenté sur un seul plan il peut l'être sur plusieurs.</p> <p>L'observation de la Mrae est pertinente le Doo est un document opposable dans lequel devrait se trouver que des prescriptions aux documents inférieurs.</p>

			principe de subsidiarité.	
49	Générale	MRAE	<p>Le diagnostic</p> <p>L'autorité environnementale recommande de prendre en compte la récente mais notable baisse de la population du Pays du Perche ornais dans l'élaboration de son scénario démographique, en vue de réactualiser son diagnostic</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>
50	Générale	MRAE	<p>L'Etat initial de l'environnement</p> <p>L'autorité environnementale recommande de compléter l'état initial en ce qui concerne les sols, les sous-sols, la qualité de l'air, les continuités écologiques et l'eau, ainsi que de reconsidérer en conséquence l'analyse des incidences sur l'environnement afin notamment de conforter les objectifs du SCOT. Il est aussi nécessaire de localiser, décrire et étudier les caractéristiques des zones susceptibles "d'être touchées de manière notable, par la mise en œuvre du schéma" à savoir a</p>	<p>Le Code de l'urbanisme laisse la faculté aux territoires de définir des orientations à la parcelle (<i>ex. préservation des espaces naturels / densités minimales</i>), à l'échelle des communes ou des EPCI (<i>ex. objectifs chiffrés concernant la production de nouveaux logements</i>).</p> <p>Réponse satisfaisante</p>

<p>minima les futures zones de développement (habitat et activités économiques) des pôles principaux et secondaires.</p>	<p>L'évaluation environnementale intègre d'ores et déjà les incidences prévisibles (<i>directes et indirectes</i>) du projet avec notamment celles liées aux emprises économiques ou résidentielles (<i>grandes enveloppes incluant une modération foncière de 50 % sans connaître précisément les zones susceptibles d'être touchées de manière notable en dehors des parcelles déjà incluses dans les zones économiques</i>). Le cadrage général est également complété dans l'évaluation des incidences Natura 2000 avec la localisation précise des sites économiques presentis à proximité de ces espaces à enjeux. Il est rappelé que le SCOT ne délimite pas, à la place des EPCI ou des communes les enveloppes des futurs secteurs de projet et que ce constat issu d'un choix du territoire mais surtout d'une absence de faculté offerte par le Code ne permet d'évaluer précisément les incidences sur l'environnement du schéma. Globalement, les surfaces projetées pour le développement économique devraient concerner pour 1/3 des surfaces d'ores et déjà artificialisées et 2/3 des</p>
--	--

			surfaces agricoles en extension mais ne présentant pas d'intérêt particulier pour la biodiversité ou l'environnement (<i>maximum théorique / cf. partie 1.3 p.23 et30</i>).	
			De la même façon, il est actuellement impossible d'évaluer les incidences de la mise en 2x2 voies de la RN 12 puisque le projet est actuellement à l'étude et non finalisé localement sur le choix du fuseau.	
			Les avis de la Préfecture et de la DREAL notent l'aspect qualitatif de l'étude TVB du SCOT du Pays du Perche ornais ce qui tend à pondérer l'insuffisance de l'état initial de l'environnement sur les continuités écologiques et soulève l'antagonisme des avis sur un même dossier ou l'aspect arbitraire des retours ou observations sans fondements nécessairement réglementaires.	
			A noter que le rapport de présentation doit rester proportionné à l'importance du schéma et cohérent avec les données accessibles au moment de son élaboration (R.141-3 du Code de l'urbanisme).	
51	Générale	MRAE	L'autorité environnementale recommande d'examiner plusieurs scénarios de développement démographique et économique et	Réponse satisfaisante La commission
			Les données à disposition des territoires ruraux sont minimales	

		d'en justifier le choix en exposant l'ensemble des données à disposition	<p>et les choix effectués dans les documents d'urbanisme presque systématiquement identiques (<i>prolonger des tendances favorables, amplifier une tendance légèrement favorable, infléchir nettement une tendance défavorable</i>). La multiplicité des scénarios projetés ne fait pas la qualité des choix qui sont explicités pour le Perche ornais aux pages 3/4/9/13 de la Partie 1.3. De plus, le seuil minimal de 50 000 habitants pour projeter différentes tendances à partir de l'outil Omphale n'étant pas atteint, le choix a été fait de rester sur une tendance ambitieuse mais cohérente.</p>	<p>d'enquête a un avis conforme à la réponse du Pays du Perche Ornais, considérant les faibles valeurs liées au territoire agricole, l'étude de plusieurs scénarios n'apportera pas de conclusions significatives.</p>
52	Générale	<p>L'analyse des incidences sur l'environnement L'autorité environnementale recommande de revoir le dispositif de suivi du SCoT pour le rendre opérationnel.</p>	<p>Les critères, indicateurs et modalités sont conformes aux attentes réglementaires ; l'actualisation de certains points du diagnostic permettra d'ajuster le TO du projet arrêté.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final.</p> <p>Les indicateurs proposés répondent certes à la réglementation, mais la valeur de départ n'est pas toujours connue, et les références prises en compte n'ont pas toujours la même temporalité. Par exemple, l'indice préservation des ressources prévoit comme source les EPCI</p>

				et les délégataires. Le dossier ignore les délégataires. Quelle sera la nature et la précision des informations transmises ?	
53	Générale	MRAE	<p>Le résumé non technique reprend les points essentiels des différentes parties du rapport de présentation, ainsi que des éléments du PADD et du DOO. On y retrouve toutefois les insuffisances du rapport de présentation évoquées précédemment. Il aurait été nécessaire de donner des éléments de synthèse de l'état initial de l'environnement afin de comprendre l'articulation avec les principaux enjeux relevés, la justification des choix et l'analyse des impacts du SCOT sur l'environnement.</p>	<p>Le résumé non technique est succinct mais accessible ; des éléments relatifs à l'état initial de l'environnement sont présents p.11 tout en sachant que le diagnostic et les enjeux sont résumés en 4 pages.</p>	Réponse satisfaisante
54	Générale	MRAE	<p>Prise en compte des autres plans et programmes</p> <p>L'autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse de la prise en compte des autres plans et programmes par le SCOT qui, en l'état actuel, est insuffisante. Plus particulièrement, les dispositions pertinentes de la charte du parc naturel régional du Perche et du schéma régional de cohérence écologique de Basse-Normandie, doivent être mieux intégrées au projet de SCOT. L'articulation avec le schéma régional climat air énergie doit également faire l'objet d'une analyse.</p>	<p>Le SCOT doit décrire son articulation avec les documents avec lesquels il doit être compatible ou ceux à prendre en compte (<i>L. 141-3 du Code de l'urbanisme</i>) ; le SCOT n'a ainsi pas à justifier, point par point, de sa compatibilité avec ces documents cadres.</p> <p>L'intégration itérative de la Charte et les compléments intégrés au DOO permettent de faciliter le respect de ces documents cadres d'autant que la notion de disposition n'existe pas juridiquement dans la Charte des Pnr ce qui complique nécessairement la « transposition » qui constitue également une notion juridique aux contours pour le moment indéfinis.</p>	Réponse satisfaisante

				<p>A noter également que toutes les communes du Pays ne font pas partie du périmètre du Pnr <i>(82 sur 111 communes historiques)</i> impliquant une intégration des attentes en cohérence avec cette répartition.</p> <p>Contrairement au SRADDET, le SRCAE ne fait pas partie des documents cadres mentionnées aux articles 131-1 et 2 du Code de l'urbanisme <i>(il s'agira vraisemblablement d'un volet du futur SRADDET)</i>.</p>	
56	Industrie et commerce	Préfecture	<p>Enfin, le DOO peut être un outil fort en matière de développement commercial. Ici, la partie correspondante mériterait d'être plus développée. Même en l'absence de document d'aménagement commercial (DAC), le DOO pourrait soutenir davantage, l'implantation des commerces en centre bourg pour contribuer à leur revitalisation, la localisation des commerces en fonction des modes de déplacement alternatifs existants, notamment autour des pôles ou encore l'aspect architectural des zones commerciales.</p>	<p>Implantation des commerces dans les centres en p.36 du DOO / Intégration architecturale en p.38 du DOO.</p>	Réponse satisfaisante

			<p>BASCULER UNE RECOMMANDATION DE STRATEGIE COMMERCIALE EN ORIENTATION</p> <p>Le DOO fixe des orientations en matière de stratégie commerciale, notamment concernant les nouvelles implantations.</p> <p>Le SCOT recommande en outre « d'implanter préférentiellement les bâtiments à destination commerciale de plus de 300 m2 dans les pôles ; se limiter aux pôles principaux et zones commerciales mixtes, lorsque cette surface de plancher dépasse 1 000 m2 ».</p> <p>La CCI soutient cette recommandation prise par le Pays Perche ornais. La CCI souhaiterait que cette recommandation soit mentionnée comme orientation / prescription afin de lui rendre un caractère opposable. Cette mesure garantirait une homogénéité de traitement des demandes des enseignes sur tout le territoire du SCOT ; elle rendrait la stratégie publique plus lisible pour les enseignes et permettrait de mobiliser plus fortement les investisseurs sur les priorités du territoire.</p>	<p>Il s'agit déjà localement d'une réalité tout en sachant que le nombre d'implantations dépassant 1000 m² de surface de plancher commerciale est de 8 sur le Perche ornais.</p>	Réponse satisfaisante
57	Industrie et commerce	CCI Portes de Normandie	<p>Concernant l'orientation E du PADD (Prévenir et améliorer la connaissance sur les risques), la Commission locale de l'eau (CLE) constate que la réduction de la vulnérabilité face au risque inondation ne figure pas comme un objectif, ce qui peut être considéré comme une mauvaise prise en compte du Plan de Gestion du Risque d'inondations Loire-Bretagne. La CLE propose donc qu'un 5^{ème} objectif traitant de la réduction de la vulnérabilité face au risque inondation soit ajouté. Cet objectif ira de pair avec l'acquisition d'une meilleure connaissance de l'aléa inondation, en particulier sur les affluents de l'Huisne non couverts par le PPRI et des zones d'expansion de crues (cf. disposition n°16 du PAGD du SAGE).</p>	<p>Cf. objectif E.2 en p.16 du PADD (« réduire l'exposition et la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques et aux nuisances ») et principe A.3 en p.12 du DOO qui comporte également des éléments sur l'amélioration des connaissances relatives aux ZEC et plus généralement à l'aléa inondation.</p>	Réponse satisfaisante
58	Inondation	Sage de l'Huisne			
59	Inondation	Sage Sarthe Amont	<p>L'orientation E du PADD (prévenir et améliorer la connaissance sur les risques). En effet, la CLE souhaite voir apparaître un 5^{ème} objectif concernant la réduction de la vulnérabilité face aux risques d'inondation. La CLE estime en effet que les inventaires de zones d'expansion des crues et leur intégration dans les documents d'urbanisme (disposition n°35 du PAGD) et la gestion des eaux pluviales afin de limiter les surfaces</p>	<p>L'intégration des ZEC, des eaux pluviales et plus généralement des eaux pluviales est relativement dense dans le SCOT et visible aux pages suivantes du DOO : 12 / 13 / 23</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>

		<p>imperméabilisées (disposition n°25 du PAGD) ne sont pas suffisamment développés au sein du SCOT.</p>	<p>/24 /25 sur les zones humides, l'identification et la préservation des ZEC, la collecte, l'infiltration ou la mise en place de schémas des eaux pluviales...</p>	
60	Logement	<p>Chambre d'Agriculture</p> <p>S'agissant des objectifs de développement, les ambitions affichées nous paraissent généreuses et induisent une production de logement importante. Or, le SCoT n'ayant aucun moyen de prioriser les secteurs de développement, ni de les phaser dans le temps, nous sommes réservés sur la portée effective des objectifs de répartition sur pôles. En effet, ces objectifs pourraient devenir rapidement inopérants, si la construction de logements s'avère finalement nettement inférieure aux objectifs initialement fixés. Le renforcement des polarités de service et de commerces devient alors aléatoire avec un risque de diffusion de l'habitat sur l'ensemble du territoire au détriment des centralités. C'est un enjeu important pour le maintien des services de proximité sur ce territoire rural très étendu. Les agriculteurs qui travaillent et vivent sur ce territoire sont concernés par l'éloignement des services et des commerces, qui peut générer de nombreux déplacements et renforcer des situations d'isolement. Un ajustement des ambitions de développement ou une répartition plus affirmée sur les pôles aurait permis de garantir l'atteinte des objectifs affichés en page 9 du DOO et que nous partageons ((Privilégier le développement des pôles locaux - Prioriser les projets sur les centres).</p>	<p>L'incidence totale de l'effet démographique est de l'ordre de 20 %, largement compensée par les choix effectués sur le ralentissement du desserrement des ménages. La production de logements projetée à horizon 2042 est équivalente à celle de la période 2000 - 2011. L'éventuel décalage avec les dynamiques à venir permettra de compenser la rétention foncière existante sur le territoire contribuant à figer de nombreux projets. La production de logements sur les pôles sera à minima de 2/3 avec un objectif de 3/4 incluant l'hétérogénéité des communes (<i>taille / nombre de pôles</i>) à l'intérieur des EPCI. La dispersion théorique de l'habitat restera contenue puisque les plus petites communes (77) auront un potentiel de l'ordre de 55 à 74 logements par an. A noter que les PLUi actuels sont d'ores et déjà sur un positionnement de 75 % des logements à l'intérieur des pôles locaux.</p>	<p>La CE propose que l'évaluation prévue dans un délai de 6 ans maximum soit pris en compte à partir du délai des éléments statistiques actualisés ce qui donne une évaluation intermédiaire en 2021-2022...</p>

61	Logement	Préfecture	La vacance étant en augmentation de 19 % depuis 1999 à l'échelle du Pays, l'objectif minimal de résorption d'un logement par commune sur la durée d'un PLUi annoncé page 30 du DOO reste faible au regard des espaces dédiés à la construction de logements neufs.	L'objectif sur la vacance engage financièrement les collectivités locales et reste proportionné aux moyens mobilisables qui demeurent à ce jour très modestes. Rien n'empêche les communes et intercommunalités de dépasser cet objectif ; c'est l'intérêt finalement d'un seuil minimal.	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final
62	Logement	Préfecture	le desserrement des ménages avec une taille des ménages retenue de 1,97 paraît assez faible et sa méthode de calcul est peu justifiée alors que la taille des ménages sur le territoire de Pays du Perche ornaïs est encore de 2,26 en 2009.	La réduction de l'ordre de 30 % de la dynamique relative au desserrement des ménages permet de pondérer les besoins en logements et ne pas mettre en concurrence l'ancien et le neuf. Une prolongation des tendances aurait donné un nombre de personnes par foyer de l'ordre de 1,6 à 1,9 sur un facteur responsable de 75 % des logements consommés pour maintenir la population. L'explication sur les choix figure en p.6 de la Partie 1.3.	Avis conforme à celui du préfet qui outre le fait de prendre une taille des ménages de 2.26 correspond à la fois à la moyenne du Perche et est proche de la moyenne nationale.
63	Logement	Préfecture	Le travail sur la densification des constructions, permet de passer d'une moyenne de 7 logements par hectare à 12. Les densités recommandées par pôles restent cependant peu ambitieuses...../..... Il est donc tout à fait possible de promouvoir, au moins sur les pôles, des opérations d'habitat individuel groupé (16 à 22 logements / ha en moyenne) ou de petits collectifs (20 à 30 logements / ha en moyenne) qui dépasseraient largement la densité recommandée actuellement par le SCOT.	Les recommandations sont sans portée normative et constituent un seuil minimal. L'avis de la DREAL, en p.2, souligne l'objectif raisonnablement ambitieux projeté sur l'évolution de la densité (<i>densité brute / attentes en fonction des EPCI – cohérence avec le caractère rural et les densités observées</i>) opérant ainsi une évaluation	Réponse satisfaisante

				bien différente, y compris de celle de la MRaE.	
64	Logement	Préfecture	<p>Page 15 du DOO, l'axe 3 prévoit de s'appuyer sur les hameaux pour « diversifier l'offre en logement et répondre à la pluralité des attentes ». Cet outil devra être utilisé avec parcimonie en prenant en compte plusieurs critères (nombre de maisons d'habitation mais aussi disposition et distance entre les bâtiments), afin d'éviter l'intensification de la dispersion de l'habitat en campagne, loin des transports en commun et des services, et d'éviter les conflits d'usage.</p>	<p>Les critères à prendre en compte figurent au DOO (Axe 3 – Principe A.2 – p.15).</p>	Réponse satisfaisante
65	Logement	Préfecture	<p>Le DOO propose, à juste titre, de localiser 2/3 des constructions neuves sur les pôles locaux (pôles principaux et secondaires). Cela laisse cependant 1/3 à construire sur les bourgs et villages, soit une moyenne de 26,5 logements par commune rurale sur 25 ans. La dynamique démographique et le rythme de construction actuels étant faibles, ces prévisions semblent surdimensionnées...../..... Il serait ainsi plus cohérent de donner dans les bourgs et villages une priorité affirmée aux actions sur le parc ancien.</p>	<p>Le nombre de logements résiduels pour les 77 communes historiques non intégrées dans la classification des pôles locaux représente 55 à 74 logements par an soit moins d'un logement par an et par commune. Les prévisions ne sont en ce sens pas surdimensionnées et permettront de renforcer l'accueil sur les pôles en vue de maintenir les services, commerces et équipements du territoire conformément aux orientations du PADD et aux dispositions du DOO.</p>	Réponse satisfaisante

			<p>DOO :</p> <p>Cette absence de hiérarchisation croisée, avec des ambitions de développement, importantes, se traduit par des orientations potentiellement contradictoires entre elles ou même au sein d'une même orientation. Par exemple à l'axe 6 du DOO, on remarque qu'il est envisagé d'isoler par l'extérieur le bâti patrimonial, répertorié en préservant son aspect extérieur et sans restreindre les matériaux à utiliser: il semble bien délicat de concilier ces approches. Autre exemple, l'identification des éléments de paysage envisagée devra être croisée avec les objectifs de construction dans les dents creuses, y compris dans les villages.</p> <p>La prise en considération de « l'impact des implantations », axe1.A4 est aussi sujette à des interprétations diverses : il faut aussi que les futurs PLU tirent les conséquences des impacts potentiels. Les modes actuels de production du bâti sont en rupture avec le bâti traditionnel : la construction ne se fait pas avec les mêmes matériaux, ni avec les mêmes contraintes techniques. Les nouvelles fonctionnalités recherchées tentent à rendre insupportables des règles qui permettraient de « préserver les spécificités des identités locales dans les implantations nouvelles ». Il est donc particulièrement difficile de réussir l'intégration de constructions nouvelles dans ce contexte. Et les contraintes qui permettraient de le faire sont le plus souvent considérées comme insoutenables au moment de l'étude des PLU.</p>	<p>Il est indiqué à l'axe 6, p.26, que l'isolation par l'extérieur devra être qualitative en préservant l'aspect du bâti traditionnel répertorié permettant ainsi de ne pas limiter les matériaux utilisables.</p> <p>Il est possible d'encadrer l'aspect des constructions nouvelles, notamment dans les centres historiques ou à l'intérieur des périmètres protégés ce qui permet une implantation pertinente dans l'environnement des projets.</p> <p>Cet objectif est compatible avec l'aspect énergétique mais également avec la lutte contre l'étalement urbain et la réduction de la consommation foncière ou la protection de la biodiversité.</p> <p>La mobilisation de certains hameaux permet d'éviter de générer une offre trop importante en périphérie des centres puisque les contraintes architecturales sur ces espaces sont généralement trop souples ou inexistantes.</p>	
66	Logement	ABF		Réponse satisfaisante	

69	Maitrise foncière	Dreal Normandie	<p>Consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain ;</p> <p>Ainsi, entre 2008 et 2013, la population a diminué en moyenne de 0,27 % par an. Les nouvelles projections, réalisées par l'INSEE en 2017 avec OMPHALE, donnent pour le département de l'Orne une évolution démographique moyenne annuelle de moins 0,27 % pour la période de 2013 à 2033. Le projet s'appuie donc sur une projection démographique ambitieuses et il risque d'être surdimensionné.</p>	<p>Le surdimensionnement théorique du projet ne peut être regardé uniquement sur la dynamique démographique des dernières années d'autant que le Perche ornais a connu une évolution beaucoup plus favorable que le reste du département au cours des années 2000. Comme évoqué précédemment, l'incidence de l'effet démographique dans le projet est plus faible que celui du desserrement des ménages et permet de compenser, en partie, l'importance de la rétention foncière.</p>	<p>Réponse satisfaisante</p> <p>La CE confirme le caractère ambitieux des évolutions démographiques retenues par le Pays, mais compte tenu du caractère rural du territoire et ses 47000 h, une projection démographique moins ambitieuse n'aura pas d'impact significatif sur le nombre de logements à construire pour accueillir les populations nouvelles.</p>
70	Maitrise foncière	Dreal Normandie	<p>Consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain ;</p> <p>Le nombre de communes présentes dans les pôles principaux et secondaires questionne sur la mise en place d'une véritable structuration urbaine. Le territoire gagnerait en lisibilité en hiérarchisant plus son territoire.</p>	<p>L'armature urbaine du territoire comporte trois strates dont deux qui concernent 34 communes historiques (<i>pôles principaux et secondaires</i>). Les communes périphériques imbriquées dans le tissu bâti de la commune pôle limitrophe ont été intégrées dans cette classification au regard de la fonctionnalité réelle de ces espaces.</p>	<p>Réponse satisfaisante</p>

71	Maitrise foncière	Dreal Normandie	<p>Consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain ;</p> <p>Au niveau de la gestion économe de l'espace, le projet détermine une densité brute moyenne de 12 logements à l'hectare avec une répartition géographique de 11 à 13 logements à l'hectare en fonction des anciennes communautés de communes. Compte tenu du caractère rural du territoire et de la densité observée, cet objectif est raisonnablement ambitieux. En effet, selon des données issues de la base d'Extension du Tissu Bâti de l'Établissement Public Foncier, la densité de construction est de 5,5 logements à l'hectare. De plus, le DOO introduit des préconisations de densification en fonction de l'armature urbaine et de la présence d'haltes ferroviaires.</p> <p>Cependant, si l'on regarde la répartition de la consommation foncière, 36 % de la surface (209 ha) est consommée par les pôles principaux, 31 % (183 ha) par les pôles secondaires et 33 % (191 ha) par les bourgs et villages. La structuration urbaine envisagée par le SCoT n'est pas respectée, les communes rurales consommant encore beaucoup de surface en extension.</p>	<p>Au regard des dispositions du DOO, l'incidence théorique par pôle des constructions nouvelles n'est pas quantifiable mais proportionnellement le développement des petits bourgs et villages est plus impactant pour le foncier puisque la densité y est souvent plus faible.</p> <p>Les surfaces consommées en extension sont souvent localisées sur les pôles puisque les projets sont plus importants contrairement aux implantations ponctuelles des petits bourgs et villages qui restent plus simples avec une valorisation privilégiée des dents creuses.</p>	Réponse satisfaisante
72	Maitrise foncière	ABF	<p>PADD :</p> <p>Les axes du PADD, pris individuellement, sont respectueux des principes énoncés par le code de l'urbanisme et identifient bien les enjeux du territoire. Cependant, la tension entre des objectifs potentiellement contradictoires ou tout au moins concurrentiels reste irrésolue : ainsi, les projets de développement des petits bourgs, villages et hameaux (axe 1.A2) interrogent au regard de la consommation de l'espace et des objectifs de préservation des paysages et patrimoines (axe 1.A5 et axe 2 et axe 5). Il existe un risque de « syphonage » des nouveaux habitants vers ces petits bourgs en raison justement de la préservation de leur caractère patrimonial et rural, élément clé de l'attractivité, et, simultanément, d'atteinte à ce caractère patrimonial. Dans ces bourgs ruraux, il serait plus cohérent de donner une priorité claire aux actions sur le parc immobilier ancien.</p> <p>De même, il n'est pas certain que les densités demandées</p>	<p>Le « syphonage » des nouveaux habitants est largement limité par les objectifs relatifs à la localisation des projets : 2/3 à minima et 3/4 à privilégier. Les 77 communes historiques ne peuvent, en moyenne, mobiliser plus de 1 logement par an ce qui reste raisonnable et contribue à fortement atténuer l'incidence théorique sur le foncier.</p> <p>Tout comme l'objectif sur la vacance, celui relatif à la densité peut être considéré comme un minimum à atteindre, facilitant</p>	Réponse satisfaisante

			permettent d'amorcer la rupture légitimement souhaitée avec les formes urbaines actuellement produites (1B1).	ainsi les efforts à mener sur les formes urbaines.	
73	Mobilité et déplacement	Préfecture	<p>.....Toutefois, ces objectifs sont souvent généraux, peu territorialisés, et le document ne propose pas d'outils concrets permettant de les atteindre, ce qui risque de réduire la portée opérationnelle du SCOT.</p> <p>A titre d'exemple, aucun schéma offrant une vision des logiques de déplacement n'est proposé, qui permettrait aux EPCI de s'appuyer sur des sites préférentiels de multi modalités, d'axes modes doux, etc.....</p>	<p>Le projet de SCOT laisse une marge cohérente aux intercommunalités en vue de traduire les principes, orientations et objectifs.</p> <p>Les possibilités du SCOT en matière de déplacement, au regard de la ruralité du territoire, sont peu nombreuses d'autant que le Code de l'urbanisme ne prévoit que des choix sur les orientations générales.</p>	<p>Réponse satisfaisante.</p> <p>L'observation de la préfecture sur le caractère très général des objectifs est pertinent. Cependant compte tenu du caractère rural du territoire et de sa population, le thème des déplacements est mal choisi. Car il est impossible d'établir un plan de déplacement sur un tel territoire : 1551 km² pour 47000h</p>
75	Mobilité et déplacement	MRAE	<p>Les déplacements, la qualité de l'air et les nuisances</p> <p>L'autorité environnementale recommande de renforcer, tout en la territorialisant, la portée prescriptive de certaines mesures énoncées dans le document d'orientation et d'objectifs et de réévaluer les incidences de l'apport de population et d'activité sur le territoire d'ici 2042 en termes de déplacements et de nuisances associées.</p>	<p>La territorialisation n'est pas une obligation systématique et son absence permet de rester cohérent, notamment lorsque l'on édicte des règles pour 111 communes historiques sur un périmètre de 1551 km².</p> <p>Les impacts sont pondérés par les nombreuses améliorations projetées et le caractère ambitieux de la projection démographique à horizon 2042.</p>	Réponse satisfaisante

76	Patrimoine	Région Normandie	<p>Sur le diagnostic stratégique,..... Au chapitre VI « Parc de logements du Perche ornais », il est indiqué que l'ancienneté du parc d'habitations constitue une contrainte et freine sa réhabilitation (p. 22). Si elle n'est pas inexacte, cette remarque apparaît trop négative et partielle, quand on connaît la politique d'incitation mise en œuvre par le PNR du Perche et les partenaires institutionnels, pour préserver l'authenticité du bâti traditionnel dont la réhabilitation doit être contrôlée et encadrée</p>	<p>Le constat des contraintes et coûts relatifs au bâti ancien n'empêche aucunement les travaux de réhabilitation ou la valorisation / communication sur le bâti traditionnel.</p>	<p>Réponse satisfaisante bien que ne répondant pas complètement à l'observation</p>
77	Patrimoine	Région Normandie	<p>Sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), Dans le paragraphe introductif de l'Axe 2, il n'est pas fait mention de la problématique patrimoniale, de la protection et de la réhabilitation du bâti traditionnel pourtant constitutif de l'identité percheronne. Dans ce paragraphe, la Région attire également votre vigilance sur le terme trop vague d'« ambiances ». L'accent devrait également être mis sur le travail à fournir sur le parc existant et non pas seulement sur le renouvellement et la densification du tissu bâti. Enfin, la protection du bâti n'est pas mentionnée aux côtés de la protection « des sites, des milieux, des paysages ou espaces naturels ».</p> <p>Dans l'Axe 2 « Inscrire le développement dans le respect des identités paysagères et patrimoniales », Chapitre A « Affirmer l'identité patrimoniale du Perche ornais », partie A.1 « Sauvegarder la qualité architecturale, urbaine et paysagère », il nous paraît plus cohérent d'évoquer en premier lieu, la réhabilitation du parc traditionnel existant avant d'aborder les constructions à venir. De plus, la Région souhaite signaler que les documents édités par le PNR du Perche évoqués dans cette partie contribuent déjà aux côtés des actions menées par les partenaires institutionnels ou non (UDAP, CAUE) à orienter les nouveaux projets. Sur la question de la structuration d'une filière locale autour de l'artisanat du bâtiment, il conviendrait d'évoquer ce que développe déjà le PNR dans ce sens. Enfin, la Région souhaite nuancer l'affirmation selon laquelle « La protection systématique des bourgs n'est pas souhaitée ». Car, s'il ne s'agit pas effectivement de fossiliser l'urbanisme des</p>	<p>L'axe 2 du PADD est consacré à l'aspect environnemental ; le bâti traditionnel est plutôt abordé à l'axe 5.</p> <p>Les guides du PNR sont évoqués à l'axe 2 et à l'axe 5 ; ils sont effectivement utilisés, tout comme les avis de l'UDAP, les centres ADS et les dispositions des documents d'urbanisme pour orienter les projets.</p>	<p>Réponse satisfaisante.</p>

			bourgs, il faut souligner qu'ils conservent pour beaucoup un bâti traditionnel de qualité qui s'est développé d'une manière harmonieuse autour d'éléments emblématiques et structurants possédant une forte valeur patrimoniale (églises, couvents, hôpitaux, mairies-écoles etc.).		
77	Patrimoine	Région Normandie	Dans la partie A.2 « Valoriser et préserver la richesse patrimoniale du bâti percheron », la Région souhaite ajouter à l'orientation du paragraphe A.2 sur la manière de valoriser et préserver les spécificités patrimoniales du Perche, l'importance de la connaissance de ces spécificités qui passe par des opérations d'inventaire. Ces opérations débouchent sur des actions de valorisation qui vont de la diffusion d'informations à la protection/réhabilitation du bâti. Il serait pertinent dans cette partie d'aborder les actions menées par le PNR dans ce domaine en partenariat avec les Régions Normandie et Centre-Val de Loire. Nous souhaitons, aussi souligner qu'il ne s'agit pas seulement de préserver l'image des bourgs mais également du bâti dispersé et isolé qui possède également un intérêt patrimonial (ce qui est évoqué plus loin dans le document). La Région déplore néanmoins qu'il n'y ait pas de solutions concrètes de	L'intérêt de mener des inventaires pour préserver le bâti est mentionné à l'axe 6 du DOO, principe A.1 - p.26. La remise sur le marché de biens vacants passera, sur certains secteurs, par des acquisitions menées par les collectivités territoriales en vue de réinjecter ces biens dans le parc de logements. Une mention complémentaire pourra être ajoutée p.27 concernant l'action d'inventaire	Réponse satisfaisante ; cependant la réponse répond qu'en partie à l'avis.

			proposées sur cette partie. De plus, la question de la remise sur le marché des biens vacants ou dégradés interpellé, car ces biens appartiennent généralement à des propriétaires privés.	Région / Pnr.	
78	Patrimoine	Région Normandie	<p>Sur le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) Dans la partie A.2 « Préserver et valoriser collectivement le Patrimoine », il conviendrait de préférer le terme « spécificités » au terme « identité ». Il s'agit ici aussi de conforter ce qui existe déjà en termes de partenariats, de valorisation et de promotion touristique du patrimoine et d'en faire état dans cette partie. Cette partie nécessiterait d'être davantage hiérarchisée et structurée</p> <p>Etat initial de l'environnement :</p> <p>Les dynamiques territoriales et les enjeux relatifs au patrimoine bâti et au paysage, sont identifiés dans l'état initial de l'environnement, avec un angle d'approche, qui permet de faire émerger les patrimoines spécifiques et remarquables, mais sans mettre clairement en évidence, le patrimoine plus ordinaire, constitutif des bourgs, hameaux ou ensembles urbains et les enjeux associés à ce type de patrimoine et de paysage urbain. Difficiles à expliciter, car non quantifiables numériquement, les risques d'atteinte portée à ce patrimoine ne doivent pas être négligés. On peut ainsi regretter que les extensions urbaines telles que pratiquées dans les dernières décennies ou bien les interventions irrespectueuses sur le bâti ancien, ou encore sa désaffectation, ne soient pas plus clairement identifiées comme atteinte au patrimoine et au paysage.</p>	Permutation identité / spécificité envisageable (Axe 6 - p.26)	Réponse satisfaisante
79	Patrimoine	ABF	<p>Sans ressortir explicitement de l'état initial de l'environnement, les enjeux issus de la préservation du bâti des bourgs / hameaux / ensembles urbains trouvent des réponses adaptées au sein du PADD et du DOO.</p>		Réponse satisfaisante

80	Patrimoine	ABF	<p>Justification des choix :</p> <p>La justification des choix retenus pour le PADD et le DOO, malgré la mention de la valorisation du cadre de vie et des atouts patrimoniaux du territoire, est définie en partant des besoins, nécessairement chiffrés, en matière de production de logements (B1), avec des objectifs de développement assez forts (+7,4% en plus des 14,6% identifiés comme nécessaires à la stabilisation démographique). Le phasage en 2 périodes de cet objectif, avec une dynamique plus importante sur la première période, est susceptible d'avoir des effets indirects négatifs sur la résorption de la vacance et la réhabilitation du bâti, qui ne sera pas encouragée du fait de l'abondance des autres possibilités de création de logements. Un retard risque d'être pris sur ce besoin pourtant essentiel au vu des enjeux paysagers, patrimoniaux et de consommation modérée de l'espace. Ce phasage porte le risque d'une non régulation et d'un non-respect des équilibres entre les différents enjeux.</p>	<p>A l'inverse, le fait de ne proposer que des logements à réhabiliter ne peut contribuer, à lui seul, à répondre aux besoins et satisfaire les attentes.</p> <p>Délimiter sur les zonages des PLU(i) les surfaces permettant de construire l'équivalent de 221 logements par an ne permettra en aucun cas une réalisation effective de l'objectif.</p> <p>La projection ambitieuse n'a ainsi qu'un impact théorique sur le foncier et la concurrence avec la réhabilitation de l'existant.</p>	Réponse satisfaisante
81	Ressources en Eaux	Sage de l'Huisne	<p>Concernant l'objectif C.5 du PADD (Sensibiliser et communiquer auprès des acteurs et des habitants), la CLE considère que l'appropriation de documents de planification tels que le SAGE et Le SCOT, ne tient sa réussite qu'à la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire (usagers, citoyens riverains, élus et agents des collectivités locales, services de L'État, acteurs économiques...). Cela nécessite un jeu d'aller-retour entre compréhension de ces acteurs et de leurs usages et une appropriation commune des enjeux territoriaux. Cette forte mobilisation doit passer, par l'acquisition d'une meilleure connaissance des problématiques locales et par un effort important de sensibilisation et de communication. C'est ce qui est décliné dans l'objectif transversal du SAGE : « Mobiliser par la connaissance et la sensibilisation ».</p> <p>C'est pourquoi, La CLE estime indispensable qu'elle et sa structure porteuse (le Syndicat du Bassin de la Sarthe), soient identifiées comme instances référentes dans le domaine de la gestion de l'eau (au sens grand cycle de l'eau) et des milieux aquatiques.</p>	<p>L'identification pourrait être incluse à l'Axe 5 – Principe B.4 (sous réserve d'une homogénéité de traitement entre acteurs locaux et d'une absence de transformation des pièces du SCOT en annuaire référents locaux).</p>	Réponse satisfaisante

82	Ressources en Eaux	Sage de l'Huisne	<p>Concernant la règle B.3 de l'axe 5 du DOO (p.25, Préserver la ressource en eau et la fonctionnalité des milieux aquatiques), la CLE demande à ce que les zones d'expansion de crues soient citées au même titre que les zones humides, les têtes de bassin versant dans l'alinéa « Appliquer des règles adaptées à la protection des zones humides, têtes de bassin ou espaces de mobilités des cours d'eau ». Il peut être fait référence aux dispositions n°3, 6 et 16 du PAGD du SAGE. La notion d'espaces de mobilités des cours d'eau peut être retirée de ce texte dans la mesure où les cours d'eau du Perche ne sont pas reconnus, comme étant des cours d'eau très mobiles sur leur lit majeur.</p>	<p>La formulation du DOO p.25 intègre d'ores et déjà les zones d'expansion des crues (ZEC). Les espaces de mobilités des cours d'eau incluent également les zones inondables et les ZEC.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>
83	Ressources en Eaux	MRAE	<p>L'eau et l'assainissement</p> <p>L'autorité environnementale recommande d'étayer l'état initial et l'analyse des incidences sur la ressource en eau et d'intégrer les effets directs et indirects prévisibles du changement climatique sur celle-ci. Il apparaît par ailleurs nécessaire, de fournir des données chiffrées, pour estimer à minima les besoins en eau potable et de traitement des eaux usées des futures zones d'habitats et d'activités touristiques et économiques afin de s'assurer de leur adéquation avec les capacités actuelles et futures des infrastructures de traitement.</p>	<p>La capacité des STEP est traitée p.42/43 (<i>capacité résiduelle médiane de 180 EH</i>) de l'EIE ainsi que les projets à venir permettant de supprimer les problèmes relatifs au sous-dimensionnement ou à de mauvaises conceptions. Sur le même principe, l'alimentation en eau potable est traitée p.35/36 ; les estimations réalisées permettent effectivement de projeter une large suffisance sur l'eau potable (<i>utilisation des usines à hauteur de 49 %</i>) et le traitement des eaux usées.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>

		<p>....Dans la partie concernant les risques technologiques, pollutions et nuisances du rapport de présentation, le SCoT ne fait pas référence aux établissements relevant de l'autorisation présentant des risques en dehors des limites des propriétés suivantes : l'établissement SCAEL situé sur la commune de Bretoncelles ayant fait l'objet d'un PAC le 18/10/2013 et l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME situé sur la commune de Saint-Hilaire Le Chatel ayant fait l'objet d'un PAC le 16/05/2012.</p> <p>Dans le PADD, le chapitre sur la prévention, la connaissance des risques et la protection de la population, des erreurs de qualification d'établissement sont faites. Parmi les risques technologiques majeurs recensés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le PPR de Bellou-sur-Huisne n'existe pas, le site BFC est SEVESO seuil bas (comme indiqué P50 de la partie 1.2 du SCoT), il a fait l'objet d'un PAC en 2010 • les établissements SCAEL et COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME, cités plus haut, ne sont pas mentionnés. 	<p>Les établissements sont mentionnées p.50/51 de l'Etat Initial de l'Environnement ; une indication sera ajoutée sur ce périmètre risque.</p> <p>Les formulations du PADD sont à adapter (<i>PAC / seuil bas / mention des deux établissements</i>).</p>	Réponse satisfaisante
84	Risques et Nuisances	Préfecture		

85	Risques et Nuisances	Dreal Normandie	<p>Prévention des risques - Risques technologiques :</p> <p>Dans la partie concernant les risques technologiques, pollutions et nuisances du rapport de présentation, le SCOT ne fait pas référence aux établissements relevant de l'autorisation présentant des risques en dehors des limites de propriété suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'établissement SCAEL situé sur la commune de BRETONCELLES ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 18/10/2013 (fichier en annexe) - L'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME situé sur la commune de SAINT HILAIRE LE CHATEL ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 16/05/2012 (fichier en annexe). <p>Dans la partie nuisances et pollutions, le report des sites recensés sur la base BASOL est incomplet. Dans les annexes, vous trouverez la liste des sites recensés sur le territoire du SCOT.</p> <p>Dans le PADD, le chapitre sur la prévention, la connaissance des risques et la protection de la population, des erreurs de qualifications d'établissement sont faites. Parmi les risques technologiques majeurs recensés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PPRT de Bellou-sur-Huisne n'existe pas, le site BFC est SEVESO seuil Bas (comme indiqué P50 de la partie 1.2 du SCOT), il a fait l'objet d'un PAC en 2010, - Rétablissement SCAEL situé sur la commune de BRETONCELLES ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 18/10/2013 n'est pas mentionné, - L'établissement COOPERATIVE AGRICOLE DE BELLEME situé sur la commune de SAINT HILAIRE LE CHATEL ayant fait l'objet d'un porter à connaissance du 16/05/2012 n'est pas mentionné. 	<p>Les établissements sont mentionnés p.50/51 de l'Etat Initial de l'Environnement ; une indication sera ajoutée sur ce périmètre risque.</p> <p>La liste des sites recensés sur la base BASOL sera complétée. A noter que seulement trois entreprises sont mentionnées sur la base de données accessible en ligne.</p> <p>Les formulations du PADD sont à adapter (<i>PAC / seuil bas / mention des deux établissements</i>).</p>	Réponse satisfaisante
----	----------------------	-----------------	---	--	-----------------------

86	Risques et Nuisances	Ars	<p>Maîtriser les émissions de polluants et des nuisances ainsi que le cumul des expositions des populations à ces polluants et nuisances :</p> <p>Le document est l'occasion de soulever d'éventuels impacts de façon isolée et de susciter une réflexion sur les catégories de population qui seraient possiblement les plus exposées aux pollutions environnementales et différentes nuisances. C'est également l'occasion de repérer d'éventuels cumuls de pollution et de nuisances qui peuvent apparaître faibles pris séparément mais finalement plus importants lorsqu'ils sont appréhendés de façon intégrée.</p>	<p>Absence d'informations à l'issue de la récupération puis du traitement des données d'AirCOM Normandie.</p>	Réponse satisfaisante
87	Risques et Nuisances	Ars	<p>Promouvoir des comportements de vie sains, l'activité physique et la non sédentarité des populations :</p> <p>L'objectif serait de permettre aux personnes d'adopter des modes de vie plus sains en mettant en place des infrastructures adaptées amenant à la pratique de la marche, au vélo et à l'utilisation des transports en commun particulièrement en milieu urbain et des transports partagés. C'est aussi encourager la pratique d'activités physiques et procurer aux habitants des espaces verts et de détente de qualité, mais aussi étudier l'accessibilité aux différents services, équipements et commerces.</p>	<p>Objectif en cohérence avec les dispositions du DOO (renforcement des pôles locaux / densification des cheminements doux / localisation des projets à proximité des commerces ou services...).</p>	Réponse satisfaisante
88	Risques et Nuisances	Ars	<p>Repérer et réduire autant que possible, les inégalités sociales et environnementales de santé :</p> <p>La question des inégalités sociales et environnementales reste difficile à régler. Cependant des réflexions peuvent être menées comme la conception des formes urbaines, la construction d'établissements sensibles à distances des zones « polluées » ou « dégradées », faciliter l'accès aux espaces verts des populations résidant dans des secteurs déficitaires, grâce à la création de coulées vertes.</p>	<p>Prise en compte de ces considérations incluse dans le DOO (diversification des formes urbaines / distance depuis les ICPE à intégrer dans les secteurs de projet...).</p>	Réponse satisfaisante
89	Risques et Nuisances	MRAE	<p>Les déplacements, la qualité de l'air et les nuisances</p> <p>L'autorité environnementale recommande de s'appuyer sur les données d'Atmo Normandie pour élaborer un diagnostic fiable en matière de qualité de l'air et proposer des mesures pertinentes pour l'améliorer et les décliner territorialement.</p>	<p>Les données d'AtmoNormandie (ex. AirCOM) sont presque inexistantes à l'échelle du Perche ornaïs avec une station de mesure située à Alençon. Les points de vigilance sont situés</p>	Réponse satisfaisante

90	Risques et Nuisances	MRAE	<p>Les déplacements, la qualité de l'air et les nuisances</p> <p>Le DOO se révèle prescriptif dans les mesures prises afin de préserver les habitants des nuisances sonores et olfactives, en particulier celles liées à l'activité agricole. La systématisation de leur prise en compte dans la structuration du développement urbain est également à souligner. Toutefois, la problématique des nuisances liées aux déplacements est peu prise en compte.</p>	<p>sur Le Theil et Saint Langis (cf. p.53 de l'Etat Initial de l'Environnement).</p>	<p>La prise en compte des nuisances relatives aux déplacements est mentionnée au principe B.1 de l'Axe 2 (<i>intégration des nuisances dans la structuration du développement / atténuer les nuisances et le bruit pour préserver le cadre de vie...</i>).</p>	<p>Réponse satisfaisante</p>
91	Trame Verte et Bleue	Chambre d'Agriculture	<p>Nous sommes notamment réservés sur la finesse des définitions relatives aux éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue (Rang 1, Rang 2, Rang 3), considérant que ce niveau de précision fait glisser le document d'un rapport de comptabilité vers un rapport de conformité. La référence aux zonages réglementaires existants ne nous paraît pas non plus toujours justifiée. D'autant que ces espaces naturels sont souvent valorisés par l'élevage extensif. Les prescriptions de zonage associé tendent à considérer ces espaces comme devant être à protéger par principe, le développement des sites d'élevage étant présenté comme l'exception. Si un tel parti pris est relativement neutre pour des espaces de forêts, il peut avoir des conséquences regrettables sur le maintien de l'élevage dans des espaces prairiaux bocagers et/ou humides. Nous demandons donc que la déclinaison des zonages soit présentée comme des recommandations sans portée normative (encadré vert). Nous suggérons également que les orientations qui permettent de rééquilibrer les enjeux (par ex : Préserver un périmètre adapté pour le développement des sites et sièges d'exploitations -page 20) et qui trouvent toute leur justification compte tenu de la place de l'agriculture sur ce territoire rural, soient reprises dans le chapitre « préservation de la biodiversité ». Il ne faudrait pas que leur dispersion dans le document et leur déconnection du chapitre TVB, conduisent à oublier cette volonté de rééquilibrage, notamment en cas de</p>	<p>L'article L.141-10 du Code de l'urbanisme entraîne effectivement un glissement vers un rapport de conformité et oblige les SCOT à définir les espaces à protéger ainsi que les modalités de protection ; il s'agit obligatoirement de prescriptions qui ne peuvent être basculées en recommandations.</p> <p>C'est pour cette raison que la délimitation n'a pas été effectuée à la parcelle et que le cadrage reste suffisamment souple et adaptable.</p> <p>Les exploitations agricoles contribuent à la protection des espaces et milieux naturels et rien n'empêche, sauf dans les cours d'eau (ou en bordure) et les forêts, de laisser les bâtiments évoluer ; l'évolution des exploitations est bien</p>	<p>Réponse satisfaisant en rappelant la portée normative du DOO.</p>	

			lecture partielle du document (ce qui s'avère être souvent le cas en pratique...).	mentionnée dans l'axe 4 relatif à la protection des espaces.	
92	Trame Verte et Bleue	Chambre d'Agriculture	Le volet protection des haies introduit une notion de hiérarchisation qui nous semble pertinente pour adapter la protection aux enjeux réels et pour éviter une protection lissée sur l'ensemble du maillage bocager. En revanche, l'incitation à recourir aux inventaires participatifs nous interroge : comment introduire des critères factuels de hiérarchisation ? Comment s'assurer d'une homogénéité au sein d'un même territoire d'intercommunalité ?	Actuellement, les critères utilisés sont communs pour la hiérarchisation des haies : ripisylve, biodiversité, rupture de pente, paysage ou proximité des chemins. L'utilisation de la BD bocage du Pnr permet de conserver une certaine homogénéité puisqu'il s'agit d'actualiser la donnée de 2010 et de laisser les éléments principaux à préserver.	Réponse satisfaisante
93	Trame Verte et Bleue	Chambre d'Agriculture	Certaines orientations relatives à la gestion des espaces ou des milieux ne relèvent pas selon nous d'un document d'urbanisme et à ce titre n'ont pas à figurer dans le DOO du SCOT même sous forme de recommandations. Nous avons relevé : la gestion collective et spatiale des haies ; la gestion écologique des bords de routes ; la préservation, restauration et entretien de la fonctionnalité des milieux aquatiques; l'acquisition foncière pour protéger et restaurer les têtes de bassin.	Le positionnement en recommandations est sans incidence car sans portée normative (<i>préconisations de plus très générales</i>).	Le DOO est un document a portée normative et y parler de recommandation sans portée normative ne paraît pas adaptée.
94	Trame Verte et Bleue	Préfecture	Il serait plus simple de reporter les sommaires de tous les SAGE dans leur intégralité et d'éviter les reformulations afin de rester dans un rapport de compatibilité solide juridiquement.	Le principe évoqué est celui de la conformité et non de la compatibilité ; le SCOT n'a pas à reprendre précisément le contenu d'autres documents cadres tout comme les SAGE ne reprennent pas textuellement les orientations, objectifs et dispositions des SDAGE.	Réponse satisfaisante

95	Trame Verte et Bleue	Préfecture	<p>Alors qu'un travail approfondi a été mené, l'état initial ne permet pas de localiser et d'identifier les continuités écologiques à une échelle suffisante. Pour que le rapport de présentation respecte l'exigence réglementaire de présenter un état initial à une échelle adaptée, une cartographie de la TVB à une échelle adaptée (entre le 1/25 000 et le 1/50 000) doit être fournie dans une annexe qui pourra être utilisée par les futurs PLU(i) du SCOT. Au minimum, la carte TVB doit être insérée dans le rapport sur une page entière et ajoutée en annexe au format A3.</p>	<p>L'échelle de la cartographie de la TVB sera ajustée dans le rapport de présentation et en annexe du DOO.</p> <p>L'intégration de l'atlas TVB dans le SCOT (<i>réservoirs / continuités / éléments fragmentant</i>) sera évoqué même s'il ne permet pas réellement de localiser précisément les éléments constitutifs à la parcelle (<i>en ce sens, l'atlas ne pourra figurer ou DOO</i>).</p>	Réponse satisfaisante
96	Trame Verte et Bleue	Préfecture	<p>En dehors des réservoirs et corridors du SRCE, l'état initial ne traite pas les autres éléments à prendre en compte du SRCE : « les enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques (cf partie D du diagnostic SRCE), dont 7 enjeux définis comme prioritaires : certains sont mentionnés de manière implicite. L'état initial devrait préciser clairement les enjeux régionaux qui concernent le Perche ornais.</p> <p>Le texte ne récapitule pas les secteurs (types de secteurs, noms...)....Le texte de l'état initial ne mentionne pas ces secteurs d'intérêt.</p> <p>Les actions prioritaires du SRCE : l'état initial ne décrit pas les actions prioritaires du SRCE sur le Perche ornais. Elles concernent notamment les ouvrages prioritaires cours d'eau sur la Mêle, l'Huisne et ses affluents, ainsi que la création d'un passage à faune sur la RN12 à hauteur du bois de la Ventrouze. Au début du chapitre sur la TVB (p.26 - E.2 a), le rapport fournit une liste appelée « Eléments constitutifs de la trame verte et bleue du Perche ornais », sans préciser ce que représente précisément cette liste ni d'où elle vient.</p> <p>L'état initial devrait présenter les caractéristiques des zones susceptibles d'être impactées par la mise en œuvre du SCOT et les conclusions de son analyse des enjeux de continuités écologiques.Notons que, en l'état, la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement est inutilisable au vu de sa</p>	<p>Les éléments constitutifs de la TVB du SRCE sont indiqués en page 26 de l'EIE et des compléments seront apportés sur les grands enjeux régionaux ou certaines actions prioritaires (<i>passage sur RN 12 mentionné p.27 dans les enjeux du SRCE - pièce 1.2</i>).</p> <p>Le SCOT ne délimitant pas à la parcelle les secteurs à protéger, il apparaît compliqué d'établir une analyse cohérente des zones susceptibles d'être impactées. Cette analyse théorique a cependant été effectuée dans l'évaluation environnementale sur le volet Incidence Natura 2000 avec la prise en compte des espaces pressentis pour le développement économique.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p> <p>Le problème de bonne lisibilité des cartes est récurrent dans l'établissement du SCOT</p> <p>Les enjeux sont abordés succinctement alors que ce sujet est d'importance dans la réalisation des futurs PLUI.</p> <p>Il conviendrait d'adapter l'échelle des cartes en fonction des dossiers et de redécouper éventuellement celles-ci par Cdc.</p>

			lisibilité et de sa taille insuffisantes.... L'état initial ne conclut pas sur les enjeux les plus importants pour la TVB du Perche ornais qui pourraient être rédigés à partir des secteurs d'intérêts TVB décrits dans la fiche pays du Perche ornais. En outre, il indique que les SDAGE sont en cours de révision alors qu'ils sont approuvés et réglementent la période 2016-2021. ...En l'état, le PADD fourni ne permet pas de comprendre quelles continuités écologiques sont intégrées au projet de territoire, ni quels sont les objectifs associés aux continuités écologiques. Il ne prend donc pas en compte le SRCE et ne permet pas de décliner la TVB sur le SCOT. Pour améliorer le document, le SCOT devrait intégrer au PADD, une carte schématique présentant les grandes lignes de projet, où apparaissent les principales continuités écologiques intégrées dans le projet de territoire et son évolution. La carte de synthèse des enjeux majeurs TVB fournie dans l'état initial offre une base de départ, qui doit être croisée avec le projet de territoire du SCOT.	La lecture de la légende de la carte de synthèse est en soit suffisante ce qui permet d'actualiser systématiquement l'état des connaissances lors de l'élaboration d'un document d'urbanisme. Le périmètre SCOT ne permet pas de générer des cartes schématiques lisibles au regard des 1551 km ² et les orientations / objectifs sur la TVB sont mentionnés en p.13 du PADD (<i>grands complexes boisés et boisements / milieux ouverts d'intérêt / vallées des cours d'eau et affluents / zones humides...</i>).	
97	Trame Verte et Bleue	Préfecture	Le DOO devrait décliner les objectifs définis dans le PADD en moyens d'actions et en prescriptions, et présenter les objectifs et les prescriptions réglementaires pour mettre en œuvre le projet d'aménagement. Or, le PADD ne présente pas les objectifs associés à la TVB. Le DOO présente, néanmoins, des prescriptions et recommandations intéressantes sur la TVB. En l'absence d'un projet de territoire TVB, celles-ci sont de fait dissociées du projet des élus du SCOT. La carte indicative de TVB présentée n'étant pas lisible, elle ne permet pas d'illustrer ou de territorialiser les prescriptions et recommandations du DOO.	Les objectifs du PADD sur la TVB sont présents en p.13 du document (<i>prendre en compte toutes les composantes de la biodiversité / adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles des espaces naturels</i>). Il n'est pas nécessaire d'avoir une carte pour traduire les prescriptions d'un document d'autant que la surface du Pays ne permet pas une lecture aisée des plans.	Voir avis N° 96

98	Trame Verte et Bleue	Région Normandie	<p>Sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), Dans la partie B consacrée à « Préserver le patrimoine naturel comme support d'un développement territorial durable », nous avons bien noté le souhait d'inventorier le linéaire de haie afin de préserver le réseau bocager. A ce sujet, le PNR du Perche a créé une base de données Bocage permettant de visualiser l'évolution du linéaire des haies. Il procède également à des inventaires écologiques. Il serait opportun que cette partie mentionne les travaux existants menés par d'autres partenaires</p>	<p>La base de données bocage du Pnr est issue d'une analyse par photo-interprétation de vues de 2010 et concerne les espaces situés en dehors du tissu bâti. Elle est effectivement utile mais non exhaustive et surtout non actualisée à ce jour.</p>	Réponse satisfaisante
99	Trame Verte et Bleue	Pnr	<p>les enjeux de la TVB tels qu'ils ont été définis dans le SCOT ne permettent pas une traduction aisée de ce sujet dans les PLUi, ni d'exploiter de manière efficace le travail réalisé par le Parc..../.....De façon générale la cartographie est peu présente dans le DOO (3 cartes), ne permettant pas de territorialiser les orientations. Lorsque les cartes sont présentes, l'échelle utilisée ne permet pas de visualiser correctement les informations (ex. carte indicative de la TVB p.19 du DOO). Nécessité de traduire les enjeux régionaux du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) dans le SCOT sur les éléments de la trame verte et bleue.</p> <p>Ainsi, p28 de l'état initial de l'environnement, il est rappelé que les zones humides sont un enjeu identifié par le SRCE : cet enjeu n'est pas repris par le SCOT (p32), ni traduit réglementairement. L'obligation par les communes de préserver leurs zones humides (art. 2.1) n'est pas reprise explicitement.</p> <p>L'organisation des sites et milieux par rang et la déclinaison des rangs en zonage prédéfinis ne permettent pas d'assurer une traduction pertinente des enjeux environnementaux dans les zonages dans les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ainsi, un règlement unique (cas des zones Ns) s'appliquant à la fois à des sites Natura 2000 et des coteaux calcaires par exemple peut être contreproductif pour la gestion des milieux et des espèces : l'interdiction de creusements pour préserver les coteaux pourrait empêcher de creuser des mares, utiles à 	<p>Les travaux nommés TVB dans le cadre de l'élaboration des PLUi correspondent à une actualisation théorique de la connaissance sur les territoires humides et une hiérarchisation sur plans des haies à enjeux.</p> <p>Le DOO précise la liste des éléments constitutifs de la TVB à préserver ainsi que les modalités de protection ce qui constitue une base claire et relativement simple à intégrer dans les PLUi(i). La cartographie est également présente en annexe, p.49, du DOO.</p> <p>La préservation et l'intégration des zones humides sont mentionnées aux pages 12/19/20/22/25/27 permettant d'aborder la protection des zones humides en lien avec la prise en compte du risque inondation, la protection des milieux dans le cadre de la TVB, les inventaires à mener avec</p>	<p>Les zones humides sont des composantes essentielles de la TVB, la CE est conforme à l'avis du PNR</p>

			<p>des espèces Natura 2000.</p> <p>- le choix de classer les réservoirs systématiquement en zones Ns induit des modifications dans les déclinaisons locales des TVB. Ainsi, la Cdc des Hauts du Perche qui a fait le choix de définir des réservoirs bocagers, a dû changer la dénomination « réservoir » par « espaces prairiaux et bocagers » pour éviter un classement en zone Ns systématique.</p>	<p>une intégration adaptée au zonage ou bien encore la protection des milieux aquatiques. En ce sens la protection des zones humides est très clairement identifiée dans le DOO.</p> <p>Le SCOT ne définit pas les dispositions des différentes zones mentionnées dans les modalités de protection ce qui permettra aisément d'adapter les dispositions aux milieux ou espaces intégrés. Une classification unique, comme c'est le cas par exemple des PLUi de Mortagne ou du territoire historique de Bellême est pertinente tout en simplifiant la lecture des plans.</p> <p>Les réservoirs bocagers des Hauts du Perche correspondent au mieux à des zones de connexion biologique mais surtout à des milieux supports standards ; espaces non comparables aux sites N2000 ou aux principaux cours d'eau (<i>rang inférieur</i>).</p>	
--	--	--	--	--	--

100	Trame Verte et Bleue	Pnr	<p>le vocabulaire particulier utilisé et le manque de visibilité des cartes ne facilitent pas la compréhension du SCOT et particulièrement les orientations du DOO que les PLUi devront prendre en compte et fragilisent juridiquement le document.</p> <p>Certains termes employés ne correspondent pas au référentiel de vocabulaire technique habituellement utilisé (continuité majeure ? trame agro-naturelle ? complexe humide ?...). Ce problème de sémantique fragilise juridiquement le document et ne permet pas une bonne compréhension des enjeux par les partenaires et les élus du territoire. Comment les communautés de communes vont-elles pouvoir traduire le SCOT dans leur PLUi si les termes ne sont pas définis ?</p> <p>De plus, certaines orientations obligatoires utilisent des termes comme « encourager, favoriser » qui relèvent plus du vocabulaire des recommandations. Là encore, les communautés de communes auront sans doute du mal à savoir ce qu'il faut intégrer dans leur PLUi et ce qui relève de conseils.....</p>	<p>L'échelle des cartes sera ajustée et l'atlas TVB (<i>réservoirs / continuités</i>) sera intégré dans le rapport de présentation.</p> <p>L'intérêt des prescriptions et recommandations du DOO sur la TVB est souligné en p.5 de l'avis de l'Etat.</p> <p>Il existe localement des corridors principaux et secondaires tout comme des réservoirs et des milieux supports. Les termes utilisés sur la TVB évoluent et permettent de hiérarchiser les espaces en fonction du contexte local.</p> <p>Le terme « trame agro-naturelle » n'est pas utilisé pour la TVB et les complexes humides ou bocagers sont des espaces denses au niveau du nombre de haies et/ou des zones humides. Les définitions du SCOT seront complétées en ce sens en vue de simplifier la lecture des règles et d'éviter une lecture biaisée des dispositions.</p> <p>Les recommandations du SCOT figurent dans un encadré vert, le reste correspondant à des principes, orientations, objectifs ou dispositions à réutiliser ou traduire localement (cf. structuration du DOO p.7).</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>
-----	----------------------	-----	---	--	--

101	Trame Verte et Bleue	Dreal Normandie	<p>Préservation des milieux naturels et de la biodiversité :/....</p> <p>Alors qu'un travail approfondi a été mené, l'état initial ne permet pas de localiser et d'identifier les continuités écologiques à une échelle suffisante. Pour que le rapport de présentation respecte l'exigence réglementaire de présenter un état initial à une échelle adaptée, une cartographie de la TVB à une échelle adaptée (entre le 1/25 000 et le 1/50 000) doit être fournie dans une annexe, qui pourra être utilisée par les futurs PLU(i) du SCOT. Au minimum, la carte TVB doit être insérée dans le rapport sur une page entière et ajoutée en annexe au format A3.</p>	Avis DREAL repris dans l'avis de la Préfecture (cf. ligne n°95)	Réponse satisfaisante
102	Trame Verte et Bleue	Dreal Normandie	<p>Préservation des milieux naturels et de la biodiversité :</p> <p>En dehors des réservoirs et corridors du SRCE, l'état initial ne traite pas les autres éléments à prendre en compte du SRCE :</p> <ul style="list-style-type: none">- les enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques (cf partie D du diagnostic SRCE), dont 7 enjeux définis comme prioritaires : certains sont mentionnés de manière implicite. L'état initial devrait préciser clairement les enjeux régionaux qui concernent le Perche ornais.- les secteurs d'intérêts TVB : sur ces secteurs, se concentrent des enjeux, réservoirs et corridors du SRCE. Ils récapitulent les principaux enjeux de continuités écologiques du pays. Ils sont localisés et décrits dans la fiche Pays du Perche ornais. <p>Le texte ne récapitule pas les secteurs (types de secteurs, noms...). Même s'ils apparaissent sur la carte insérée dans l'état initial, sa lisibilité est insuffisante pour être utilisable et la légende liée à ces secteurs a été tronquée, empêchant de prendre connaissance de cet élément essentiel de l'état initial. Le texte de l'état initial ne mentionne pas ces secteurs d'intérêt.</p> <p>Ces secteurs à forts enjeux devraient être bien décrits et intégrés dans le SCOT (état initial, puis PADD et DOO) pour ensuite être intégrés à l'échelle locale sur le territoire (projets locaux, PLU,...). L'état initial de ce SCOT sera un élément de connaissance important pour les acteurs du territoire. Il faut qu'il reprenne ces éléments importants du SRCE.</p> <p>- Les actions prioritaires du SRCE : l'état initial ne décrit pas les</p>	Avis DREAL repris dans l'avis de la Préfecture (cf. ligne n°96)	Réponse satisfaisante

			actions prioritaires du SRCE sur le Perche ornais. Elles concernent notamment les ouvrages prioritaires cours d'eau sur la Mèrme, l'Huisne et ses affluents, ainsi que la création d'un passage à faune sur la RN12 à hauteur du bois de la Ventrouze.		
103	Trame Verte et Bleue	Dreal Normandie	<p>Au début du chapitre sur la TVB (p.26 - E.2 a), le rapport fournit une liste appelée « Eléments constitutifs de la trame verte et bleue du Perche ornais », sans préciser ce que représente précisément cette liste ni d'où elle vient.</p> <p>L'état initial devrait présenter les caractéristiques des zones susceptibles d'être impactées par la mise en œuvre du SCoT et les conclusions de son analyse des enjeux de continuités écologiques. Ces conclusions doivent alimenter la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement (cf p.67 - chapitre X du rapport) ou une carte de synthèse des enjeux de patrimoine naturel (chapitre III de l'état initial). Notons que, en l'état, la carte de synthèse de l'état initial de l'environnement est inutilisable au vu de sa lisibilité et de sa taille insuffisantes. Une telle carte requiert au moins une page entière, voire un format A3.</p> <p>L'état initial ne conclut pas sur les enjeux les plus importants pour la TVB du Perche ornais, qui pourraient être rédigés à partir des secteurs d'intérêts TVB décrits dans la fiche pays du Perche ornais.</p>	Avis DREAL repris dans l'avis de la Préfecture (cf. ligne n°96)	Réponse satisfaisante
104	Trame Verte et Bleue	Dreal Normandie		Avis DREAL repris dans l'avis de la Préfecture (cf. ligne n°96)	Réponse satisfaisante

105	Trame Verte et Bleue	Dreal Normandie	<p>Le rôle du PADD est de présenter une vision et un projet. En lien avec la TVB, il doit entre autres fixer les objectifs de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (L141- 4 CU). Dans le projet de SCoT, le PADD n'a comme objectif lié à la TVB que de sensibiliser les acteurs et habitants, et de préserver des espaces de nature dans les principaux bourgs. Les autres éléments formulés pour la TVB sont trop généraux pour représenter un projet de SCoT.</p> <p>En l'état, le PADD fourni ne permet pas de comprendre quelles continuités écologiques sont intégrées au projet de territoire, ni quels sont les objectifs associés aux continuités écologiques. Il ne prend donc pas en compte le SRCE et ne permet pas de décliner la TVB sur le SCoT. Pour améliorer le document, le SCoT devrait intégrer au PADD, une carte schématique présentant les grandes lignes de projet, où apparaissent les principales continuités écologiques intégrées dans le projet de territoire et son évolution. La carte de synthèse des enjeux majeurs TVB fournie dans l'état initial offre déjà une base de départ, qui doit être croisée avec le projet de territoire du SCoT.</p>	<p>Avis DREAL repris dans l'avis de la Préfecture (cf. ligne n°96)</p>	Réponse satisfaisante
106	Trame Verte et Bleue	Dreal Normandie	<p>Le DOO doit décliner les objectifs définis dans le PADD en moyens d'actions et en prescriptions. Il doit présenter les objectifs et les prescriptions réglementaires pour mettre en œuvre le projet d'aménagement. Or, le PADD ne présente pas les objectifs associés à la TVB. Le DOO présente, néanmoins, des prescriptions et recommandations intéressantes sur la TVB. En l'absence d'un projet de territoire TVB, celles-ci sont de fait dissociées du projet des élus du SCoT. La carte indicative de TVB présentée n'étant pas lisible, elle ne permet pas d'illustrer ou de territorialiser les prescriptions et recommandations du DOO.</p>	<p>Les objectifs du PADD sur la TVB sont présents en p.13 du document (<i>prendre en compte toutes les composantes de la biodiversité / adapter les exigences et le degré de protection à l'intérêt des sites et aux rôles des espaces naturels</i>). Il n'est pas nécessaire d'avoir une carte pour traduire les prescriptions d'un document d'autant que la surface du Pays ne permet pas une lecture aisée des plans.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p> <p>La position de la CE est conforme à l'avis de la DREAL.</p>

107	Trame Verte et Bleue	MRAE	<p>La Biodiversité et les continuités écologiques</p> <p>L'autorité environnementale recommande de revoir la prise en compte par le SCoT des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité notamment en complétant et étayant l'état initial, en clarifiant leur intégration dans le PADD et en s'assurant de la cohérence et qualité des objectifs du DOO prévus à ce titre.</p>	<p>La Trame Verte et la Trame Bleue sont définies par le Code de l'environnement tout étant actuellement non délimitées au SRCE. L'ensemble des éléments constitutifs de la TVB est mentionné dans l'état initial de l'environnement avec une étude réalisée en partenariat avec le CEREMA. Les éléments de cadrage sur les objectifs permettant de préserver la biodiversité sont repris en p.14 du PADD et font l'objet de règles spécifiques dans le DOO.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>
108	Trame Verte et Bleue	MRAE	<p>La Biodiversité et les continuités écologiques</p> <p>L'autorité environnementale recommande de compléter et d'étayer l'analyse des incidences Natura 2000 afin de s'assurer de la prise en compte effective des incidences du SCoT sur ces sites.</p>	<p>L'évaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000 figure dans l'évaluation environnementale ; l'analyse a intégré la localisation théorique des secteurs de projets économiques à proximité, seuls espaces approximativement connus qui seront, a priori, intégrés aux PLU(i). Les sites Natura 2000 sont majoritairement terrestres ou éloignés des zones pressenties ou plus généralement bâties.</p>	<p>Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final</p>

			Conformément à l'article L.141-10 du Code de l'urbanisme, le SCOT liste les espaces à préserver et fixe les modalités de protection ; la déclinaison projetée est cohérente avec le terrain.	
109	Trame Verte et Bleue	MRAE	<p>La Biodiversité et les continuités écologiques</p> <p>L'autorité environnementale recommande de s'interroger sur la pertinence du classement des espaces naturels, agricoles ou forestiers, et, en tout état de cause, sur la méthodologie retenue et les conséquences d'un tel classement. Elle recommande aussi de revoir l'état initial et le DOO pour permettre la prise en compte effective de l'objectif de protection du maillage bocager et des linéaires de haies fixé par le PADD. Enfin, elle recommande de revoir la formulation et le contenu des objectifs du DOO relatifs à la protection des zones humides pour s'assurer de leur protection dans les futurs PLU(i).</p>	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final
110	Transition énergétique	Préfecture	<p>Le paragraphe consacré au développement des énergies renouvelables, apparaît comme peu opérationnel, dans sa première partie. En revanche, l'axe 12-A4 du DOO encadre les éoliennes de façon drastique en indiquant que « les impacts devront être nuls, pas de compensations ». Cette condition paraît impossible à respecter compte tenu de l'impact paysager structurel d'un champ éolien et conduit, de facto, à interdire la construction d'éoliennes : Le SCOT gagnerait à ne pas mettre en place de majoration des surfaces sur ce critère.</p> <p>Les éoliennes sont effectivement autorisées exclusivement sur des espaces adaptés et sans incidences ce qui limite très fortement les possibilités ; la carte du schéma régional reprenait particulièrement ces restrictions techniques, environnementales ou patrimoniales. Le souhait du</p>	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final

				territoire est de largement privilégier les ressources offertes localement et ne présentant pas d'impacts connexes.	
111	Transition énergétique	Préfecture	La réglementation ICPE comprend une étude d'impact qui peut intégrer des mesures compensatoires. aucune mention n'est faite sur la méthanisation alors qu'une étude territoriale incluant les bio-déchets a été lancée.	Le développement des énergies renouvelables est évoqué en p.43 du DOO (<i>filiales énergétiques locales avec la biomasse</i>).	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final
112	Transition énergétique	Préfecture	L'objectif de l'État est d'éliminer les bâtiments dont les consommations énergétiques sont les plus élevées, d'ici 2023 et de généraliser la rénovation de type Bâtiment Basse Consommation (BBC) d'ici 2050 afin de générer 60 % d'économie d'énergie. Le SCoT présente peu d'orientations sur ce sujet et aucun objectif chiffré : il pourrait relayer cet objectif en proposant de ne pas élaborer de règlements de PLU trop restrictifs sur ce sujet.	L'amélioration énergétique des bâtiments est inscrite dans le SCOT, sous réserve d'une intégration satisfaisante du projet dans son environnement.	Réponse satisfaisante
113	Transition énergétique	MRAE	Les risques et l'adaptation au changement climatique L'autorité environnementale recommande d'enrichir le diagnostic de vulnérabilité du territoire à l'échelle du SCoT en tenant compte de l'ensemble des risques, de leurs impacts cumulés, ainsi que des facteurs aggravant ces risques, en les restituant de façon plus globale au regard des conséquences du changement climatique. Elle recommande également la mise en œuvre d'une stratégie territoriale de réduction de ces vulnérabilités avec la définition de prescriptions circonstanciées claires pour l'aménagement du territoire.	En application de l'article R.141-3 du Code de l'urbanisme, il est rappelé que le rapport de présentation est proportionné à l'importance du SCOT, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. Les dispositions du DOO sur l'aspect vulnérabilité / risques sont relativement développées et intègrent également les dispositions des documents cadres : SDAGE / SAGE / PGRI...	Réponse satisfaisante

114	Transition énergétique	MRAE	L'atténuation du changement climatique et la transition énergétique L'autorité environnementale recommande de définir de manière plus opérationnelle les modalités de développement des énergies renouvelables afin de permettre au pays d'entrer dans la transition énergétique.	Les facultés offertes par le Code de l'urbanisme sont celles de l'article L.141-22 et des dispositions générales ce qui limite fortement les possibilités.	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final
116	Zones humides	Sage Sarthe Amont	La CLE rappelle que les inventaires zones humides doivent être matérialisés par une trame spécifique sur les documents graphiques des documents d'urbanisme et qu'un classement et des règles soient adoptés afin de permettre de répondre à l'objectif de protection des zones humides (Cf. disposition n°6 du PAGD). La CLE vous invite donc à intégrer ce point dans votre SCOT.	<p>Il existe un principe de compatibilité entre le SCOT et le SAGE et non de conformité.</p> <p>De plus cette compatibilité est à évaluer au regard des objectifs des SAGE et non de l'ensemble des dispositions (<i>principe de non contrariété de la norme supérieure</i>).</p> <p>Le DOO prévoit un degré de protection adapté des zones humides et une amélioration progressive des connaissances.</p> <p>Le Code de l'urbanisme et le Code de l'environnement ne prévoient pas de tramage spécifique sur les zones humides d'autant qu'il n'existe pour le moment pas d'inventaire suffisamment précis de ces espaces qui intègrent souvent les zones inondables d'où la dénomination territoires humides du SCOT qui reprend celle de la DREAL.</p>	Fait l'objet d'une question dans le Pvs Final